

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1907.

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

Recettes et dépenses.

L'exposé général qui, depuis plusieurs années, précède le projet de budget des voies et moyens, est le lien qui relie, entre eux et au budget des recettes, les divers budgets des dépenses. Il offre les avantages qui avaient été attribués à l'idée du budget unique; il n'en a pas les inconvénients.

Il met les recettes ordinaires en regard des dépenses ordinaires, permettant ainsi d'observer leur progression comparative et de juger de la marche des affaires.

Les recettes pour 1908 sont évaluées à fr.	621,404,924 »
et les dépenses à	620,997,653 08

L'excédent n'est que de. . . . fr.	407,270 92
------------------------------------	------------

Depuis 1886, les recouvrements ont toujours dépassé les évaluations budgétaires; ce fait constant écarte le reproche d'optimisme.

Cette année, M. le Ministre des Finances, dans une note préliminaire, prend soin de justifier ses prévisions par des tableaux comparatifs; ses appréciations semblent inspirées d'une grande prudence.

Les dépenses, suivant l'ensemble du projet formant le budget général, sont évaluées, pour 1908, à fr. 620,997,653.08. Le total est en augmentation sur celui de 1907 de fr. 20,378,518.89.

Le chemin de fer y apparaît avec le chiffre considérable de 224 millions 721,414 francs, soit avec une augmentation sur l'exercice antérieur de

(1) Projet de loi, n° 4¹.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Tibbaut, De Ponthière, Dallemagne, Hubert, Denis, Le Paige.

23,249,691 francs. Quand on met en regard l'augmentation de la recette des chemins de fer prévue au budget des voies et moyens, augmentation qui n'est que de 16 millions, on constate une disproportion sensible.

L'exposé attribue l'augmentation des frais d'exploitation du chemin de fer principalement à la cherté du combustible.

L'examen détaillé des dépenses relève de chacun des budgets. Nous ne les signalons ici que pour constater que, malgré ces charges aggravées, le budget ordinaire de 1908 peut suivre les règles de la réforme budgétaire relativement à l'amortissement et aux dépenses exceptionnelles et supporter, sans que l'équilibre soit compromis, une dépense complémentaire de 30,500,000 francs.

Mouvement commercial

Quand on examine les diverses branches de notre système d'impôts, on constate qu'elles sont toutes en progrès; nous négligeons les revenus des domaines, qui sont évalués en diminution de 180,000 francs, et dont la diminution doit être compensée par des avantages d'embellissement et d'hygiène.

L'allure plus ou moins vive de la progression dépend naturellement de la prospérité générale, qui multiplie les transactions, augmente la consommation et gonfle toutes les sources du revenu fiscal.

La grande vague de prospérité industrielle est-elle passée ?

S'il en était ainsi, nous aurions au moins la consolation de constater que la Belgique en a largement profité et qu'elle a accru sa force économique par le développement de son outillage.

En quinze années le mouvement des importations et des exportations a doublé, tant pour le commerce général que pour le commerce spécial.

Il n'est pas sans intérêt de suivre cette progression des derniers temps et de comparer le point d'arrivée 1906 au point de départ 1831 :

1831	avait à l'importation pour son commerce général	98 millions
»	» » » spécial	90 »
»	à l'exportation » » général	104 »
»	» » » spécial	96 »
1906	avait à l'importation » » général	5,725 »
»	» » » spécial	3,454 »
»	à l'exportation » » général	5,062 »
»	» » » spécial	2,793 »

C'est, en plus, respectivement 5,743 p. c.; 3,738 p. c.; 4,740 p. c.; 2,792 p. c. !

Quel élan ! Mais c'est durant ces derniers temps qu'il a été le plus vigoureux. De 1891 à 1906 il élève le commerce de cent pour cent. La statistique de la Belgique nous le résume comme suit :

Ce tableau fait connaître le mouvement *en valeurs* des échanges pendant l'année 1906 et la moyenne des résultats pour chacune des trois périodes

quinquennales qui l'ont précédée. — On y rappelle, pour mémoire, les chiffres du mouvement commercial de l'année 1831.

		Importations.		Exportations.	
		Commerce général.	Commerce spécial.	Commerce général.	Commerce spécial.
1 ^{re} période (1891 à 1895)	Millions.	2,871.2	1,633.3	2,622.2	1,386.7
2 ^e — (1896 à 1900)	—	3,342.2	2,034.4	3,056.9	1,750.7
3 ^e — 1901 à 1905)	—	4,288.8	2,621.7	3,741.5	2,076.»
Année 1906	—	5,725.8	3,454.»	5,062.7	2,793.8
Année 1831	—	98.»	90.»	104.6	96.6
		P. C.	P. C.	P. C.	P. C.
Différences	de la 2 ^e période sur la 1 ^{re} . . .	+ 16	+ 25	+ 17	+ 26
	de la 3 ^e période sur la 1 ^{re} . . .	+ 49	+ 61	+ 43	+ 50
	de la 3 ^e période sur la 2 ^e . . .	+ 28	+ 29	+ 22	+ 19
	de 1906 sur la 3 ^e période . . .	+ 34	+ 32	+ 35	+ 35
	de 1906 sur la 1 ^{re} période . . .	+ 99	+ 111	+ 93	+ 101
	de 1906 sur l'année 1831 . . .	+ 5,743	+ 3,738	+ 4,740	+ 2,792

Un quotidien français vient de publier les appréciations suivantes, qui forment le commentaire de ces chiffres :

« Les augmentations du *total* du commerce extérieur en 1906, par rapport » à 1905, ont été :

» En Belgique, de	846 millions.
» Aux États-Unis, de	1,826 —
» En Allemagne, de	1,877 —
» En Angleterre, de	2,421 —

» Un progrès analogue s'est manifesté dans tous les autres pays, sauf en » Espagne. Le phénomène a donc été général. Nous (la France) y avons par- » ticipé, mais il faut bien le reconnaître, moins que certains de nos rivaux.

» Il en est de même des *Exportations*. Elles ont augmenté chez nous, on » l'a vu, de 400 millions; mais :

» En Belgique, de	460 millions.
» En Allemagne, de	775 —
» En Angleterre, de	1,155 —
» Aux États-Unis, de	1,172 —

» Notre augmentation est donc inférieure non seulement à celle des » grands pays commerciaux, mais même à celle de la Belgique, — dont la » population ne compte cependant guère plus de 7 millions d'habitants, » contre plus de 39 millions en France !

» Ce premier examen comparatif nous montre ainsi que nous nous contentons de marcher tandis que les autres courent, si bien que la distance » risque de s'accroître, entre eux et nous, d'une façon excessive. »

Ces appréciations faites au point de vue français, sont à l'honneur de la Belgique.

Outillage économique et emprunt.

Les chiffres relevés plus haut font l'éloge de notre outillage économique et de ceux qui l'ont créé.

La Belgique se trouve au tout premier rang.

Ses ports d'Anvers, de Gand, de Zeebrugge, d'Ostende, qui s'ouvrent au marché mondial, sont reliés aux extrémités de la Belgique par un réseau de chemins de fer de 4,603 kilomètres de longueur. Les chemins de fer vicinaux, qui ne cessent de se développer et qui comptent déjà 2,920 kilomètres, en constituent les affluents indispensables. Dans son ensemble, le réseau est de 7,523 kilomètres et donne une moyenne de 235 mètres par kilomètre carré.

Les lignes télégraphiques ont une longueur de 7,090 kilomètres, les fils téléphoniques une longueur de 148,010 kilomètres.

Les routes de l'État, des provinces et des communes ont une longueur de 9,542 kilomètres, ce qui représente 324 mètres par kilomètre carré; les routes vicinales ont une longueur de 29,585 kilomètres pavés ou empierrés, ce qui représente 1,001 mètres par kilomètre carré.

Tous ces moyens de transport se complètent et se renforcent les uns les autres.

S'il est indispensable d'avoir un accès facile au dehors pour recevoir la matière première et pour la réexpédier après fabrication dans des conditions favorables, il n'est pas moins indispensable de disposer de communications intérieures faciles. S'il en était autrement, l'équilibre serait rompu au profit du producteur étranger, qui, pour amener ses produits sur nos grands marchés, aurait des facilités d'accès que n'aurait pas le producteur belge.

L'amélioration de la voirie a une importance capitale, surtout pour la principale industrie nationale, l'agriculture; elle rapproche l'agriculteur du champ et des marchés; elle économise du temps et des forces de traction, qui se retrouvent en travail utile dans la ferme et sur les terres.

L'empierrement et les chemins de fer vicinaux ont amené dans beaucoup de communes une véritable résurrection.

Il importe de développer encore ces voies de communication pour que le progrès se poursuive parallèlement dans la partie rurale comme dans la partie urbaine du pays.

Plusieurs membres, tant dans les sections que dans la section centrale, ont insisté sur la nécessité de réduire le tarif des abonnements au téléphone, et plus spécialement sur la nécessité de diminuer les frais d'installation dans les campagnes. Tout ce qui tire une commune de l'isolement et tout ce qui y éveille la vie économique bénéficie autant au pays qu'à elle-même. C'est comme la force des fleuves, qui dépend des ruisseaux.

Il n'est pas sans intérêt de voir dans quelles proportions les grands moyens de transport concourent à notre mouvement économique.

Entrées en 1906 :

Par mer 10,076,600 tonnes représentant une valeur de 2,624 millions de francs;

Par terre et par chemin de fer 10,777,700 tonnes représentant une valeur de 2,611 millions de francs;

Par canaux et rivières 5,003,400 tonnes représentant une valeur de 493 millions de francs.

Part proportionnelle des différents modes de transport dans le commerce général d'importation pendant les années 1905 et 1906 :

	QUANTITÉS (kilogr.)		VALEURS (francs)	
	1905	1906	1905	1906
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
Importations par mer	58.8	59 »	47.6	45.8
— par terre et chemins de fer	40.5	41.7	45.1	45.6
— par canaux et rivières	21.2	19.3	9.3	8.6

Sorties en 1906 :

Par mer 6,557,800 tonnes représentant une valeur de 2,235 millions de francs;

Par terre et chemin de fer 9,428,200 tonnes représentant une valeur de 2,236 millions de francs;

Par canaux et rivières 5,188,800 tonnes représentant une valeur de 500 millions.

Part proportionnelle des différents modes de transport dans le commerce général d'exportation pendant les années 1905 et 1906 :

	QUANTITÉS (kilogr.)		VALEURS (francs)	
	1905	1906	1905	1906
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
Exportations par mer	51.1	51 »	44.5	44.2
— par terre et chemin de fer	43.4	44.5	42.6	41.2
— par canaux et rivières	25.5	24.5	12.9	11.6

C'est grâce à son outillage que le pays est en état de mieux jouir des flux économiques ; ce sera grâce à lui qu'il pourra résister au reflux.

L'outillage agit directement sur le prix de revient, qui est l'élément dominant dans la concurrence mondiale. Il permet au pays de travailler à meilleur marché, c'est-à-dire de travailler à bénéfice lorsque d'autres travaillent à perte, et de soutenir l'activité industrielle lorsque ailleurs elle se ralentit et s'éteint.

Le développement de l'outillage économique doit se poursuivre, quelles que soient les conditions du marché financier.

Pendant de longues années l'emprunt, qui est à sa base, bénéficiait de conditions favorables. Aussi longtemps que la rente dépassait le pair, l'emprunteur recevait du prêteur un capital supérieur à la dette qu'il inscrivait au Grand Livre.

Actuellement le marché financier est très défavorable; l'argent est d'une cherté exceptionnelle.

Toutes les rentes ont baissé dans des proportions considérables; le tableau ci-dessous le démontre; il fait aussi ressortir que la rente belge tient toujours la première place.

Cours des principales rentes européennes à 3 p. c. (au 18 novembre 1907).

3 p. c. belge, 2 ^e série.	95.85	} (Dédution faite du prorata d'intérêts).
3 p. c. français perpétuel	94.55	
3 p. c. Pays-Bas	87.55	
3 p. c. allemand	81.85	
3 p. c. or russe	63.30	

Mais la cherté de l'argent, pas plus que la cherté des matériaux, ne peut empêcher le Gouvernement de faire les travaux qui consolident la puissance économique du pays. Ce serait compromettre l'avenir.

On ne critique plus le principe même de l'emprunt; ce serait critiquer l'outillage qu'il permet de créer. Mais la préoccupation du Gouvernement doit être de limiter l'emprunt, autant que possible, à des emplois productifs.

C'est à mieux réaliser ce desideratum que s'est appliquée la réforme budgétaire poursuivie depuis plusieurs années.

Le premier élément de la réforme a été la création d'un budget extraordinaire bien défini. Projeté par l'honorable M. Graux, établi sur une base pratique par l'honorable M. Beernaert, il a été organisé dans le détail de son fonctionnement par l'honorable comte de Smet de Naeyer.

Pour limiter l'emprunt, ressource principale du budget extraordinaire, à la création de l'outillage économique, il fallait porter au budget ordinaire non seulement le service des intérêts et de l'amortissement régulier de la Dette publique, mais aussi la charge de la conservation, du renouvellement et de l'amélioration de l'outillage créé. Ce fut l'objet des règles nouvelles de comptabilité budgétaire relatives à l'amortissement et aux dépenses exceptionnelles. Elles ont été suivies cette fois encore, et elles entraînent, pour le budget ordinaire de 1908, une charge complémentaire de 30,500,000. francs.

L'exposé général montre, comme les autres années, que l'emprunt est non seulement légitime, mais en outre productif. La physionomie financière de l'État belge apparaît clairement dans un tableau, sorte de bilan qui compare le débit et le crédit, classés de façon à mettre en regard des dépenses des régies industrielles et du domaine, les recettes y afférentes.

Ces chiffres établissent que les dépenses, comprenant aussi les intérêts et l'amortissement de la Dette publique, sont couvertes par les recettes ordinaires, à 39 millions près. Cette lacune se comble d'elle-même par le rendement progressif des capitaux, qui, affectés aux travaux publics, ne sont productifs qu'après achèvement. Elle serait d'ailleurs comblée si l'on pouvait traduire en chiffres le rendement indirect des dépenses d'outillage économique faites de 1830 à 1906 relativement aux ports et côtes (fr. 246,229,817.41), aux canaux et rivières (fr. 339,513,787.89), aux routes et ponts (fr. 153,941,523.81).

Nous ne saurions mentionner ici le rendement indirect des dépenses faites pour enrichir la Belgique pittoresque, artistique, historique. Ce sont des considérations d'un ordre plus élevé qui les dictent; mais elles n'en ont pas moins une action directe et indirecte sur la vie économique.

Quand on habite un pays plein d'enseignement par ses musées et ses monuments, plein d'attrait par la variété de ses paysages, par la richesse de ses cultures, par une plage sans pareille, sa mise en valeur intéresse non seulement notre fierté nationale, mais aussi nos ressources matérielles.

Le voyage n'est plus un fait d'exception, c'est un besoin général; il ne touche plus une élite, il entraîne les masses. Il répond au désir de s'instruire comme au besoin de se distraire, et il ne cessera de se développer avec la richesse et avec les moyens de transport.

Aussi les pays, à l'intermédiaire de sociétés diverses, se disputent-ils les faveurs du courant. Si la Belgique, dans ses travaux d'embellissement, s'est guidée par le légitime souci de sa dignité, elle a la satisfaction de constater que ses intérêts moraux sont d'accord avec ses intérêts matériels.

Ce qui aujourd'hui apparaît comme un travail de pur luxe, peut apparaître demain comme un acte de prévoyance et comme un placement fructueux.

Le flot des voyageurs, esthètes, curieux, oisifs, exerce son effet sur le mouvement général. Il a son contre-coup jusque sur l'agriculture, qui prospère et évolue avec la consommation de luxe.

L'exposé général, après avoir montré que l'emprunt est productif, établit, par un tableau, que les dépenses extraordinaires étrangères à l'outillage économique ont été couvertes par les bonis annuels, dont l'ensemble s'élève, depuis 1895 jusqu'en 1906, à fr. 96,068,179.69; elles sont par conséquent étrangères à l'emprunt.

Ainsi se trouve atteint le but de la réforme budgétaire dont l'économie a été exposée dans les exposés et les rapports antérieurs, et dont le principe semble placé désormais au-dessus des discussions.

Outillage monétaire. Clearing house.

La crise monétaire qui sévit avec une exceptionnelle intensité dans les États-Unis d'Amérique a attiré l'attention de plusieurs membres de la section centrale.

Il ne saurait nous appartenir de discuter ici une question qui, par sa complexité et sa nature délicate, relève de compétences spéciales et d'études approfondies.

Il nous suffira de la signaler et de nous demander si elle ne comporte pas de leçons pour la Belgique.

Il semble que le trafic des valeurs industrielles, avec l'inflation du capital social, le « watering », ait été l'une des causes de la crise monétaire aux États-Unis d'Amérique. La débâcle des valeurs a mis à mal les banques de dépôts qui, s'étant engagés au delà des limites de la prudence, ont été dans l'impossibilité de faire les remboursements sollicités et ont accentué encore la panique. La défiance a amené la fuite de la monnaie métallique et la dépréciation de la monnaie fiduciaire au point de gêner le paiement des salaires et des transports de marchandises. La vie économique, tout entière influencée, en était paralysée.

Devant la gravité du mal, le gouvernement fédéral a cru de son devoir d'intervenir énergiquement par la remise de la monnaie métallique et aussi, assure-t-on, par l'émission de billets du Trésor.

Mais ce n'était là qu'un moyen d'atténuer les conséquences d'un mal qu'il faudrait pouvoir atteindre dans sa racine. Aussi, en étudiant les causes de la crise, les Américains semblent arriver à la conviction que les États-Unis ont besoin d'une banque fédérale centrale placée sous la direction et le contrôle du gouvernement.

On se rapproche ainsi de la conception de notre Banque nationale, qui est un puissant régulateur du crédit, qui élève ou abaisse son taux d'escompte suivant les conditions économiques, et qui tend ainsi à maintenir l'équilibre entre les engagements et les ressources disponibles.

Son règlement organique et le droit pour l'État de bénéficier de l'opération modèrent son action quant à l'émission des billets de banque et quant à l'élévation du taux d'escompte.

Lorsque l'appel anormal d'or s'est fait sentir à la suite de la crise américaine, le taux de l'escompte s'est élevé dans de fortes proportions et a défendu l'encaisse. Toutes les banques ont pris la même attitude.

En Belgique, la situation s'est compliquée par la question du change.

Le change élevé sur Paris a amené l'exode de nos écus de cinq francs et a provoqué l'opération suivante :

Des spéculateurs achètent en Belgique des pièces de 5 francs et les échangent en France contre des billets de banque français ; ils vendent ces billets en Belgique avec le profit du change.

La Banque Nationale, placée dans la nécessité de faire rentrer nos écus de France, fait forcément une opération onéreuse.

Pour remédier à cette situation spéciale, il faudrait pouvoir modifier le change sur Paris ; or ceci dépend, non du Gouvernement ni de la Banque Nationale, mais de la situation économique. Si nos exportations en France compensent nos importations, si notre créance sur la France égale notre dette, le change normalement est au pair ; si les importations dépassent les exportations, il faut combler le déficit par l'envoi de monnaie ou de valeurs.

Le Gouvernement essaie d'atténuer le mal par la mesure indirecte qu'indique la réponse ci-dessous.

La crise américaine, qui s'est manifestée par la contraction monétaire, a rappelé l'attention sur l'opportunité de développer notre outillage monétaire.

Il ne suffit pas d'avoir de la monnaie métallique et fiduciaire, il faut ménager le plus possible sa circulation matérielle.

Le système des chèques avec les chambres de compensation ou « clearing houses » peut rendre des services considérables. C'est le cas de dire qu'il économise le temps et l'argent ; il augmente la force d'action de la monnaie ; il lui donne plus d'élasticité.

Un compte courant ouvert dans une institution de crédit est utilisé au moyen de chèques qui sont remis en paiement par le débiteur et qui sont recouverts par les banquiers du créancier.

Le recouvrement de ces créances mutuelles par les banquiers se fait par la compensation, c'est-à-dire par un jeu d'écriture.

La clearing house de Londres a fait, en 1903, des opérations de ce genre pour un chiffre de 307 milliards. Le clearing de New-York en a fait pour 500 milliards (1). C'est assez dire quels services ces institutions rendent non seulement aux banques, mais aux particuliers.

La section centrale a posé au Gouvernement la question suivante relativement à ces diverses matières :

QUESTION.

« Au cours de la discussion du privilège de la Banque Nationale, le Gouvernement s'est montré favorable à l'idée du « clearing house. »

» Des efforts ont-ils été faits pour la réalisation de l'idée, et quel en est le résultat ?

» Le Gouvernement n'étudie-t-il pas des mesures pour atténuer l'exode ou l'effet de l'exode des pièces de 5 francs ?

» Ne songe-t-il pas à augmenter la frappe de la monnaie divisionnaire ?

» Peut-on évaluer la perte que fait la Banque Nationale pour faire rentrer les pièces exportées ? »

RÉPONSE.

« La Banque Nationale de Belgique, il y a quelque temps déjà, a étudié les questions ayant trait à l'établissement d'une chambre de compensation à

» Bruxelles ; elle a entamé des pourparlers avec nos principaux établissements de crédit en vue de la création de cet organisme de progrès financier.

» La plupart de ces établissements ont adhéré au projet ; quelques-uns s'en sont désintéressés ou ont montré de l'hésitation. Il est permis d'espérer que l'entente se fera au grand profit de la sécurité et de la simplification des règlements de compte entre banquiers.

» Le Gouvernement a pris des mesures en vue d'entraver l'exportation du numéraire, que provoque le change favorable à la France.

(1) A. DE FOVILLE, *La Monnaie*. Paris, Victor Lecoffre, 1907.

» C'est ainsi que l'administration des chemins de fer veille à ce que d'importants transports de pièces d'argent ne puissent être effectués dans les voitures, sous forme de bagages. C'est ainsi encore que les Départements des Finances et des Chemins de fer ont rappelé à leurs comptables que, en dehors du service normal de leurs guichets, ils ne peuvent échanger les monnaies qu'ils reçoivent du public.

» La Banque Nationale de Belgique, de son côté, s'efforce, dans la limite du possible, de contrarier les opérations des exportations.

» Le Gouvernement a fait depuis plusieurs mois des démarches en vue de l'augmentation du contingent de monnaies divisionnaires assigné aux pays participants par la convention monétaire.

» Adhérant au principe de l'augmentation, la France a soumis aux pays de l'Union latine un projet de convention nouvelle qui est en ce moment l'objet de leurs délibérations.

» La Banque Nationale de Belgique, qui a notamment pour fonction de régulariser la circulation, s'impose des charges se chiffrant annuellement par plusieurs centaines de mille francs, à l'effet de se procurer en France les écus de 5 francs dont elle a besoin pour assurer la convertibilité constante de ses billets. »

A la demande d'un membre, la question suivante a encore été adressée au Gouvernement.

QUESTION.

« Le commerce et l'industrie subissent le contre-coup des crises qui se sont produites dans d'autres pays et qui ont déterminé la Banque nationale à des relèvements successifs du taux de l'escompte. Le Gouvernement a dû se préoccuper de cette situation. Quelles mesures compte-t-il prendre pour conjurer ou atténuer les effets de semblables répercussions? »

RÉPONSE.

« La Banque nationale ne pourrait se dérober à la nécessité de régler le taux de son escompte d'après les indications des grands instituts d'émission étrangers sans s'exposer à l'exode inévitable des capitaux qu'elle a pour mission de tenir à la disposition du commerce national. On n'a pas, jusqu'ici, découvert d'autre moyen efficace qu'une hausse de l'escompte pour protéger les banques d'émission contre le drainage provoqué par l'élévation de l'intérêt à l'étranger.

» Les conséquences qui résultent pour le commerce et l'industrie du renchérissement de l'escompte sont évidemment fâcheuses; aussi l'administration de la Banque ne prend-elle de décision à cet égard qu'après avoir acquis la certitude que la mesure est inéluctable.

» Et cette décision est d'autant plus indépendante qu'elle est dégagée de tout calcul de lucre : la Banque nationale n'a point d'intérêt propre à ce que le taux de l'escompte s'élève, attendu qu'aux termes de l'article 7^{bis} de sa

charte, « le bénéfice résultant pour elle de la différence entre l'intérêt de » 3 1/2 p. c. et le taux perçu est attribué à l'État ».

» Je ne connais aucun moyen de conjurer ou d'atténuer les effets que les taux élevés d'escompte entraînent pour la clientèle de la Banque. Ce point a été longuement débattu lors de la discussion de la loi portant prorogation de la Banque, et je ne puis que m'en référer à ce que le rapporteur du projet et moi-même en avons dit au cours de cette discussion.

» La pensée de tenir la Belgique, pays de grand commerce international, indemne du contre-coup des crises économiques qui ébranlent le monde, est généreuse et séduisante; elle est malheureusement irréalisable. »

Alcool.

L'impôt sur les eaux-de-vie marque encore cette année un arrêt; c'est un triomphe antialcoolique.

Le gouvernement, dans l'exposé général, établit par un tableau que la consommation humaine de l'eau-de-vie est en décroissance. En 1904, elle était, par tête d'habitant, de 5 lit. 94; elle tombe en 1905 à 5 lit. 78, en 1906 à 5 lit. 76 et en 1907 à 5 lit. 61 (sauf léger redressement éventuel).

Ce mouvement a des rapports étroits avec le relèvement du droit d'accises. A chaque relèvement du droit a correspondu une chute dans la quantité de l'alcool de bouche; mais la chute a été généralement suivie d'un relèvement, sauf durant ces dernières années.

De 1890 à 1895, la consommation d'alcool de bouche s'élève progressivement de 594,249 à 677,225 hectol.

En 1896, à la suite du relèvement du droit à 1 franc au litre (loi du 17 juin 1896, art. 5), elle tombe à 589,085 —

Elle se relève progressivement pour atteindre en 1901 . 670,025 —

Après une régression en 1902, elle tombe en 1903 à 370,099 —
par suite du relèvement du droit de 1 franc à 1 fr. 50 (loi
du 18 février 1903 (art. 4).

En 1904, un léger relèvement s'est produit encore . . . 413,260 —
Mais c'est le point d'arrêt.

En 1905, la consommation n'est que de 406,853 —

En 1906	»	»	.	.	.	.	.	.	409,181	—
---------	---	---	---	---	---	---	---	---	---------	---

En 1907 (8 mois).	267,316	—
-------------------	---------	---

Cette stagnation est d'autant plus caractéristique qu'elle se produit au milieu de circonstances qui sollicitent normalement une progression. La population, en effet, ne cesse de croître et la diffusion de la richesse ne cesse de faciliter les dépenses de luxe.

Il ne semble pas douteux que l'action normale de ces facteurs de consommation se trouve affaiblie par un élément nouveau, par l'action morale de l'antialcoolisme.

Les habitudes ont été contrariées par le relèvement des prix et par la di-

minution du nombre des débits, qui a diminué l'occasion de boire. Elles finissent par se modifier.

On boit moins d'alcool, et on continue à boire moins d'alcool. C'est une constatation générale qui s'appuie sur des faits précis tels que la réduction du petit verre, le mouillage plus fort et... les plaintes générales des débiteurs !

Il existe, d'ailleurs, des phénomènes divers qui expliquent partiellement le recul de l'alcool.

Comme nous le disions dans le rapport sur les Voies et Moyens pour 1907, la consommation des bières n'a cessé de progresser, de telle sorte que la consommation par habitant, qui était en 1890 de 1.78 hectolitre, a subi une progression constante, atteignant 2.22 hectolitres en 1904, 2.27 hectolitres en 1905 et 2.34 hectolitres en 1906 (1).

C'est un dérivatif ; mais les ressources toujours croissantes de la population cherchent des emplois bien plus judicieux.

Le compte rendu de la Caisse générale d'épargne et de retraite pour 1906 nous renseigne à cet égard par un tableau suggestif (2).

Les capitaux d'épargne confiés à l'institution s'élèvent à 1,204 millions, dont 812 millions inscrits sur les livrets d'épargne et 392 millions sur les carnets de rente. Le nombre des livrets a doublé en dix ans et le nombre des affiliés aux Caisses de retraite et d'assurances a presque doublé en cinq ans.

Ajoutons à ces capitaux les sommes considérables que les sociétés d'épargne, petites et grandes, réunissent annuellement, soit pour l'achat d'obligations ou de lots de ville, soit pour la constitution de petits fonds à but déterminé.

Ajoutons-y les 11 millions de dépôts d'épargne faits dans les sociétés coopératives de crédit agricole, et les 3 millions de prêts faits par elles à leurs membres, prêts qui, en provoquant le remboursement à court délai, se transforment en une épargne obligée. (3)

(1) La bière ne contient généralement que 3 à 3 1/2 p. c. d'alcool, soit 6 à 7 p. c. d'alcool à 50 degrés.

	A. CAISSE D'ÉPARGNE.					B. CAISSE DE RETRAITE.		C. CAISSE D'ASSURANCES.	
	Nombre de livrets existants.	Montant des dépôts sur livrets (en millions).	Montant total des sommes déposées (en millions).	Montant nominal des dépôts sur carnets de rentes belges (en millions).	Avances aux sociétés d'habitations ouvrières et de crédit agricole (en millions).	Nombre approximatif d'affiliés.	Fonds des rentes (en millions).	Nombre d'assurés.	Fonds d'assurances (en millions).
31 décembre 1896.	1,238,601	481	495	128	15	39,000	17.0	5,028	1.50
31 décembre 1901.	1,862,829	735	753	201	45	430,000	39.0	16,180	8.00
31 décembre 1906.	2,419,710	812	835	392	67	858,000	100.0	29,269	12.11

(3) Nous ne mentionnons pas les opérations des comptoirs agricoles, qui intéressent moins les petits et dont les avances de 19 millions sont couvertes par des valeurs déjà constituées.

Ajoutons-y les millions que représentent les 36,300 maisons acquises par des travailleurs à l'intervention des sociétés d'habitations ouvrières, maisons qui, au taux moyen de 4,000 francs, représenteraient 145,200,000 francs constitués en majeure partie par l'épargne réalisée ou en cours de réalisation.

Ajoutons-y l'épargne qu'imposent les sociétés mutuelles contre les maladies : les sociétés reconnues seules comptent plus de 300,000 membres.

Ajoutons-y les dépenses qui se traduisent par une amélioration réelle des conditions de l'existence, se manifestant dans l'alimentation et aussi dans les distractions et les divertissements en dehors du cabaret.

Tous ces emplois diminuent la place que l'alcool avait dans les habitudes des populations.

Il y a donc quelque chose de changé en Belgique. L'alcool est dans une phase de délaissement; l'alcoolisme, si menaçant auparavant, recule; il fait place à la prévoyance.

Pour juger du prix de ce progrès, il suffit de se représenter que l'alcoolisme tue les forces morales et physiques d'une nation, tandis que la prévoyance les soutient et les relève.

Si donc le Gouvernement voit diminuer ses ressources financières par le ralentissement de la consommation de l'alcool, il peut s'en réjouir, parce qu'il voit augmenter, avec la capacité morale et physique du producteur, la puissance économique du pays.

Des membres ont mis en doute la réalité du progrès; ils craignent que la diminution de consommation d'alcool ne soit qu'apparente : la production frauduleuse comblerait le vide laissé par la production déclarée.

Il n'est pas douteux que la fraude ne fasse des efforts; elle y est incitée par l'élévation du droit d'accise dans la proportion où ce droit s'élève.

Mais pour influencer sérieusement la fabrication déclarée, l'alcool non déclaré doit non seulement être fabriqué, ce qui est relativement facile, mais aussi débité, ce qui est bien plus difficile.

La question suivante a été posée au Gouvernement; nous la reproduisons avec la réponse en faisant remarquer que, si l'on distrait l'alcool employé à des usages industriels, la quantité fabriquée a diminué.

QUESTION.

« Des membres de la section centrale pensent que la fabrication d'alcool en fraude de droits se développe et explique le défaut de progression dans la fabrication déclarée.

« Le Gouvernement est-il de cet avis? Sur quoi base-t-il son opinion? »

RÉPONSE.

» Il n'est pas exact de dire qu'il n'existe point de progression dans la fabrication d'alcool déclarée. Elle est montée, en effet, de 618,726 hectolitres en 1905 à 636,503 hectolitres en 1906, et elle atteindra 659,227 hectolitres en 1907, d'après les résultats constatés pour les huit premiers mois.

» Ces chiffres comprennent les quantités employées à des usages industriels, lesquelles, pour les années 1905, 1906 et 1907, s'élèvent respectivement à 96,358 hectolitres, 112,297 hectolitres et 167,310 hectolitres (le dernier chiffre est approximatif).

» On ne peut pas attribuer la diminution accusée par la statistique dans la consommation d'alcool de bouche à la fabrication en fraude des droits. Indépendamment des mesures rigoureuses de précaution inscrites dans la loi et les arrêtés royaux concernant les distilleries, d'autres mesures ont encore été prises récemment en matière de surveillance des distilleries, des fabriques de liqueurs et des opérations de dénaturation, et ce en vue de prévenir la fraude. »

Dans plusieurs sections on a demandé la suppression du droit de licence.

Modification des impôts.

Chaque année, la question de l'amélioration des impôts est soulevée à l'occasion du budget des voies et moyens. On le comprend aisément : l'impôt est une charge que, par suite de la complexité et de l'évolution des conditions sociales, il est difficile de répartir avec une parfaite justice.

On a parlé d'une refonte complète par l'impôt sur le revenu ; mais les conceptions théoriques ne suffisent pas ; il faut examiner si elles peuvent s'appliquer aux mœurs si variées des pays. L'imprévu est tel en cette matière que souvent il vaut mieux renoncer à un radicalisme destructeur et améliorer le plus possible le système fiscal existant.

Cette règle de conduite se justifie d'autant plus pour la Belgique que, de l'aveu des économistes, l'impôt y est léger et aide à y maintenir la vie à bon marché (1).

Nous ne croyons donc pas devoir reprendre ici la discussion du système de l'impôt sur le revenu, qui s'apprécierait mieux, d'ailleurs, en présence de propositions précises.

Peréquation cadastrale.

Dans les sections, on s'est préoccupé de la peréquation cadastrale.

L'an dernier, le Gouvernement, répondant à une question de la section centrale, a déclaré que les travaux de la nouvelle peréquation cadastrale, laquelle porte exclusivement sur la propriété bâtie, sont terminés, sauf en ce qui concerne les fabriques et les usines ; il ne serait ni rationnel ni équitable, ajoutait-il, de procéder à une réforme partielle de l'impôt foncier ne s'appliquant qu'à une catégorie déterminée de biens fonds (2).

Il a aussi montré que la peréquation de 1867 a constaté une augmentation considérable de la valeur immobilière.

(1) C. Colson, *Cours d'économie politique*. Paris, Gauthier, 1905, p. 417.

(2) *Rapport sur le budget des voies et moyens pour 1907*. Document n° 20, p. 57.

Avant 1867, les propriétés non bâties donnaient un	
revenu cadastral de	fr. 110,682,268.95
et les propriétés bâties un revenu cadastral de . . .	58,504,028.20
Après 1867, les propriétés non bâties donnaient un	
revenu cadastral de	fr. 188,473,344.16
et les propriétés bâties un revenu cadastral de . . .	283,745,905.22
Autotal, le revenu cadastral imposable avant 1867 était	
de	fr. 168,986,297.15
Après 1867 il était de	283,745,905.16

La contribution foncière a été calculée en 1868 de telle sorte que, malgré l'augmentation du revenu cadastral imposable, le rendement de l'impôt est resté sensiblement le même. Il était de fr. 18,886,292.22 avant 1867 ; après 1867 il était de fr. 18,909,283.66.

Dans l'état actuel, de vives plaintes s'élèvent relativement à l'impôt foncier atteignant les prairies. Celles-ci, en grand nombre, ont subi une telle dépression que l'impôt absorbe presque les revenus. Il y aurait urgence à faire disparaître cette injustice.

La réponse ci-dessous, que le Gouvernement donne à la question de la section centrale, laisse l'espoir que les contribuables seront mis en état de faire disparaître les injustices par l'organisation d'une revision permanente de l'évaluation cadastrale. On sera unanime pour souhaiter que la réforme se réalise sans retard.

QUESTION.

» Des membres demandent quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de la péréquation cadastrale? Quand le travail sera-t-il terminé? Quand appliquera-t-on le résultat du travail? »

RÉPONSE.

« Il reste à faire, pour les propriétés bâties, l'expertise parcellaire des usines et fabriques.

« Le Gouvernement a mis à l'étude :

» 1° La possibilité de ne pas procéder à ces évaluations longues et particulièrement difficiles;

» 2° L'organisation d'une revision permanente des évaluations cadastrales des propriétés non bâties, à l'initiative, soit des intéressés, soit de l'administration. »

Réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour l'acquisition de la petite propriété.

La loi du 9 avril 1889 sur les habitations ouvrières, proposée par l'honorable M. Beernaert, et celle du 21 mai 1897 sur la petite propriété rurale, proposée par l'honorable comte de Smet de Naeyer, ont rendu des services

considérables, et ont eu l'honneur de trouver des imitateurs chez les législateurs étrangers.

Mais leur succès même a fait ressortir l'étroitesse de leurs limites. La petite bourgeoisie, les agriculteurs, les employés ne sont pas des ouvriers proprement dits; ils n'en méritent pas moins d'être soutenus et encouragés dans leurs efforts pour acquérir la propriété d'une habitation ou d'une petite ferme, pour donner à leurs moyens d'existence plus de stabilité et pour s'élever d'un échelon sur l'échelle sociale.

Le projet de loi déposé par l'honorable comte de Smet de Naeyer en séance du 12 février 1903, complété le 24 février 1904, accorde les faveurs fiscales pour toute acquisition immobilière dont l'importance ne dépasse pas 10,000 francs, et favorise par divers moyens la constitution de la petite propriété.

Le projet fut rapporté et discuté; mais la Chambre, sur la proposition du Gouvernement, en détacha le fragment relatif aux droits sur les actes de partage, les licitations, etc., qui devint la loi du 15 mai 1903. Toutes les autres dispositions furent réservées.

La discussion et le vote de ces dispositions, et plus spécialement de celle qui accorde la réduction des droits à l'acquisition de la petite propriété, sont attendus avec impatience par tous ceux qui ont contribué à la mise en pratique des lois de 1889 et de 1897.

Tous les congrès tant nationaux qu'internationaux qui ont eu à en connaître ont marqué leurs sympathies pour le projet.

La section centrale qui examina le budget des Voies et Moyens pour 1906 y appela l'attention du Gouvernement, et celle qui examina le budget de la présente année provoqua la réponse suivante :

« Le Gouvernement compte demander que le projet de loi en question soit remis à l'ordre du jour de la Chambre aussitôt que les circonstances permettront à celle-ci de s'en occuper. »

Le projet fut reporté à l'ordre du jour, et l'honorable chef de cabinet, le comte de Smet de Naeyer, déposa des amendements.

Cette année, la Chambre inscrivit encore le projet à son ordre du jour; mais l'espoir de le voir arriver en ordre utile dépend beaucoup de l'attitude que prendra le Gouvernement.

La section centrale actuelle, à son tour, lui a posé une question; elle a eu la satisfaction de recevoir une réponse très favorable.

QUESTION.

« Le Gouvernement n'a-t-il pas l'intention de solliciter de la Chambre, durant cette session, l'examen du projet de loi réduisant les droits d'enregistrement et de transcription au profit de la petite propriété? »

RÉPONSE.

« Le Gouvernement serait heureux de voir les Chambres s'occuper de ce projet dans le cours de la session actuelle. »

Le Gouvernement soulagerait la tâche de la Chambre s'il déposait sans

retard les amendements qu'il aurait l'intention d'y apporter et qui, vraisemblablement, faciliteraient la discussion et le vote.

La question de la petite propriété rurale qui, grâce à la limite proposée de 10,000 francs, se trouve partiellement résolue dans le projet de loi, est d'une importance toujours grandissante.

Sa solution devient urgente. Elle est en rapports étroits avec la conservation de la population rurale et avec l'évolution agricole.

La Belgique, avons-nous dit, est le pays où la population rurale est la plus dense et c'est probablement à cette circonstance qu'est dû l'essor extraordinaire non seulement de l'agriculture, mais aussi de l'industrie.

C'est par le nombre et l'énergie des bras que le sol sablonneux d'une grande partie de la Flandre a été transformé en jardin potager, et c'est dans ce réservoir de populations rurales saines et fortes que l'industrie puise toujours davantage la main-d'œuvre nécessaire aux exigences de sa prospérité.

Si la population faiblissait à la campagne, non seulement la terre perdrait la productivité qu'elle doit à l'intensité de l'effort cultural, mais l'industrie perdrait la source féconde de ses travailleurs.

Dans les régions de moyenne et grande culture, le mal devient grave. Le personnel ouvrier fait défaut aux fermes au point que l'industrie du lait s'en trouve ralentie.

Le moyen le plus efficace pour retenir le travailleur agricole, est de lui donner l'espoir de devenir propriétaire de sa petite exploitation. C'est pour lui l'idéal, et cet idéal peut être atteint si les lois fiscales font disparaître les entraves et si les sociétés de crédit avancent les ressources.

Des résultats considérables ont été obtenus au Danemark ; l'Angleterre poursuit avec fruit ses expériences ; et les faits observés en Belgique permettent d'affirmer que, de toutes les industries, celle qui permet le plus aisément au travailleur de s'élever et de conquérir son indépendance économique est l'agriculture.

La diffusion de la propriété rurale est aussi indispensable à l'évolution agricole vers l'horticulture.

Aussi longtemps que l'agriculture tire son principal revenu du rendement naturel du sol, le régime de la propriété a moins d'importance ; on laisse agir la nature et on se contente d'en prendre les produits ; mais dès que l'on veut orienter l'exploitation agricole vers des formes intensives, qui, seules, sont conciliables avec l'existence d'une population dense, il importe d'encourager l'acquisition de la propriété par l'exploitant.

Au fur et à mesure que la culture se perfectionne et évolue vers la culture maraîchère, le sol comme tel, perd en importance ; son rendement dépend du travail et des engrais qu'on y met. On s'en aperçoit à première vue dans l'horticulture qui se sert d'une terre d'apport : le terreau superposé au sol naturel. On s'en aperçoit moins dans des formes de culture moins avancées ; néanmoins c'est un fait d'expérience que toutes les terres qui sont exploitées par des maraîchers sont influencées si profondément par l'abon-

dance de l'engrais et l'énergie du travail, qu'elles s'améliorent au point de changer presque de nature.

Or, la culture des produits de consommation directe, légumes et fruits, se substitue de plus en plus à la culture des céréales à mesure que les centres industriels grandissent et augmentent le nombre et le pouvoir d'absorption des consommateurs.

C'est à tirer davantage des exploitations souvent très réduites, que les familles doivent s'appliquer pour mieux trouver leur subsistance.

Il semble qu'il serait aisé de donner une poussée très énergique pour le développement des cultures horticoles et maraîchères. Les associations agricoles s'en préoccupent et sollicitent du Gouvernement un concours plus efficace.

En Angleterre et dans les États-Unis, des centres de production maraîchère se sont créés, non pas avec la lenteur qu'y apporte la seule action de l'exemple de voisins, mais avec la rapidité qu'y donnent les encouragements et la collaboration des services publics compétents.

Loi du 15 mai 1905 modifiant les droits d'enregistrement sur les actes de partage.

Cette loi, qui substitue aux anciens droits d'enregistrement et de transcription, notamment au droit de soulte de fr. 5.50, le droit forfaitaire de 25 centimes pour cent francs sur l'actif partagé, a facilité notablement les opérations de partage, surtout au profit des petites indivisions.

La réponse ci-dessous du Gouvernement montre qu'elle a été un soulagement financier pour les contribuables; et il n'est guère contestable que ce sont les petits, les travailleurs, qui en sont les principaux bénéficiaires. La loi réalise ainsi plus de justice dans la répartition de l'impôt.

La seconde réponse ci-dessous du Gouvernement ne donne pas pleinement satisfaction au désir de voir appliquer le tarif de la loi du 15 mai 1905 aux ventes publiques de meubles indivis. Elle laisse l'espoir d'une solution favorable après les travaux que poursuit la Commission spéciale.

Le Gouvernement ne devrait pas attendre la proposition de la Commission. S'il ne peut pas renoncer à des droits certains, il a au moins le droit d'interpréter les textes douteux. Il est toujours pénible de voir poursuivre par le fisc le recouvrement de droits au sujets desquels il y a un doute et qui semblent destinés à disparaître.

QUESTION.

« Le Gouvernement pourrait-il indiquer les résultats financiers de la loi du 15 mai 1905 ? »

» Il serait intéressant de comparer le produit du droit nouveau au rendement du régime antérieur. »

RÉPONSE.

« Les droits perçus par application de la loi du 15 mai 1905 ont atteint,

pour l'année 1906, la somme totale de fr. 1,138,680 40

» D'une statistique dressée pour l'année 1896, il résulte que les droits proportionnels perçus sur les actes de partage et sur les actes équipollents s'élevaient, savoir :

» Les droits d'enregistrement à fr. 1,100,235

» Les droits de transcription à 204,781

Ensemble fr. 1,305,036

» Etant donnée la progression des droits d'enregistrement et de transcription pendant la dernière période décennale — un peu plus de 50 p. c. — l'ancien tarif, appliqué aux valeurs de l'année 1906, aurait produit une somme d'impôt d'environ fr. 2,000,000

» Les droits perçus par application du nouveau tarif ne s'élevant qu'à fr. 1,138,680

» Le sacrifice de recettes se chiffre par environ. fr. 864,350 »

QUESTION.

« On a exprimé le vœu, dans l'une des sections, de voir appliquer le tarif fixé par la loi du 15 mai 1903 aux ventes publiques de meubles dépendant d'une indivision, lorsque des meubles sont adjugés en tout ou en partie à des covoendeurs.

» Quelles sont les intentions du Gouvernement à cet égard? »

RÉPONSE.

« Un arrêté royal du 24 janvier 1907 a institué une commission chargée de préparer la refonte des lois concernant les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession.

» Les études comportent naturellement l'examen des vœux émis relativement à des points tels que celui qui est l'objet de la question.

» La Commission poursuit activement sa tâche; le Gouvernement estime qu'il convient d'attendre le travail en préparation avant de s'occuper de modifications à des textes isolés de la législation existante. »

Droits d'entrée sur le bétail.

Un membre a critiqué les droits d'entrée établis sur le bétail.

Les honorables ministres de l'agriculture, M. le baron Vander Bruggen et M. Helleputte, ainsi que d'autres membres du Parlement, ont fait justice de cette critique dans les séances du 9 juin 1903 et du 30 juillet 1907.

On se laisse facilement entraîner à mettre tout renchérissement du prix sur le compte des droits d'entrée et à parler de l'agriculture protectionniste qui affame la population.

La vérité est que de toutes les industries belges la moins protégée est l'agriculture. C'est à titre d'exception qu'un produit agricole jouit d'une protection, alors que la protection est la règle pour le produit industriel.

Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un regard sur la statistique du commerce spécial.

En 1906, il entraît en franchise de droits des grains pour une valeur de près d'un demi-milliard de francs; le froment y forme l'élément principal.

Commerce spécial. Importations en franchise des droits pour l'année 1906 :

Froment	fr. 314,279,414
Épeautre et méteil	121,695
Seigle	41,263,116
Orge et escourgeon.	57,944,891
Maïs	61,317,207
Sarrasin	1,131,327
Riz en paille ou non pelé	9,108,754
Riz pelé	8,616,582
Total	463,782,985

La majeure partie des produits indirects du sol entrent également en franchise de droits. C'est le cas pour tout ce qui touche plus directement à l'alimentation populaire, pour les viandes non dénommées telles que jambons, langues de bœuf salées ou fumées, conserves, lard, saindoux naturel et graisses diverses, chevaux, pores et viandes simplement cuites, fumées ou salées.

En 1901, le total de la viande et des graisses entrées en franchise de droit représentait 57 millions de francs.

Les œufs, également libres de droits, représentaient 9,904,000 kilogrammes (1).

Les droits perçus sur le bétail vivant sont d'une grande modération.

Ils sont établis comme suit :

Taureaux, taurillons, 4 francs les 100 kilogs, poids vif.
Vaches et génisses, 3 » » »
Bœufs et bouvillons, 5 » » »
Moutons, 2 francs par tête.
Pores, libres.

Il est intéressant tout d'abord de comparer ces droits avec ceux perçus en France et en Allemagne.

Il n'est pas perçu de droits en Hollande; mais ce pays a interdit, pour ainsi dire d'une manière permanente, depuis 1869, toute importation d'animaux vivants, et l'Angleterre n'en autorise l'entrée que pour autant qu'ils soient destinés à être abattus immédiatement.

Droits perçus en France :

Bœufs, vaches, taureaux, 20 francs les 100 kilogs, poids vif.
Veaux, 25 » » »
Moutons et agneaux, 25 » » »

(1) Séance du 9 juin 1905.

Droits perçus en Allemagne .

Races bovine et ovine, 10 francs les 100 kilogs, poids vif.

Race porcine, 11 » » » » »

En comparant ces divers droits, on se rend aisément compte que ceux perçus en Belgique n'ont pas le caractère prohibitif des droits français et qu'ils sont considérablement moins élevés que les droits allemands.

Le porc est libre à l'entrée en Belgique.

Les autres produits alimentaires, qui proviennent presque tous de l'agriculture, entrent, en règle générale, en franchise de droits; et c'est ce qui explique, en grande partie, que la vie est moins chère en Belgique que partout ailleurs.

Nous avons produit, en 1903, un tableau comparatif du coût de la vie dans les principales capitales. On y prenait le prix anormal de 3 fr. pour la viande débitée à Bruxelles; et on calculait le coût de la ration du soldat qui est une ration complète.

Les diverses capitales se classent dans l'ordre suivant quant au prix de cette ration : Bruxelles, fr. 1.26; New-York, fr. 1.42; Berlin, fr. 1.46; Londres, 1.47; Rome, 1.49; Paris, 1.52; Vienne, fr. 1.78; Madrid, fr. 1.84.

C'est Bruxelles qui tient le record du bon marché.

Si les prix ont augmenté, c'est là un phénomène général qui se manifeste dans tous les pays et d'une façon générale dans toutes les industries.

On n'a qu'à consulter les tableaux produits par l'honorable Ministre de l'Agriculture (1).

Lorsqu'on critique la minime part de protection accordée dans notre système douanier à l'agriculture, on semble se représenter que l'agriculteur lui-même est insensible au mouvement de hausse qui se manifeste dans toutes les matières, comme s'il ne devait ni se chauffer, ni se vêtir, ni s'outiller.

Comme tout producteur, il ressent dans ses propres produits et dans sa propre existence le renchérissement général.

Quand les prix du blé, des tourteaux, des engrais s'élèvent, il produit dans des conditions plus onéreuses; il suffit d'avoir quelque contact avec l'agriculture pour savoir que bien des fois les opérations de l'engraissement du bétail constituent le paysan en perte.

Les droits minimes qui protègent les produits agricoles dans leur état de transformation dernière, c'est-à-dire à l'état de beurre et de viande, ont atteint le but que vise notre système douanier. Ils ont stimulé le travail national dans l'espoir de substituer le plus possible la concurrence intérieure à la concurrence extérieure; la production intérieure, en se développant, atténue ou annihile l'action de renchérissement des droits protecteurs.

Les recensements annuels, qui ne relèvent pas les bêtes bovines dans les

(1) Discours de M. Helléputte, Ministre de l'Agriculture, le 30 juillet 1907.

fermes de moins d'un hectare, ont donné depuis 1900 les chiffres suivants pour les existences bovines :

1900	4,657,494
1901	4,646,520
1902	4,646,556
1903	4,720,150
1904	4,782,290
1905	4,788,528
1906	4,779,678

Cette augmentation de 7 1/2 p. c. dans l'espace de sept ans, quoique insuffisante, n'est pas à dédaigner.

Elle agit sur le prix de la viande plus que le droit d'entrée.

C'est la Belgique qui produit elle-même la presque totalité du bétail abattu. Sur 789,000 têtes de bétail abattu en 1906, il n'en est venu de l'étranger qu'environ 60,000.

Si la production de la viande et du beurre venait à péricliter en Belgique, l'agriculture subirait un coup mortel.

Tous les produits agricoles ont eu une période de baisse qui rendait difficile la rémunération du travail agricole. Le froment tombe en 1900 à fr. 16.23 de 28.56, prix de 1880. Les pommes de terre tombent en 1900 à fr. 5.81, de 10.53, prix de 1880.

Dans ces circonstances pénibles, l'agriculture aurait sombré si elle n'avait montré une extraordinaire souplesse de transformation et si elle n'avait profité de cet abaissement des matières premières pour les transformer sur la ferme en viande et en beurre.

Rien ne serait dangereux comme de laisser à son tour dépérir la production de la viande et du beurre. Ce serait pousser l'agriculteur vers des revendications protectionnistes outrancières. N'ayant plus d'intérêt à transformer la matière, il prétendrait trouver dans sa vente directe et dans la protection la rémunération de son travail; et il aurait, pour justifier sa conduite, l'exemple de la plupart des pays voisins.

Il ne faut pas laisser tomber la Belgique dans une dépendance absolue de l'étranger pour la production de la viande. Il vaut mieux augmenter son rôle de producteur.

Quand on a un régime douanier, on doit l'appliquer de telle sorte qu'aucune industrie n'en soit systématiquement exclue. Il ne faut pas que l'agriculture qui, suivant l'*Annuaire statistique*, produit annuellement 4,650,976,374 francs, et qui contribue ainsi le plus à la richesse nationale, soit condamnée à supporter la charge indirecte de la protection accordée aux autres industries, sans participer, dans une mesure même modérée, aux bénéfices du régime général.

On peut préconiser le libre-échange; mais quand on admet un système de protection modérée, on ne saurait, sans injustice criante, le reprocher à l'industrie qui en a la part la plus minime.

Charbons.

Un membre demande la suppression du tarif de faveur pour l'exportation des charbons indigènes. Ce tarif ne semble plus justifié par l'état de l'industrie charbonnière.

Une question a été posée au Gouvernement. La réponse n'est pas encore parvenue.

Sucres.

Plusieurs membres ont demandé l'abaissement des droits d'accise à 15 francs.

Cette question a été examinée les années précédentes. Il importe aussi de remarquer que la Conférence des sucres est réunie en ce moment et que ses décisions peuvent avoir une grande importance.

La revision de la législation sucrière, à la suite de la précédente session de la Conférence internationale, a enlevé bien des obstacles à la création de l'industrie des conserves et des confitures.

Grâce à l'abaissement du prix du sucre et à la franchise de droits accordée aux sucres employés industriellement, nos produits maraîchers et fruitiers ont vu élargir leur marché d'une façon illimitée; à l'état de conserves et de confitures, ils peuvent atteindre les pays les plus reculés.

Si, dans cette industrie, nous n'avons pas la place que nous assignent notre situation économique et nos aptitudes spéciales, on le doit en partie, paraît-il, à la législation sur la fabrication des denrées alimentaires. On assure qu'elle interdit les procédés employés par les pays concurrents et qui consistent à incorporer notamment dans les confitures des substances étrangères destinées à en améliorer l'aspect et le goût.

Il serait utile, semble-t-il, de nommer une commission chargée d'examiner cette question qui intéresse à la fois l'industrie sucrière et la culture maraîchère.

Le tableau ci-dessous montre que de 1902 à 1906 la quantité de sucre employé avec décharge totale a baissé; il montre l'insuccès des premiers efforts faits pour introduire une industrie que les primes d'exportation avaient confiée en monopole à l'étranger.

SUCRES

ANNÉES.	Quantités fabriquées.	Quantités exportées.	Quantités consommées (2).	Quantités employées, avec décharge totale de l'ac- cise, à la fabrication des confitures, gelées, etc.	Quantités utilisées, avec décharge partielle de l'accise, à la fabrication du sucre interverti.	Quantités dénaturées, avec décharge totale de l'ac- cise, pour servir à l'ali- mentation du bétail.
1	2	3	4	5	6	7
	Kilogrammes.	Kilogrammes.	Kilogrammes.	Kilogrammes.	Kilogrammes.	Kilogrammes.
1902.	185,069,797 (1)	134,393,910	60,000,000 (3)	4,251,253	2,284,114	»
1903.	190,034,851	116,655,234	63,280,480	4,475,506	2,223,187	24,117
1904.	167,563,768	184,966,595	76,815,516	3,208,913	2,857,677	382,649
1905.	313,802,505	137,979,972	65,022,079	2,675,948	2,645,361	72,562
1906.	277,814,454	210,002,782	70,303,787	3,948,617	3,291,440	231,776

(1) Antérieurement au 1^{er} septembre 1903, l'impôt était établi sur le rendement présumé. Ce chiffre n'est donc qu'approximatif.

(2) Ces quantités ne comprennent pas les chiffres portés dans les colonnes 5, 6 et 7.

(3) Chiffre approximatif.

TITRES ET SOUS-TITRES.

Le projet de loi porte pour titre : *Budget des Voies et Moyens pour 1907.*

Ce n'est pas suffisant. Dans le budget se trouvent incorporées des dispositions fiscales qui constituent autant de projets de loi distincts. Elles ont trait aux douanes et aux amendes de condamnations.

Pourquoi ne pas le dire dans le titre? Cela faciliterait les recherches.

Il en est de même des autres rubriques.

Le titre 1^{er} se contente de dire : *Dispositions fiscales.* Il semble plus logique de spécifier en indiquant, entre parenthèses, l'objet des paragraphes qui touchent aux douanes et aux amendes de condamnations.

Il en est encore ainsi pour les paragraphes. Le paragraphe *Douanes* traite de matières diverses : bois sciés, fils d'acier, tubes et tuyaux en fer ou en acier.

Comment celui qui s'intéresse à l'une de ces matières la découvrira-t-il? Il devra lire chacun des articles, faute d'indication précise dans la rubrique. C'est une perte de temps qu'il importe d'éviter.

Déjà l'année dernière la section centrale avait signalé l'insuffisance de renseignements contenus dans les titres et sous-titres. Le Gouvernement avait fait partiellement droit à sa demande en complétant l'en-tête des paragraphes par l'indication précise des choses dont ils traitaient.

Cette année le Gouvernement, se ralliant aux propositions de la section centrale, fait un pas de plus. Il généralise le procédé pour l'en-tête de toutes les divisions et subdivisions.

De la sorte la loi porte dans son titre et dans ses sous-titres sa table des matières.

Ce sera une grande facilité, non seulement pour celui qui y fait des recherches, mais aussi pour les annotateurs, annalistes ou directeurs de recueils de lois. Ils n'auront plus à se livrer à un travail délicat d'analyse pour composer leur table des matières; ils ne courront plus le risque de se contredire et d'induire en erreur ceux qui consultent leurs recueils. Ils n'auront qu'à prendre les indications précises données dans les rubriques par le législateur lui-même.

Voici le texte que la section centrale, d'accord avec le Gouvernement, a l'honneur de proposer au vote de la Chambre sous forme d'amendement.

AMENDEMENT.

Rédiger les titres et sous-titres comme suit :

« *Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1908*
 » *ainsi que des dispositions relatives au tarif des douanes et à la restitu-*
 » *tion des amendes de condamnations.*

TITRE 1^{er}.

DISPOSITIONS FISCALES. (DOUANES. — AMENDES DE CONDAMNATIONS.)

» § 1^{er}. — Douanes (bois sciés; fils d'acier; tubes et tuyaux en fer ou en acier). »

DISPOSITIONS FISCALES. — DOUANES. — AMENDES DE CONDAMNATIONS.

ARTICLE PREMIER.

La loi douanière traite avec une faveur relative les poutres sciées; elle les soumet au droit d'entrée de 2 francs; elle réduit même le droit à 1 franc pour les poutres sciées de chêne et de noyer.

L'article 2 de la loi budgétaire du 30 décembre 1896 définit ainsi les poutres sciées : « troncs d'arbres équarris dressés à la scie sur les quatre faces ».

Cette définition laisse supposer que les poutres visées doivent provenir d'un tronc laissé intact dans le sens de la longueur et modifié seulement à la partie extérieure par l'équarrissage.

Or, il entre des poutres qui proviennent de troncs divisés dans le sens de la longueur et dont l'épaisseur ne les rapproche pas de la planche. C'est le cas pour le bois de karri et de jarrah, qui est employé surtout pour la construction à l'état de poutre.

L'article 1^{er} propose d'assimiler ces poutres au tronc équarri pourvu qu'elles mesurent au moins 0^m.25 × 0^m.25 d'équarrissage.

Aucune faveur n'est accordée à la nature du bois. Les poutres équarries mesurant au moins 0^m.25 × 0^m.25 d'équarrissage, quelle que soit leur nature, subissent le droit ordinaire de 2 francs. Le chêne et le noyer seuls continuent à jouir du tarif de faveur de 1 franc.

Cette modification a été sollicitée par le commerce belge; il ne semble pas qu'elle puisse donner lieu à des objections sérieuses.

Un membre de la section centrale a appelé l'attention du Gouvernement sur la gêne qu'apporte au commerce le droit d'entrée de 1 franc sur les bois ronds autres que le chêne et le noyer; il voudrait le voir supprimer. Le rendement minimum de ce droit ne compense pas, à son avis, les frais de perception et les entraves qu'il apporte au commerce, surtout à l'exportation. Il empêche la Belgique de devenir l'entrepôt général des bois pour l'Europe centrale.

Cette question, à raison de son ampleur, ne semble pas relever de l'examen auquel la section centrale est appelée à se livrer sur la proposition de loi, limitée à un point de détail.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

ART. 2.

L'article 3 de loi du 16 juin 1903 admet en franchise de droit « les fils creux en acier ou paragon, *découpés ou non à dimension*, pour la confection de montures de parapluies ou de parasols, et les autres fils en acier *découpés à dimension* pour le même usage ».

Il a pour but de favoriser la fabrication belge des parapluies et des parasols, qui s'alimente exclusivement à l'étranger de cette matière première.

Les fils *pleins* destinés au même usage, mais *non découpés à dimension*, subissent le régime commun, c'est-à-dire le droit de 2 francs les 100 kilo-

granimes qui atteint les « *fils ou verges de fer ou d'acier de moins de 5 millimètres de diamètre d'épaisseur* ».

Ils n'ont pas obtenu la franchise de droit parce que leur destination n'apparaît pas avec la même clarté.

Le Gouvernement propose de les faire jouir de la franchise lorsque leur destination ne peut pas laisser de doute, lorsqu'ils entrent réellement dans la fabrication belge des parapluies et des parasols.

Le texte proposé donne au Gouvernement le droit de contrôler l'emploi et de déterminer les conditions auxquelles cette franchise de droit est subordonnée. C'est ce qui est déjà pratiqué notamment pour les bois employés dans les papeteries et exemptés comme tels de droits d'entrée.

La section centrale, suivant les sections, a été unanime à approuver cette disposition.

ART. 3.

L'article 3 propose d'assimiler, au point de vue des droits d'entrée, les tubes et tuyaux en fer ou en acier, *recouverts d'une enveloppe de tissus enduits de goudron ou d'asphalte*, aux produits de même espèce *simplement goudronnés ou enduits de minium*.

Actuellement, les premiers produits sont tarifés plus haut que les seconds.

Cette distinction ne semble pas justifiée; l'enveloppe de tissus grossier n'ajoute presque pas de main-d'œuvre au produit; or, c'est à la main-d'œuvre étrangère incorporée dans un produit que se mesure généralement le droit d'entrée; c'est l'économie de notre régime douanier.

La proposition amène une atténuation des droits d'entrée; elle ne semble pouvoir nuire à aucune industrie nationale; elle facilitera l'entrée de tuyaux recouverts de tissus qui conviennent particulièrement aux terrains mouvants du pays minier; ils offrent plus de résistance; ils sont moins cassants. Ils sont employés spécialement pour le gaz et les eaux.

La section centrale, imitant les sections, adopte l'article 3 à l'unanimité.

ART. 4.

L'article 4 autorise la restitution des amendes infligées par la juridiction répressive, lorsqu'elles ont été payées avant l'arrêté de grâce. Il exige comme condition que le condamné ait demandé la grâce dans les deux mois du paiement ou de l'arrêt, s'il est contradictoire, ou de sa signification s'il est par défaut.

Cette disposition détruit le doute qui pouvait naître à la suite d'un avis du Conseil d'État du 25 janvier 1807, dont un paragraphe s'énonce comme suit :

« Est d'avis, sur la première partie de la question, que la grâce ne » saurait emporter un effet rétroactif; elle fait cesser la peine, mais elle » prend le condamné dans l'état où il est; elle ne lui rend point ce qu'il a » perdu ou payé; elle ne doit point être onéreuse au Trésor public en le » soumettant à des restitutions. »

Le principe de l'article 4 a été approuvé comme reflétant une pensée de justice et d'équité, mais la restriction apportée à son application a paru excessive dans plusieurs sections.

Exiger comme condition de la restitution que le recours en grâce se soit produit dans les deux mois de la décision, c'est être trop sévère.

Le texte est même plus sévère que l'exposé; il compte les deux mois à partir du prononcé du jugement ou arrêt contradictoire et à partir de la signification en cas de décision par défaut. L'exposé semble partir de la date où la condamnation est devenue définitive, ce qui ajouterait aux deux mois les délais d'appel ou d'opposition.

Il arrive souvent que les condamnés ne comprennent pas le tribunal statuant sur la poursuite. Ils ne se rendent compte de la portée de la condamnation que lorsqu'ils sont saisis de la notification ou de la demande de paiement, et ce n'est qu'alors qu'ils songent au recours en grâce. Ce cas se présente fréquemment lorsque les condamnés n'ont pas été assistés par un conseil.

On a exprimé le désir de voir étendre le délai, notamment de ne faire compter le délai de deux mois qu'après l'expiration de l'année dans laquelle la décision contradictoire est intervenue ou dans laquelle la décision par défaut a été signifiée.

A ce vœu d'extension des délais, il a été répondu que l'exécution des décisions judiciaires ne peut être retardée; qu'il importe de tenir compte des nécessités de l'administration; qu'au surplus les condamnés ont intérêt à faire diligence s'ils ont l'intention de faire un recours en grâce.

La section centrale s'est ralliée au texte du Gouvernement par cinq voix et une abstention.

Un membre dépose une note de minorité; elle sera jointe en annexe au rapport.

L'ensemble du budget, qui avait été adopté par cinq sections, et rejeté par une section, a été adopté par la section centrale par six voix contre une.

La section centrale a l'honneur d'en proposer l'adoption par la Chambre.

Le Rapporteur,

EM. TIBBAUT.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

ANNEXE.

QUESTION.

Quelle est en ce moment la situation de la dette flottante?

Quel prix a-t-on payé les bons du Trésor émis en 1907, et quel intérêt leur est alloué?

RÉPONSE.

La dette flottante s'élève actuellement à 46,020.000 francs, savoir :

20,000	francs	à	2	p.	c.
26,000,000	»	à	3	p.	c.
20,000,000	»	à	3 1/2	p.	c.

Le montant des bons du Trésor, émis ou renouvelés pendant les onze premiers mois de 1907, est de 94 millions de francs, et celui des bons remboursés pendant la même période est de 92,010,000 francs.

Les émissions ont eu lieu au pair, savoir :

3,000,000	à	2 1/2	p.	c.
71,000,000	à	3	p.	c.
20,000,000	à	3 1/2	p.	c.



NOTE DE LA MINORITÉ

« Le commerce, écrit le conseil d'administration de l'Union du crédit, subit en ce moment le contre-coup des crises de toute nature qui viennent de se produire en d'autres pays et qui ont obligé la Banque nationale à augmenter le taux officiel de l'escompte. Le conseil d'administration de l'Union du crédit s'est préoccupé d'atténuer une situation aussi désastreuse, surtout en ce moment de l'année, pour la majorité des sociétaires. » La préoccupation des pouvoirs publics doit être la même. L'État recueille, à titre de revenu, le produit de l'escompte à la Banque nationale au delà de 4 p. c. : sa tendance doit être à anéantir comme source de revenu l'impôt douloureux qui rend souvent le gain du commerce illusoire en temps de crise, la faillite menaçante, et qui retentit sur toute l'économie nationale.

En prenant déjà en octobre 1906 des mesures de défense de son encaisse, la Banque a signalé elle-même le contraste entre le taux d'escompte de la Banque de France, relativement très stable, et celui des autres banques d'émission, y compris la nôtre. L'évolution comparée de ces banques révèle immédiatement des divergences profondes : pendant que le 7 novembre 1907 le rapport entre l'encaisse métallique et les engagements exigibles de la Banque de France était de 64.31 p. c., ce rapport était à la Banque nationale de 31.12 p. c. La Banque nationale a rappelé aussi la constance indéniable d'un change défavorable déterminant l'exportation incessante de notre métal argent en France (1). Le diagramme qui accompagne cette note permet de dégager ces traits essentiels de notre évolution, et met en même temps et surtout en pleine lumière le mouvement extraordinaire de l'émission.

Ce diagramme met en rapport la progression de la circulation, le mouve-

(1) Cette situation, disait-elle, est avantageuse si on la compare à celle qui s'est présentée en Allemagne, en Angleterre, et dans les Pays-Bas. L'Allemagne a connu les taux de 5, 6, 7 p. c. ; l'Angleterre ceux de 5 et de 6 p. c. ; les Pays-Bas celui de 5 p. c. Mais elle n'est pas sans provoquer des demandes de fonds, à raison précisément de la faiblesse de l'escompte sur nos places. La France, au contraire, a eu sur la Belgique l'avantage d'un taux d'escompte invariable à 3 p. c. Mais elle a eu contre nous d'une manière permanente l'avantage du change. La prime sur Paris s'est élevée jusqu'à 4 1/2 pour mille. Cette situation que la balance du commerce, telle du moins que le révèlent les statistiques, contredit parfois et ne justifie pas suffisamment d'ordinaire, provoque une exportation du numéraire établie et organisée au détriment de la Belgique comme une véritable spéculation. Ces facteurs qui, par leurs actions diverses « amènent les uns comme les autres la réduction de notre encaisse, et nous obligent de prendre des mesures pour le protéger, rendent difficile la détermination du taux de l'escompte ; or, celui-ci est précisément le moyen le plus efficace dont nous disposons. Les prévisions les plus généralement admises et les mieux justifiées en apparence sont souvent déçues »

ment de l'encaisse métallique et du portefeuille étranger, complément de l'encaisse. Tout conspire dans l'organisation actuelle à développer l'émission : les besoins de crédit des particuliers, l'intérêt de la Banque Nationale, l'intérêt étroit même du Trésor public ; elle s'est, de 1880 à 1907, élevée de 313 à 743 millions, de près de 140 p. c. ; l'encaisse totale, or et argent, semble pendant cette longue période presque stationnaire, ou livrée à des oscillations de faible amplitude ; dans le fait, elle s'élève de 99 millions à 124 en 1906, 116 en novembre 1907, c'est-à-dire de 17 à 26 p. c. L'encaisse argent se resserre graduellement, entraînée grâce au change défavorable par la spéculation à laquelle la Banque la dispute ; le portefeuille étranger dont la réalisation est destinée à combattre les effets de cette disparition et à maintenir l'équilibre statutaire entre la circulation, le solde des comptes-courants, d'une part, et l'encaisse, de l'autre, s'est élevé rapidement de 55 millions à 144 en 1906, 154 en 1907, dépassant l'encaisse métallique elle-même, c'est-à-dire croissant de 140 à 160 p. c. C'est dans ces conditions générales d'évolution que la Banque a à défendre son encaisse métallique contre les effets de la spéculation, des crises financières lointaines, des perturbations du marché monétaire international et à maintenir l'équilibre prescrit. Elle a dit elle-même avec quelle incertitude scientifique on s'engage dans la voie des prévisions d'avenir.

Ce facteur considérable de l'émission est le témoin éclatant de la part effective que la nation elle-même prend dans tout le développement du crédit ; pour tout ce qui excède, en effet, l'encaisse métallique et le portefeuille étranger réalisable en or, c'est la nation elle-même qui fait crédit à la Banque, c'est elle qui assure à celle-ci l'instrument que la Banque ne cède qu'à titre onéreux aux particuliers. C'est le crédit de la nation qui rayonne ainsi dans les opérations d'escompte. Or, de 1880 à 1907 cet excédent, part de l'intervention nationale, s'est élevé de 159 à 486 millions de francs, progression vraiment formidable. Dans l'hypothèse du maintien du système monétaire actuel et du régime conventionnel de l'Union latine, si l'élan de l'émission persistait, que l'encaisse conservât son allure, au bout d'un quart de siècle la circulation serait de 1,783 millions, l'encaisse de 155, le portefeuille étranger de 374 millions ; l'encaisse métallique n'atteindrait pas 10 p. c. de l'émission.

Le problème social qui se pose nettement et presque tragiquement, selon le langage de l'Union du crédit, devant la nation et devant les Chambres, est de savoir s'il n'est pas possible de soustraire la circulation intérieure du pays, au moins dans une large mesure, au contre-coup des crises, des ébranlements du marché monétaire international, déterminant, dans l'état actuel, le relèvement inévitable et nécessaire, comme mesure de défense, du taux de l'escompte par la Banque centrale d'émission. Le problème se ramène pratiquement à rechercher l'organisation de la circulation intérieure du pays qui permette de réaliser au plus haut degré possible l'épargne de la monnaie métallique, et du billet de banque toujours remboursable en monnaie métallique, en même temps que le taux d'escompte le plus bas possible et le plus constant possible.

En écartant toute vaine et redoutable pensée de refouler d'autorité le développement de l'émission, ce n'est que par un puissant effort de mutua-

lité et de solidarité qu'on peut atteindre une solution favorable. Il faut que l'action collective de la Nation s'exerce directement au profit de la Nation. C'est dans une phase nouvelle de l'évolution du crédit et de la circulation qu'il faut pénétrer; ce sont des organes supérieurs qu'il faut méthodiquement substituer à des organes moins avancés dans l'évolution.

J'ose dire que cette question n'a pas cessé d'agiter mon esprit depuis la discussion du renouvellement du privilège de la Banque nationale, où la conception d'une banque d'État mutuelliste fut l'expression radicale de ma pensée, encore la même aujourd'hui. J'exprimai toute ma préoccupation par cet amendement de 1899, dont la formule est d'ailleurs plus ou moins heureuse.

« L'État aura le droit d'exiger de la Banque l'expérimentation de tout système qu'il jugera propre à soustraire, au moins dans certaines limites, le taux de l'escompte, à l'intérieur du pays, aux variations dérivant des conditions du marché international, en lui donnant la plus grande régularité et la plus grande modération possibles, et en reportant la charge des primes et des élévations du taux de l'escompte nécessitées par le cours du change et l'état de l'encaisse métallique sur ceux qui réclament effectivement soit pour l'escompte des effets, des métaux précieux, particulièrement pour opérer leurs remises à l'étranger. »

J'y suis revenu devant la Commission de la petite bourgeoisie en 1906, au moment des premières mesures de défense de notre encaisse contre les effets de la spéculation américaine, cette fois en poursuivant le développement dans un réseau de mutualités du crédit, du chèque, du virement et de la compensation, avec l'élimination graduelle de l'instrument monétaire.

Organisation d'un clearing house.

Il est certain qu'un nombre considérable d'opérations de crédit et de transactions pourraient s'accomplir ou se liquider sans intervention de la Banque d'émission, sans intervention de la monnaie métallique ou du billet de banque. Elles échapperaient, dès lors, à toutes les fluctuations du taux de l'escompte déterminées par l'état du marché monétaire international, et, suivant l'expression de l'Union du crédit, aux désastres qui en dérivent. Pour cela, il faut concevoir à la fois l'institution d'un *Clearing house* par l'association du plus grand nombre possible de banques, et à la base, le développement considérable de l'emploi du chèque.

On peut concevoir que les clients de ces banques, au lieu de réclamer l'escompte des effets de commerce ou le paiement des chèques dont ils sont porteurs, en espèces métalliques de ces billets, en fassent porter le montant en compte courant chez leur banquier. On peut concevoir qu'ils disposent de cette provision, du solde créditeur de leur compte, au moyen de chèques sur ce banquier. On peut concevoir qu'à l'échéance des effets tirés sur eux, les commerçants s'acquittent par la remise de chèques. On peut concevoir que ces chèques reviennent aux mains des banquiers sur lesquels ils sont tracés, dans les compensations périodiques du *clearing* entre les banques associées.

Dans cette circulation intérieure du pays, le chèque barré étant généralisé, aucun paiement en espèces métalliques ou en billets de banque n'aura

été nécessaire. Sans pouvoir marquer d'avance l'étendue ou pouvoir fixer les limites de cette circulation intérieure, il est certain qu'elle peut être conçue et tracée exactement de la même manière par les représentants des écoles les plus diverses.

C'est ainsi que Haeck en proposa la vaste et systématique application en Belgique il y a plus de quarante ans; c'est ainsi que M. Degreef expose les projets d'une réorganisation graduelle de la circulation et du crédit en Belgique dans un beau livre qui traversa, sans être même remarqué, le débat sur le renouvellement du privilège de la Banque; c'est ainsi que M. Vandersmissen, dans une remarquable étude plus récente, développa l'idée du développement du chèque et de la compensation en Belgique; c'est ainsi que j'intervins moi-même dans un amendement au projet de loi sur la Banque nationale, en 1899, dans des publications postérieures, et l'an dernier à la Commission de la petite bourgeoisie, par l'exposé d'un plan d'application auquel j'ai joint, dans les travaux de la commission, les projets de Haeck et de Degreef.

Un appareil de la circulation de plus en plus étendu et puissant se constituerait par là même entre les particuliers, les banques particulières et la Banque nationale par l'association même des banques. Cet appareil, dans toute la mesure où une compensation conforme aux données théoriques serait possible, échapperait à tout assujettissement à la Banque nationale et à toutes les fluctuations du marché monétaire. La Banque nationale elle-même serait appelée à jouer auprès de la confédération bancaire le rôle que la Banque d'Angleterre joue auprès du *clearing house*. Elle garderait pour le surplus toutes les attributions d'une banque d'émission et sa fonction de distributrice, de régulatrice suprême des moyens de crédit et de circulation, des billets de banque et de la monnaie; mais son domaine serait cette fois plus nettement circonscrit; une autonomie collective, expression d'une organisation plus parfaite, et d'une évolution de la circulation, se dresserait devant elle. Une telle institution non seulement n'a pas échappé à la clairvoyance des hommes d'État, mais elle fut conçue comme désirable et annoncée par Malou, prévue dans le fonctionnement même de la Banque nationale dès 1871; elle fut en 1899, lors du second renouvellement du privilège et sur un amendement de moi-même, qui voulais même confier à l'État le droit d'en ordonner l'établissement, l'objet d'un même hommage, d'ailleurs aussi platonique. Pendant que le développement du crédit dans la direction que révèle l'exposé sommaire ci-dessus, rattache de plus en plus étroitement toutes les banques d'escompte à la Banque nationale qui leur distribue les instruments de crédit, il semble aussi que les liens de solidarité entre elles aient été de plus en plus difficiles à nouer. Aucune initiative puissante n'en est sortie pour constituer l'appareil de la compensation; on se reporte avec tristesse, devant cette insolidarité, vers l'œuvre organique, harmonique, nullement utopique, que Haeck avait si largement retracée et où une vaste organisation du crédit mutuel, couronnée par une banque d'émission, donnait leur plein essor au chèque, au virement, à la compensation. On ne peut décrire ici le mal qui est résulté pour notre organisation du crédit et de la circulation de l'absence d'une telle organisation de la compensation qu'on n'a rien fait pour développer. Le Gouvernement annonce que

la Banque nationale a soumis aux banques du pays un projet de chambre de compensation. Il faut se réjouir de voir enfin, après plus d'un tiers de siècle, les institutions de crédit entrer dans cette voie, mais nous ne connaissons rien encore du projet ni de son exécution et nous devons suspendre tout jugement ; seulement son action ne sera vraiment efficace dans la solution du problème posé devant nous en ce moment, que pour autant qu'elle sera inséparable d'un développement énergique de l'emploi de chèque ; elle marquera alors un véritable progrès dans l'appareil de la circulation, donnera des gages de stabilité au marché intérieur et réalisera l'épargne de la monnaie métallique et du billet de banque. C'est pourquoi une telle réforme ne peut porter ses fruits sans une impulsion énergique donnée à la mutualité du crédit et aux modes supérieurs de liquidation.

C'est à quoi se rapportent les deux réformes spéciales qui suivent, inséparables de la première.

Institution centrale de réescompte des mutualités de crédit.

Indépendamment des projets d'une réorganisation complète du crédit sur le principe de mutualité et rattachée à une Banque d'État, des entreprises moins étendues, conciliables avec la loi du 26 mars 1900 qui régit la Banque d'émission, se dégageant, elles aussi, de l'esprit de lucre, ont été poursuivies dans les dernières années dans l'intérêt de la petite bourgeoisie. Il s'agit de relier les mutualités de crédit et les banques coopératives présentant des caractères rigoureusement définis, à une institution centrale de réescompte, et par cette centralisation même de donner encore une impulsion puissante à la mutualité. L'idée d'une Banque centrale a été proposée au sein de la fédération actuelle des Banques populaires, dès 1894 par M. Micha, sans qu'elle ait pu passer dans les faits. Elle a été, après l'expérience décisive et féconde de la *Caisse centrale prussienne des associations*, instituée en 1893, reprise à la Chambre, par M. Théodor dans les Congrès de la petite bourgeoisie, plus près de nous encore au sein de la Commission de la petite bourgeoisie, où l'œuvre allemande a trouvé en M. Lambrechts un interprète éclairé et convaincu. C'est là même que s'est posé et qu'a été longuement discuté le problème auquel touchent ces pages, et qui était défini : la *Constitution d'un marché fermé*, par les défenseurs de la caisse prussienne, non séparé par une cloison étanche de la Banque nationale ou du marché de l'argent, mais assez circonscrit pour vivre d'une vie propre. Cette constitution d'un marché fermé, je la cherchais dans l'extension de la mutualité pure avec le développement du chèque, de la compensation, l'élimination de la monnaie métallique, la gravitation vers un amétallisme progressif. Fidèle à la pensée allemande, M. Lambrechts l'assurait en faisant concourir un ensemble de mesures savantes, ingénieuses, rigoureuses. Cette conception a prévalu sans que l'autre fût éliminée par la Commission.

La nécessité de l'intervention du législateur pour assurer à cette institution une stabilité suffisante et les conditions d'une action puissante et efficace, a été reconnue et consacrée par la Commission de la petite bourgeoisie. Etablie par la loi, pourvue d'une dotation par l'État, investie d'une personnalité

juridique propre, elle jouira d'une autonomie réelle. Appareil central de la distribution du crédit des classes moyennes, elle aura pour intermédiaires, entre elle et les associations de crédit mutuel, les fédérations de ces mutualités, et le réescompte sera limité, réservé rigoureusement aux fédérations elles-mêmes; celles-ci, à leur tour, auront à exercer une surveillance incessante et un contrôle rigoureux sur leurs unités composantes : les mutualités de crédit; les éléments de ces mutualités mêmes, les individus associés, seront soumis à des conditions définies, comme la limitation de l'étendue de leur crédit, de même que les mutualités ou sociétés coopératives seront soumises à une limitation inflexible de leurs dividendes. On s'efforcera de maintenir à la fois la pureté du principe de mutualité et la stabilité de l'institution, son caractère social, c'est-à-dire exclusif du lucre, et son indépendance relative.

C'est le développement, au sein de ces fédérations et par le concours de la Caisse centrale, des modes supérieurs de circulation : le chèque, le virement, la compensation, qui m'ont particulièrement préoccupé dans ce nouvel organisme qui gravite vers les conceptions plus vastes que j'ai rappelées, et l'on voit les liens qui unissent cette institution aux applications plus larges des mêmes principes dont il est question plus haut. La Caisse centrale servira, pour le surplus, d'intermédiaire entre l'appareil grandissant de la mutualité et le marché général de l'argent; mais ayant une sphère d'action définie, un marché intérieur circonscrit, rigoureusement limitée à ce marché, contenue par un ensemble de dispositions limitatives des crédits individuels et des bénéfices, elle pourra maintenir un taux d'escompte modéré et sensiblement constant, et autant que possible à l'abri des variations que la nécessité de défendre son encaisse métallique imposera à la Banque d'émission. M. Lambrechts a pu, en janvier 1900 à Berlin, constater ce phénomène intéressant que, pendant que la Banque de l'Empire escomptait à 7 p. c., la Caisse centrale maintenait son taux d'escompte à 3 p. c. sans qu'aucune fissure, ajouté-t-il, se produisit en faveur de la spéculation (1).

C'est cette situation relativement stable que l'on s'efforce et qu'il faut s'efforcer de transporter en Belgique. C'est déjà ce que, dans l'état actuel de crise, l'Union du crédit réalise partiellement en obéissant à son principe essentiel de mutualité, lorsqu'elle abaisse à 5 p. c. le taux de son escompte au moment même où la Banque nationale le maintient à 6 p. c.

Il y a donc là une application possible et graduelle de cette différenciation des conditions de la circulation intérieure et de la circulation internationale dont il est question dans cette note.

Service postal de chèques et de virements.

En déposant, le 20 novembre 1896, une proposition de loi sur l'organisation d'un service de chèques de paiement et de virement à la Caisse d'épargne, en la représentant en 1903, en combinant en 1906, dix ans après dans une proposition nouvelle, l'hypothèse d'une intervention exclusive de l'adminis-

(1) LAMBRÉCHTS, *Note sur l'organisation du crédit de la petite bourgeoisie en Allemagne*, p. 16.

tration des postes avec l'hypothèse primitive, j'étais préoccupé de réaliser l'épargne de l'instrument monétaire, d'initier la petite bourgeoisie et la classe ouvrière aux formes les plus parfaites de la circulation, de leur fournir l'instrument de liquidation le moins onéreux, la plus accessible à la grande masse, et de préparer par une pratique méthodique le développement du crédit sur les bases de la mutualité, l'expansion du chèque et de la compensation. Le service postal est comme la trame générale sur laquelle on peut tisser les formes perfectionnées du crédit mutuel. C'est dans cette même pensée que l'institution fut proposée en Suisse. C'est un service exclusivement d'État en 1900. On en juge par le discours de Kœchlin, le principal auteur de la réforme.

« La Suisse, disait-il, souffre de la pénurie de son numéraire et de l'exagération de son émission en billets de banque. A ce mal, la création d'une Banque centrale apportera un premier remède. Elle régularisera l'émission des billets, leur donnera une base plus solide et réduira le besoin des billets en généralisant dans le monde des grandes affaires l'emploi des substituts du billet de banque. Grâce à ses nombreuses succursales, elle pourra liquider sans billets ni numéraire les opérations de tous ceux qui auront un compte ouvert à un de ses guichets. Un simple chèque à signer, un ordre de virement à donner et tout sera dit. Mais ce remède n'opérera que sur les places où la Banque aura des succursales et ne pourra guère pénétrer que dans le monde des grandes affaires. Pour le petit commerce, il en faut un autre. Celui-ci aurait besoin d'une sorte de banque au détail, mettant l'usage du chèque et du virement à la disposition de tous. L'administration des postes, avec ses milliers de bureaux, semble indiquée pour jouer ce rôle. » C'était là le langage de M. Kœchlin. Il invoquait, comme moi-même, l'expérience autrichienne. Aujourd'hui cette expérience, qui remonte à 1884, est décisive. En 1904, 7,436 millions de couronnes exprimaient le nombre des paiements effectués par ses soins, dont près de la moitié (46.17 p. c.) au moyen de virements de comptes postaux. Le service ne donne lieu qu'à des éloges. Les banques elles-mêmes auxquelles il fait concurrence reconnaissent son utilité ; un grand nombre de fabriques paient leurs ouvriers au moyen d'un chèque tiré sur Vienne et payable à leur représentant sur le lieu où se fait la paie.

L'expérience suisse n'en est qu'à ses débuts, mais plus lente dans certains cantons à s'accomplir, elle a éveillé au plus haut degré l'intérêt de ses premiers historiens : et les historiens de l'expérience autrichienne et de l'expérience suisse sollicitent l'extension du système aux autres pays et particulièrement à la Belgique (1). En Belgique même, la Commission de la petite bourgeoisie à laquelle le projet a été soumis par moi-même l'a accueilli à l'unanimité. Son application contribuera à résoudre des difficultés ou à accomplir des transformations que ses auteurs mêmes n'avaient pas prévues. De même que le service est utilisé en Autriche pour le paiement des salaires,

(1) Voir de savantes et intéressantes études : KIRCHBERG, *Die Postcheck*; CHEVAUCHEZ, *Traité sur les chèques postaux*, — et l'excellente étude de G. GABRIEL (*Revue économique internationale*, 18-20 octobre 1907.)

et contribuera à la transformation du salariat; de même on le verra contribuer plus puissamment qu'aucune autre méthode à la généralisation du paiement comptant ou à brève et régulière échéance, réforme qu'appelle de tous ses vœux le petit commerce, et qui répond au grief le plus douloureux, le plus fréquent de tous ceux que révèle l'enquête sur la petite bourgeoisie.

Les deux projets de solution que j'ai proposés, l'un basé sur la Caisse d'épargne, l'autre réalisé par l'État, peuvent se combiner et l'action commune de la Caisse d'épargne et de l'État me paraît la plus souhaitable.

Je clos cette partie de ma note avec amertume. C'est notre pays qui a eu la gloire d'élaborer et d'expérimenter cette forme admirable de mutualité : l'Union du Credit; c'est ici que l'on a pu concevoir, il y a quarante ans, un vaste organisme du crédit mutuel avec une Banque d'État comme organe central; de cette organisation puissante, réveillée il y a huit ans, il reste des éléments dont certains, comme l'Union du crédit de Bruxelles, ont conservé une forte empreinte du principe; le projet d'une chambre de compensation a été présenté ici il y a trente-six ans, sans qu'elle ait, depuis lors, passé dans les faits : le plan d'un comptoir central de réescompte des banques populaires a été formulé ici il y a plus de dix ans et rien n'en est fait, tout est encore problématique; le projet plus modeste encore, mais d'une puissance éducative immense, d'une service postal de chèques et de virements, a été déposé il y a dix ans par moi; depuis lors, proposé en 1900 en Suisse, il compte déjà près de deux ans d'expérience dans ce pays.

Les conceptions organiques sont restées planant impuissantes au-dessus des faits; le principe mutuelliste a été rejeté au second plan ou trop souvent altéré par le capitalisme et l'esprit de lucre; le service des chèques postaux n'a pas même eu l'honneur d'un débat; l'insolidarité a vaincu partout jusqu'ici. Puissent les intérêts capitalistes privés ne pas encore entraver la réalisation des plus humbles projets et ici encore l'emporter sur l'intérêt de la nation.

H. DENIS.

L'un des diagrammes reproduit le mouvement du prix de la viande de bœuf dépecée et celui des importations de gros bétail par tête. Tout l'ensemble de la période antérieure et de la période postérieure à 1887 y est embrassé.

L'action combinée, et prépondérante à mes yeux, des progrès de la consommation et des mesures douanières et sanitaires se traduit dans le mouvement progressif des prix. La moyenne, à la fin de 1907, atteint à quelques centimes près le point culminant de 1873.

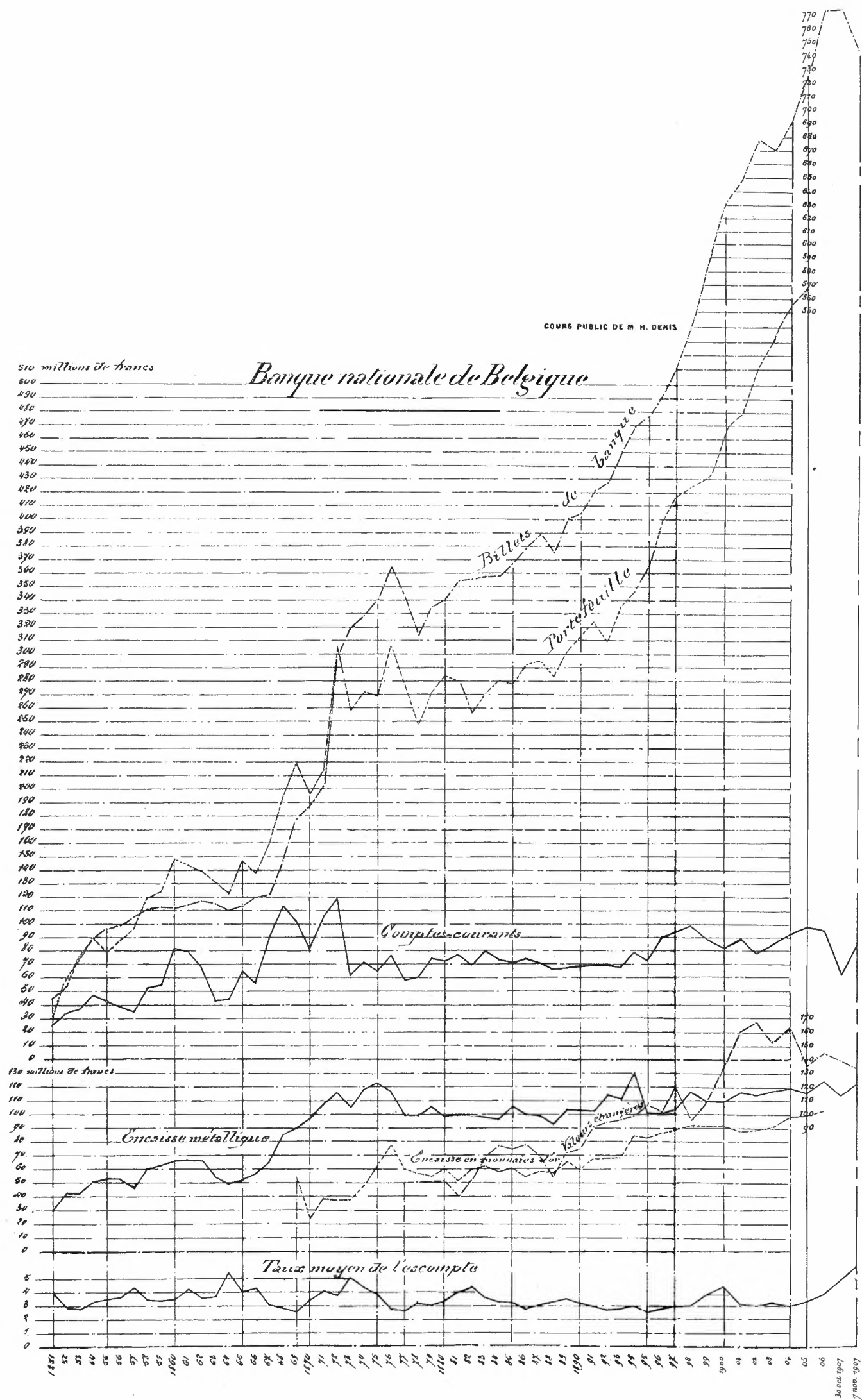
Viande dépecée, par kilogramme, à Bruxelles.

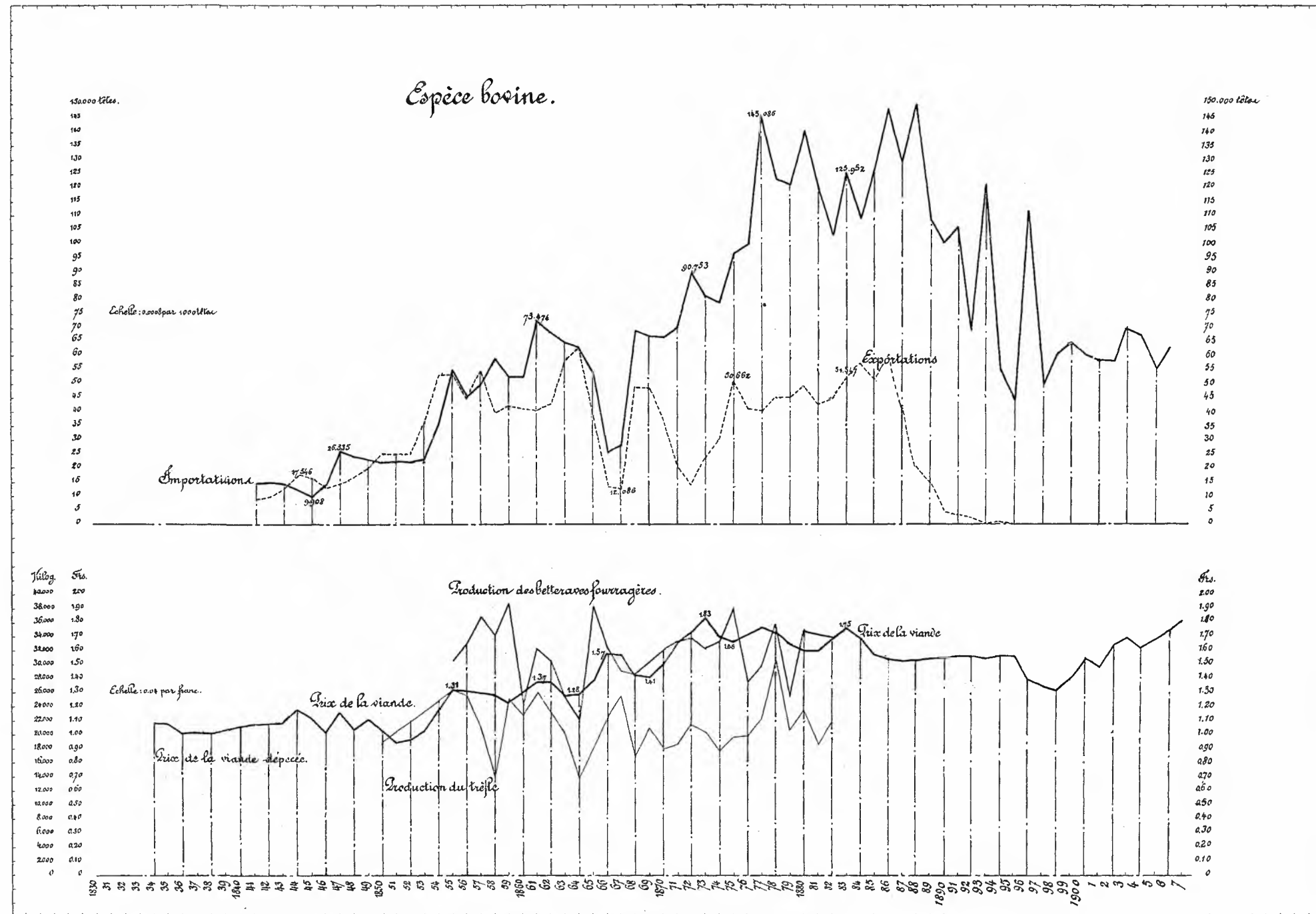
	1905	1906	1907 (2 ^e semestre)
Bœuf	1.68	1.75	1.81
Vache	1.58	1.59	1.71
Veau	1.96	2.10	2.11
Porc.	1.38	1.60	1.53
Mouton.	1.63	1.70	1.74

Table des matières.

EXPOSÉ GÉNÉRAL	1
Recettes et dépenses.	1
Mouvement commercial.	2
Outillage économique et emprunt	4
Outillage monétaire; Clearing house.	7
Alcool	11
Modification des impôts	14
Péréquation cadastrale	14
Réduction des droits d'enregistrement et transcription pour l'acquisition de la petite propriété	15
Loi du 15 mai 1905 portant modification des droits d'enregistrement sur les actes de partage	18
Droits d'entrée sur le bétail	19
Charbons	23
Sucres	25
TITRE ET SOUS-TITRES	25
DISPOSITIONS PISCALES :	
Douanes, amendes de condamnations	26
ANNEXES.	
NOTE DE LA MINORITÉ	30







(ANNEXE AU DOC. PARL. N° 24.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1907.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1908.

ANNEXE (1) AU RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, PAR M. TIBBAUT.

Question posée par la section centrale.

DEMANDE.

Quel est le tarif de faveur accordé à l'exportation des charbons belges?

Quelle différence de recettes amène-t-il?

Le Gouvernement le croit-il encore justifié dans l'état actuel de l'industrie charbonnière et des autres industries.

RÉPONSE.

Il a été créé en faveur des charbons belges, tant à l'exportation maritime qu'à l'exportation par les frontières de terre, de nombreux tarifs spéciaux concédant des réductions sur les prix normaux applicables au trafic local (4^e classe du tarif n° 3) (2).

Ces tarifs sont les suivants :

A. — TRAFIC MARITIME.

Exportation par les ports de Bruxelles, Anvers, Louvain, Termonde, Gand, Bruges, Ostende, Nieuport (Bassin), Zee-Brugge et Terneuzen.

1^o *Tarif spécial n° 1 d'exportation maritime*, applicable aux expéditions remises par quantités de 10,000 kilogrammes ou payant la taxe pour ce poids.

Ce tarif est construit sur les bases suivantes :

1 à 30 kilomètres : prix de la 4^e classe du tarif n° 3 ;

31 à 187 kilomètres : fr. 0.026 par tonne-kilomètre, avec minimum de fr. 2.20 par tonne ;

(1) Les tableaux qui accompagnaient cette annexe sont déposés au Greffe de la Chambre.

(2) Ces prix — les plus bas que concède le tarif général — sont indiqués au barème figurant aux pages 4 à 13 du fascicule 1bis des services intérieur et mixtes, dont ci-joint un exemplaire.

Du 188^e au 300^e kilomètre : fr. 0.01 par kilomètre en plus.

Ce tarif concède aux distances de 100, 150 et 200 kilomètres, les réductions suivantes par tonne sur les prix de la 4^e classe :

à 100 kilomètres :	fr. 1.90
à 150 » »	1.10
à 200 » »	0.50

2^e *Tarif spécial n° 2 d'exportation maritime* applicable aux expéditions d'au moins 50,000 kilogrammes ou payant pour ce poids.

Ce tarif comporte les bases ci-après : 1 à 25 kilomètres : prix de la 4^e classe du tarif n° 3, 26 à 100 kilomètres : taxe uniforme de 2 francs par tonne ;

101 kilomètres et plus : fr. 0.02 par kilomètre en plus.

La réduction que concède ce tarif sur les taxes de la 4^e classe sont les suivantes par tonne :

à 100 kilomètres :	fr. 2.50
à 150 » »	2.00
à 200 » »	1.50.

En prenant pour base l'importance du trafic de 1906, on peut estimer à 675,000 francs annuellement la diminution des recettes qui résulte de l'application des prix des tarifs spéciaux n° 1 et 2 aux transports des charbons, coke et briquettes de charbon à l'exportation maritime.

B. — CHARBONS A L'EXPORTATION PAR LES FRONTIÈRES DE TERRE.

a) *Service belge-néerlandais* (trafic vers les *Pays-Bas*, via Esschen, Weelde-Merxplas, Achel, Hamont, Lanaeken et Visé).

1^{er} *Tarif spécial n° XIX* applicable aux expéditions de 50,000 kilogrammes au départ des stations desservant des charbonnages et usines à gaz belges vers toutes les stations néerlandaises.

Les prix de ce tarif sont ceux de la 4^e classe du barème belge, réduits de 1 franc par tonne, avec minimum de perception de 2 francs par tonne.

2^e *Tarif spécial n° XXV* applicable aux transports par 100,000 kilogrammes au départ des stations desservant des charbonnages, fours à coke, usines à gaz ou fabriques de briquettes, situés en Belgique, à destination de certaines gares néerlandaises situées dans la partie Est des Pays-Bas.

Ce tarif concède une réduction de fr. 1.90 par tonne sur les prix de la 4^e classe du barème belge, avec minimum de perception de 2 francs par tonne.

En prenant pour base l'importance du trafic de 1906, la diminution annuelle de recettes qui résulte de l'application des tarifs spéciaux n° XIX et XXV belge-néerlandais aux transports de charbons, coke et briquettes de charbon exportés vers les Pays-Bas par les frontières de terre s'élève à environ 135.000 francs pour l'État Belge.

b) *Services belges-allemands et belge-luxembourgeois.*

Les réductions ci-après par tonne sont accordées en faveur des transports

de houille, coke et briquettes de charbon à l'exportation vers le Grand-Duché de Luxembourg, l'Allemagne et Bâle, sur les prix de la 4^e classe du barème intérieur belge :

Envois en destination du Grand-Duché de Luxembourg et des stations situées au nord de la ligne ferrée de Chambrey à Sarreguemines. fr. 1.15

Envois vers les autres destinations de l'Allemagne et pour Bâle, par.	{	10 tonnes »	0.50
		50 » »	1.25
		100 » »	1.50

Ces réductions appliquées au trafic de 1906 donnent une diminution annuelle de recettes d'environ 1,050,000 francs.

c) Services belge-suisse et belge-italien.

Il est concédé en services belge-suisse et belge-italien, les mêmes réductions que dans le service avec Bâle.

Appliquées au trafic de 1906, ces réductions représentent une diminution de recettes annuelle d'environ 70,500 francs.

d) Service franco-belge-nord.

Le tableau ci-joint indique les prix de base qui sont concédés dans les relations avec les lignes de la Compagnie du Nord et les réseaux au delà ainsi que les réductions que ces barèmes représentent sur les prix du barème normal.

Appliquées au trafic de 1906, ces réductions représentent une diminution de recettes annuelle d'environ 582,000 francs.

e) Service franco-belge-est.

Le tableau ci-joint indique les prix de base qui sont concédés dans les relations avec les lignes de la Compagnie de l'Est et les réseaux au delà ainsi que les réductions que ces barèmes présentent sur les prix du barème normal.

Appliquées au trafic de 1906, ces réductions représentent une diminution de recettes annuelle d'environ 985,000 francs.

*
* *

Les réductions qui précèdent ont été concédées surtout pour venir en aide à l'industrie charbonnière, à une époque où cette industrie trouvait difficilement le placement de sa production en Belgique et où il lui était nécessaire de lui faciliter l'accès des marchés étrangers. La situation s'est modifiée depuis, et il semble, en présence de l'augmentation de la population et du développement de l'industrie, que nos charbonnages pourraient d'autant plus facilement placer une partie plus importante de leur production en Belgique même, que nous importons de l'étranger plus de cinq millions de tonnes de combustible.

Il convient toutefois de remarquer que les réductions de recettes indiquées

ci-dessus sont chiffrées à trafic égal, c'est-à-dire sans tenir compte des circonstances qui peuvent influencer sur l'importance du trafic et, par conséquent, sur celle de la recette du chemin de fer de l'Etat belge.

Parmi ces circonstances, il y a lieu de citer :

1° La diminution de trafic vers l'étranger, qui peut résulter d'un relèvement des prix de transports; nos combustibles sont en concurrence sur les marchés étrangers avec les combustibles allemands, anglais et français, et un relèvement des taxes pourrait exercer une influence sur les conditions de cette concurrence;

2° Le rejet, sur les voies navigables, d'une partie du trafic acquis actuellement aux voies ferrées; il n'est exporté, par rivières et canaux, que 28 p. c. environ de notre exportation totale, et cette quotité pourrait augmenter;

3° Le transfert des transports, d'une route avantageuse aux intérêts du chemin de fer de l'Etat belge, à une autre route ferrée moins avantageuse à ses intérêts. Comme on peut s'en rendre compte par l'examen des tarifs concédés à l'exportation, les relèvements, s'il était fait application du barème normal, ne seraient pas les mêmes par les différents points-frontière.

Il est à noter encore, incidemment, que des modifications dans la tarification des charbons doivent aussi avoir une certaine répercussion sur le trafic à l'importation par mer et par chemin de fer, qui représente trois millions de tonnes environ par an (1).

La question est donc nécessairement fort complexe et soulève des problèmes non seulement commerciaux, mais économiques, dont la solution réclame un examen attentif et approfondi. L'administration en a, depuis un certain temps déjà, entrepris l'étude détaillée.

(1) La suppression des prix réduits pour les charbons belges à l'exportation aurait probablement pour effet de diminuer cette exportation et, partant, d'augmenter la consommation des combustibles belges dans le pays. Par ce seul fait, l'importation des charbons étrangers serait diminuée.

D'un autre côté, l'application de notre tarif intérieur normal aux charbons étrangers importés pourrait rejeter sur la voie d'eau une partie de ces charbons qui pénètrent actuellement par rails en Belgique.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 NOVEMBER 1907.

Ontwerp van wet houdende de begrooting van 's Lands Middelen voor
het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

ALGEMEEN OVERZICHT.

Ontvangsten en uitgaven.

De algemeene toelichting, die sedert verscheidene jaren voorafgaat aan het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen, verbindt de onderscheidene begrootingen van uitgaven onderling en verbindt ze tevens met de begrooting van ontvangsten. Zij levert de voordeelen op, die werden toegeschreven aan het denkbeeld van eene eenige begrooting, doch niet dezer bezwaren.

Zij plaatst de gewone ontvangsten tegenover de gewone uitgaven, zoodat men hare toeneming kan vergelijken en over den gang der zaken oordeelen.

De ontvangsten voor 1908 zijn geraamd op fr.	621,404,924 »
en de uitgaven op	620,997,653 08

Het overschot bedraagt slechts fr.	407,270 92
--	------------

Sedert 1886 waren de werkelijke ontvangsten steeds hooger-dan de ramingen; uit hoofde van dit vaststaande feit vervalt elk verwijt van optimisme.

Dit jaar staaf de heer Minister van Financiën, in eene inleidingsnota, zijne ramingen door vergelijkende tabellen; die ramingen schijnen te getuigen van veel voorzichtigheid.

Volgens het ontwerp van de algemeene begrooting in zijn geheel, zijn de uitgaven voor 1908 geraamd op fr. 620,997,653.08. Zij bedragen fr. 20,378,818.89 meer dan in 1907.

(1) Wetsontwerp, n° 41.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Tibbaut, De Ponthière, Dallemagne, Hubert, Denis, Le Paige.

De spoorwegen komen er in voor met het aanzienlijk cijfer van 224,721,414 frank, hetzij 23,249,691 frank meer dan verleden jaar. Vergelijkt men de meerdere ontvangst der spoorwegen, die is voorzien in de begrooting van 's Lands Middelen en slechts 16 miljoen bedraagt, dan stelt men een merkelyk verschil vast.

In de toelichting worden de hoogere bedrijfskosten van den spoorweg inzonderheid aan de duurte der brandstof toegeschreven.

Het omstandig onderzoek van de uitgaven moet worden gedaan bij elke begrooting afzonderlijk. Thans wijzen wij daarop enkel om te doen uitkomen dat, ondanks deze zwaardere lasten, de gewone begrooting voor 1908 de regelen van de begrootingshervorming kan toepassen, wat betreft de delging en de uitzonderlijke uitgaven, en 50,500,000 frank meer uitgaven kan dragen, zonder dat het evenwicht in gevaar wordt gebracht.

Handelsbeweging.

Gaat men de verschillende takken van ons belastingstelsel na, dan stelt men vast dat er bij alle vooruitgang is; wij laten ter zijde de inkomsten der domeinen, 180,000 frank minder geraamd; deze vermindering moet worden vergoed door voordeelen van verfraaiing en volksgezondheid.

De min of meer snelle toeneming hangt natuurlijk af van het algemeene welzijn, waardoor de handelszaken uitgebreider worden, het verbruik vermeerderd en al de bronnen van fiscaal inkomen verrijken.

Is de groote strooming van nijverheidswelvaart voorbij?

Moest dit waar zijn, dan zou ons ten minste deze troost overblijven, dat België er ruim zijn deel van had, dat zijne economische kracht is aangegroeid door de uitbreiding van zijne toerusting.

In vijftien jaren verdubbelden de in- en de uitvoer, zoo voor den algemeenen als voor den bijzonderen handel.

't Zal niet van belang ontbloomt zijn, deze toeneming in de laatste jaren na te gaan en het uitgangspunt 1831 te vergelijken met het cijfer van 1906.

In 1831	bedroeg de invoer,	voor den algemeenen handel	98 miljoen
»	»	»	»
»	»	bijzonderen	90
»	»	de uitvoer	»
»	»	algemeenen	104
»	»	bijzonderen	96
In 1906	»	de invoer	»
»	»	algemeenen	5,725
»	»	bijzonderen	5,454
»	»	de uitvoer	»
»	»	algemeenen	5,062
»	»	bijzonderen	2,793

Dat is eene respectievelijke verhooging van 5,743 t. h.; 5,738 t. h.; 4,740 t. h.; 2,792 t. h.!

Wat een sprong! Doch in de laatste jaren was hij het grootst. Van 1891 tot 1906 vermeerderd de handel met honderd ten honderd. De statistiek voor België vat dit samen in de navolgende tabel, waarin wordt opgegeven de waarde der omzettingen in 1906 alsmede de gemiddelde uitkomsten

voor elk van de drie voorgaande vijfjarige tijdvakken. Daarin worden, ter herinnering, de cijfers der handelsbeweging in 1831 vermeld.

		Invoer.		Uitvoer.	
		Algemeene handel.	Bijzondere handel.	Algemeene handel.	Bijzondere handel.
1 ^{ste} tijdvak (1891 tot 1895).	Millioenen	2,871.2	1,633.3	2,622.2	1,386.7
2 ^e — (1896 tot 1900).	—	3,342.2	2,034.1	3,056.9	1,750.7
3 ^e — (1901 tot 1905).	—	4,288.8	2,621.7	3,741.5	2,076.8
Jaar 1906	—	5,725.8	3,454.8	5,062.7	2,793.8
Jaar 1831	—	98.8	90.8	104.6	96.6
Verschil	in het 2 ^e tijdvak op het 1 ^{ste}	T. H. + 46	T. H. + 25	T. H. + 47	T. H. + 26
	in het 3 ^e tijdvak op het 1 ^{ste}	+ 49	+ 61	+ 43	+ 50
	in het 3 ^e tijdvak op het 2 ^e	+ 28	+ 29	+ 22	+ 19
	in 1906 op het 3 ^e tijdvak	+ 34	+ 32	+ 35	+ 35
	in 1906 op het 1 ^{ste} tijdvak.	+ 99	+ 111	+ 93	+ 101
	in 1906 op het jaar 1831	+ 5,743	+ 3,738	+ 4,740	+ 2,792

Een Fransch dagblad beoordeelde onlangs deze cijfers in de volgende bewoordingen :

« De toeneming van *gansch* den buitenlandschen handel in 1906, vergeleken met 1905, bedroeg :

» In België.	846	millioen.
» In de Vereenigde-Staten.	1,826	—
» In Duitschland .	1,877	—
» In England .	2,421	—

» Een zelfde vooruitgang deed zich voor in alle andere landen, behalve in » Spanje. Het was dus een algemeen verschijnsel. Daarin hadden wij » (Frankrijk) ons aandeel, doch, het hoeft erkend te worden, in mindere » mate dan onze mededingers.

» Hetzelfde geldt voor den *Uitvoer*. In ons land nam hij, weliswaar, toe met » 400 millioen, maar

» In België, met .	460	millioen.
» In Duitschland, met .	775	—
» In England, met .	1,155	—
» In de Vereenigde-Staten, met .	1,172	—

» Onze toeneming is dus geringer niet alleen dan die van de groote handelslanden, maar zelfs dan die van België waarvan de bevolking nochtans » weinig meer dan 7 millioen inwoners bedraagt, terwijl de bevolking meer » dan 39 millioen bedraagt in Frankrijk !

» Uit dit eerste vergelijkend onderzoek blijkt dan ook dat wij vooruitgaan,
» terwijl anderen vooruitloopen, met dit gevolg dat de afstand tussehen ons
» en hen dreigt al te groot te worden. »

Dit oordeel, uit een Fransch standpunt, strekt België tot eer.

Economische toerusting en leening.

De bovenstaande cijfers zijn een lof voor onze economische toerusting en voor hen die ze tot stand brachten.

België bekleedt den allereersten rang.

Zijne havens van Antwerpen, Gent, Zeebrugge, Oostende, die openstaan voor den wereldhandel, zijn aan België's uiteinden verbonden door een spoorwegnet van 4,603 kilometer. De buurtspoorwegen, die gestadig toeneemen en reeds 2,920 kilometer tellen, zijn de onmisbare toevoerwegen tot de havens. Over het geheel bedraagt het net 7,523 kilometer, hetzij gemiddeld 253 meter per vierkanten kilometer.

Er zijn 7,090 kilometer telegraaflijnen en 148,040 kilometer telefoondraad.

De wegen van Staat, provinciën en gemeenten beslaan 9,542 kilometer, hetzij 524 meter per vierkanten kilometer; er zijn 29,583 kilometer gekasseide of besteende buurtwegen, hetzij 1,001 meter per vierkanten kilometer.

Al deze vervoermiddelen worden door elkander aangevuld en versterkt.

Is het noodig gemakkelijk toegang tot het buitenland te hebben om de grondstoffen in te voeren en ze na verwerking voordeelig uit te voeren, niet minder noodig is het, gemakkelijk binnenlandsch verkeer te hebben, zooniet ware het evenwicht verbroken ten bate van den buitenlandschen voortbrenger die, om zijne voortbrengselen aan onze groote markten te brengen, gemakkelijker toegang zou hebben dan de Belgische voortbrenger.

Verbetering van de wegen is van het hoogste belang, vooral voor 's lands voornaamste nijverheid, den landbouw; zij brengt den landbouwer dicht bij veld en markt; daardoor ook worden tijd en trekkracht uitgespaard en deze kunnen voordeelig worden aangewend ter hoeve en op het land.

De bestrating der wegen en de buurtspoorwegen deden als 't ware vele gemeenten herrijzen.

Deze verkeerswegen moeten nog uitgebreider worden, opdat het landelijk gedeelte en het stedelijk gedeelte des lands te zamen zouden vooruitgaan.

Verscheidene leden der afdeelingen en der middenafdeeling achtten het dringend noodig, den abonnementsprijs voor de telefoon, inzonderheid de kosten van aanleg daarvan op het platteland, te verlagen. Alles wat eene gemeente uit hare afzondering trekt en er het economische leven opwekt, is voordeel voor het land zoowel als voor haar zelf. 't Is evenals de macht der groote rivieren: het zijn de beken die deze uitmaken.

Niet onbelangrijk is het, te doen uitschijnen in welke verhoudingen de groote vervoermiddelen bijdragen tot onze economische beweging.

Invoer in 1906 :

Over zee, 10,076,600 ton, die eene waarde van 2,624 miljoen frank vertegenwoordigen;

Te lande en per spoorweg, 10,777,700 ton, ter waarde van 2,611 miljoen frank;

Langs vaarten en rivieren, 5,003,400 ton, waarde 493 miljoen.

Evenredig aandeel van de verschillende vervoermiddelen in den algemeenen invoerhandel in 1905 en 1906 :

	Hoeveelheden (kilog.)		WAARDE (frank)	
	1905	1906	1905	1906
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Invoer over zee	58.8	39 »	47.6	45.8
— te lande en per spoorweg	40.5	41.7	45.1	45.6
— langs vaarten en rivieren	21.2	19.5	9.5	8.6

Uitvoer in 1906 :

Over zee, 6,557,800 ton, waarde 2,255 miljoen frank;

Te lande en per spoorweg, 9,428,200 ton, waarde 2,236 miljoen frank,

Langs vaarten en rivieren, 5,188,800 ton, waarde 500 miljoen frank.

Evenredig aandeel van de verschillende vervoermiddelen in den algemeenen uitvoerhandel in de jaren 1905 en 1906 :

	Hoeveelheden (kilog.)		WAARDE (frank)	
	1905	1906	1905	1906
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Uitvoer over zee	51.1	51 »	41.5	44.2
— te lande en per spoorweg	43.4	44.5	42.6	44.2
— langs vaarten en rivieren	25.5	24.5	12.9	11.6

Dank zij 's lands toerusting, kan het meer voordeel trekken uit de economische stroomingen; dank daaraan, zal het de tegenstrooming kunnen weerstaan.

De toerusting is van rechtstreekschen invloed op den kostenden prijs, de hoofzaak bij de mededinging op de wereldmarkten. Daardoor is het land in staat goedkooper te werken, dat is; te werken met winst, terwijl anderen er aan toedragen, en de bedrijvigheid op nijverheidsgebied vol te houden, terwijl zij elders verslapt en ophoudt.

De uitbreiding van de economische toerusting dient voortgezet te worden, in welken toestand de financiële markt ook moge verkeerren.

Lange jaren werden de leeningen, die daartoe tot grondslag strekken, gesloten mits gunstige voorwaarden. Zoolang de rente boven pari stond,

ontving de Staat van den leener een hooger kapitaal dan de schuld die hij inschreef op het Grootboek.

Thans is het zeer ongunstig gesteld met de geldmarkt; het geld is buitengewoon duur.

Al de renten daalden aanzienlijk, zooals blijkt uit onderstaande tabel; ook blijkt daaruit dat de Belgische rente steeds den eersten rang bekleedt.

Stand van de voornaamste Europeesche renten 3 t. h. (18 November 1907).

3 t. h. Belgische, 2 ^e reeks	95.85	} (Na aftrek van het prorata van interest).
3 t. h. altijdurende Fransche	94.55	
3 t. h. Nederlandsche	87.35	
3 t. h. Duitsche	81.85	
3 t. h. Russische	63.30	

Doch de duurte van het geld kan, evenmin als de duurte der materialen, de Regeering ontslaan van de werken die 's lands economische macht versterken, want dan zou de toekomst in gevaar geraken.

Het beginsel zelf van leening wordt thans niet meer afgekeurd; moest men het afkeuren, dan zou men de toerusting afkeuren, die daardoor tot stand kan worden gebracht. Doch de Regeering moet er zorg voor dragen, de leening zooveel mogelijk vruchtbaar aan te wenden.

Om dat doel beter te bereiken, dient de sedert verscheidene jaren ingevoerde begrootingshervorming.

De eerste stap tot deze hervorming was het instellen van eene bepaalde buitengewone begrooting. Ontworpen door den achtbaren heer Graux, op practischen grondslag gevestigd door den achtbaren heer Beernaert, werd zij door den achtbaren graaf de Smet de Naeyer geregeld, wat betreft de bijzonderheden van hare werking.

Om de leening, voornaamste bron van de buitengewone begrooting, te beperken tot de economische toerusting, moest men op de gewone begrooting brengen, niet alleen den dienst der interesten en der regelmatige delging van 's Lands schuld, maar ook den last van instandhouding, vernieuwing en verbetering der toerusting. Daartoe strekken de nieuwe regelen van de begrootingscomptabiliteit betreffende de delging en de uitzonderlijke uitgaven. Zij werden andermaal gevolgd en zullen aan de gewone begrooting voor 1908 eene verhooging van 30,500,000 frank opleggen.

De algemeene toelichting bewijst, evenals in vorige jaren, dat de leening niet alleen billijk is, maar ook vruchten afwerpt. De geldelijke toestand van den Belgischen Staat blijkt duidelijk uit eene tabel, soort van balans die het debet en het tegoed vergelijkt, op zoodanige wijze gerangschikt dat de uitgaven van de Staatsbedrijven op nijverheidsgebied en van het domein tegenover de daartoe behorende ontvangsten staan.

Uit deze cijfers blijkt dat de uitgaven, die ook de interesten en de delging van 's Lands schuld bevatten, op 9 miljoen na zijn gedekt door de gewone ontvangsten. Deze leente wordt vanzelf aangevuld door de toenemende opbrengst der kapitalen die, besteed aan openbare werken, slechts vruchtdragend zijn nadat zij voltooid zijn. Zij zou overigens aangevuld zijn,

kon men in cijfers uitdrukken de onrechtstreeksche opbrengst van de uitgaven voor economische toerusting die van 1850 tot 1906 werden gedaan voor havens en kusten (fr. 246,229,817.41), voor vaarten en rivieren (fr. 339,313,787.89), voor wegen en bruggen (fr. 155,941,323.81).

't Is ons niet mogelijk, hier te vermelden wat de uitgaven om België te verrijken op het stuk van schilderachtigheid, kunst en geschiedenis, onrechtstreeks hebben opgebracht. Meer verheven beschouwingen geven daartoe aanleiding, doch zij zijn niettemin van recht- en onrechtstreekschen invloed op het economisch leven.

Wanneer men in een land woont, zoo leerrijk door zijne muscums en gebouwen, zoo aantrekkelijk door zijne afgewisselde landschappen, zijne rijke akkers, een weergaloos zeestrand, dan zijn niet alleen onze vaderlandsche trots, maar ook onze stoffelijke middelen in zijne waardeverhooging betrokken.

Reizen behoort niet meer tot de uitzonderingen, het is eene algemeene behoefte geworden, niet enkel voor de hoogere standen, maar ook voor de massa. Het beantwoordt aan de zucht naar onderricht evenals aan de behoefte aan uitspanning en zal steeds gelijken tred houden met den rijkdom en met de uitbreiding der vervoermiddelen.

Door toedoen van verscheidene maatschappijen, wedijveren alle landen dan ook om den stroom naar zich te trekken. Liet België zich voor zijne verfraaiingswerken leiden door billijke bezorgdheid om zijne waardigheid, met voldoening kan het vaststellen dat zijne zedelijke belangen overeenkomen met zijne stoffelijke.

Wat vandaag louter weeldewerk schijnt, kan morgen voorkomen als vooruitziende daad en vruchtbare belegging.

De stroom der reizigers, kunstminnaars, nieuwsgierigen, lediggangers, is van invloed op de algemeene beweging. Zijne uitwerking strekt zich uit zelfs tot den landbouw die vooruitgaat en zich vervormt naar het verbruik van weeldeartikelen.

Nadat in de algemeene toelichting is aangetoond dat de leening vruchtdragend is, wordt door eene tabel bewezen dat de buitengewone uitgaven, buiten die voor 's lands economische toerusting, werden gedekt door de jaarlijksche overschotten, die van 1895 tot 1906 fr. 96,068,179.69 bedragen; bijgevolg blijven zij vreemd aan de leening.

Zoo bereikt men het doel van de begrootingshervorming waarvan de regelen werden uiteengezet in vroegere toelichtingen en verslagen, en waarvan het beginsel voortaan boven alle bedijling schijnt te staan.

Inrichting van het muntwezen. Clearing house.

De geldcrisis, die zoo buitengewoon erg woedt in de Vereenigde Staten van Amerika, heeft de aandacht van verscheidene leden der Middenafdeeling gaande gemaakt.

Het behoort niet tot onze taak, hier te handelen over een vraagstuk dat door zijnen veelzijdigen en kieschen aard bijzondere bevoegdheid en grondige studie vergt.

Het zal volstaan er op te wijzen en de vraag te stellen of het voor België geene vingerwijzing is.

Het schijnt dat de omzet van nijverheidswaarden, met de opblazing van het maatschappelijk kapitaal, de « watering », eene der oorzaken is geweest van de geldcrisis in de Vereenigde Staten van Amerika. De schielijke daling der waarden bracht de deposito-banken in het nauw, die zich buiten de voorzichtigheidsgrenzen hadden gewaagd en bijgevolg in de onmogelijkheid verkeerden om de gevraagde terugbetalingen te doen; op die wijze werd de schrik onder het volk nog vergroot. Het wantrouwen veroorzaakte het wegstroomen van de klinkende munt en de waardevermindering van het papieren geld, in zooverre dat het moeilijk viel het arbeidsloon en het vervoer van goederen te betalen. Het economisch leven, geheel en al beïnvloed, werd daardoor volkomen verlamd.

Daar het geval zoo erg was, achtte de Bondsregeering het zich tot plicht, krachtdadig tusschenbeide te komen door de uitgifte van klinkende munt en ook, zoo verzekert men, van schatkistbons.

Dit was echter slechts een middel tot verzachting van de gevolgen eener kwaal die in den wortel zou moeten aangetast worden. En na de oorzaken van de crisis te hebben onderzocht, schenen de Amerikanen tot de overtuiging te komen, dat de Vereenigde Staten behoefte hebben aan eene federale hoofdbank, onder het bestuur en het toezicht van de regeering.

Zoo komt men tot de opvatting van onze Nationale Bank, een machtige regelaar van het krediet, die haar discontobedrag verhoogt of verlaagt volgens de economische toestanden en zodoende tracht het evenwicht te behouden tusschen de verbintenissen en de beschikbare middelen.

Hare grondregelen en het recht van den Staat om voordeel te trekken van de verrichting, matigen hare werking in zake van uitgifte van bankbiljetten en verhooging van het discontobedrag.

Toen er, ten gevolge van de Amerikaansche crisis, een ongewone vraag was naar gouden munt, klom de stand van het disconto aanmerkelijk en daardoor werd het in-kas gered. Al de banken gingen op dezelfde wijze te werk.

In België werd de toestand bemoeilijkt door den wissel.

De hooge wissel op Parijs was de oorzaak van den uitvoer onzer vijf frankstukken en gaf aanleiding tot de volgende verrichting :

Speculanten koopen in België vijf frankstukken op en wisselen die uit in Frankrijk tegen fransche bankbiljetten; in België verkoopen zij deze bankbiljetten met de winst van den wissel.

De Nationale Bank, verplicht onze vijf frankstukken uit Frankrijk te doen terugkomen, doet noodzakelijk eene schadelijke verrichting.

Om dezen bijzonderen toestand te verhelpen, zou men den wissel op Parijs moeten kunnen wijzigen, doch dit is in de macht noch van de Regeering noch van de Nationale Bank, maar wel in die van den economischen toestand. Indien onze uitvoer naar Frankrijk gelijkstaat met onzen invoer, indien onze schuldvordering op Frankrijk evenveel bedraagt als onze schuld, dan is de wissel normaal aan pari; indien de invoer meer bedraagt dan de

uitvoer, dan moet het verschil worden aangevuld door het zenden van geld of van waarden.

De Regeering tracht het kwaad te verzachten door het onrechtstreeksche middel, vermeld in het hieronder medegedeeld antwoord.

De Amerikaansche crisis, die zich uitte door geldschaarschte, heeft de aandacht andermaal gevestigd op het nut van de uitbreiding van ons muntwezen.

Het volstaat niet klinkende munt en papieren geld te bezitten, met den stoffelijken omloop daarvan moet men zoo omzichtig mogelijk te werk gaan.

Het stelsel van checks met de instellingen tot schuldvergelijking of « clearing houses » kan gewichtige diensten bewijzen. Hiervan mag gezegd worden dat het tijd en geld uitspaart; het vermeerdert de werkkraft der munt en geeft haar meer veerkraft.

Eene loopende rekening, geopend in eene kredietbank, wordt benuttigd door middel van checks die de schuldenaar in betaling geeft en die de bankiers van den schuldeiser inruilen.

De inning van deze wederzijdsche schuldvergelijking door de bankiers geschiedt bij schuldvergelijking, dat wil zeggen, enkel door geschrift.

In 1905 verhandelde het Londensche *clearing house*, door middel van dergelijke verrichtingen, 507 milliarden. De *clearing* te New-York verhandelde op die wijze 500 milliarden (1). Daaruit blijkt welke diensten dergelijke instellingen bewijzen, niet enkel aan de banken, maar ook aan de personen.

Betreffende deze verschillende zaken richtte de Middenafdeeling de volgende vraag tot de Regeering :

VRAAG.

« Wanneer het voorrecht der Nationale Bank werd behandeld, toonde de Regeering zich gunstig aan het denkbeeld van het *clearing house*?

» Werden er pogingen gedaan om dit denkbeeld te verwezenlijken, en » wat is het gevolg daarvan?

» Onderzoekt de Regeering niet door welke maatregelen men den uitvoer » of de gevolgen van den uitvoer van vijf frankstukken kan verminderen?

» Denkt zij er niet aan, meer pasmunt te slaan?

» Kan men berekenen welk verlies de Nationale Bank ondergaat door de » uitgevoerde stukken te doen inkomen? »

ANTWOORD.

« Reeds sedert eenigen tijd bestudeert de Nationale Bank de vraag- » stukken betreffende het tot stand brengen van eene instelling tot schuld- » vergelijking te Brussel; zij kwam in onderhandeling met onze voornaamste » kredietinrichtingen om deze instelling, een vooruitgang op financieel » gebied, tot stand te brengen.

» Het meerendeel van die inrichtingen stemden in met het ontwerp;

(1) A. DE FOVILLE, *La Monnaie*. Parijs, Victor Lecoffre, 1907.

» enkele trokken het zich niet aan of aarzelden. Toch is het te hopen dat
 » men dienaangaande zal overeenkomen : de zekerheid en de vereenvou-
 » diging der afrekeningen onder de bankiers zullen er veel bij winnen.

» De Regeering nam maatregelen om den uitvoer van munt te stremmen,
 » die wordt veroorzaakt door den voor Frankrijk voordeeligen wissel.

» Zoo zorgt het spoorwegbeheer er voor, dat er geen aanzienlijk vervoer
 » van geldstukken kan geschieden in den vorm van pakgoed. Ook het
 » Departement van Financiën en dat van Spoorwegen herinnerden aan
 » hunne rekenplichtigen dat zij, buiten den gewonen dienst aan hunne
 » winketten, geene munt voor het publiek mogen uitwisselen.

» Harerzijds tracht de Belgische Nationale Bank, voor zooveel het
 » mogelijk is, den uitvoer van munt te keer te gaan.

» Sedert verscheidene maanden deed de Regeering stappen tot verhoog-
 » ging van de bijdrage van pasmunt, te leveren door elk land dat bij de
 » muntovereenkomst is aangesloten.

» Toetredende tot het beginsel der verhooging, heeft Frankrijk aan de
 » landen van de Latijnsche Unie een ontwerp van nieuwe overeenkomst
 » onderworpen, waarover zij thans beraadslagen.

» De Nationale Bank van België, die inzonderheid is belast met de rege-
 » ling van den geldomloop, draagt lasten die jaarlijks honderdduizenden
 » frank belooopen, om zich in Frankrijk de vijf frankstukken aan te schaffen
 » welke zij noodig heeft om gestadig hare bankbiljetten te kunnen omzetten.»

Op verzoek van een lid, werd ook de volgende vraag gericht tot de Regeering :

VRAAG.

« Handel en nijverheid ondergaan den invloed van de crises, die zich in andere landen voordeden en de Nationale Bank hebben aangezet om het discontobedrag achtereenvolgens te verhoogen. De Regeering heeft zich ongetwijfeld bezig gehouden met dien toestand. Welke maatregelen denkt zij te nemen om de gevolgen van dergelijken invloed te keer te gaan of te verzachten ? »

ANTWOORD.

« Aan de noodzakelijkheid om het bedrag van haar disconto te regelen naar de aanduidingen van de groote buitenlandsche inrichtingen van uitgifte, kan de Nationale Bank zich niet onttrekken zonder zich bloot te stellen aan eene onvermijdelijke uitwijking van de kapitalen die zij ter beschikking van 's lands handel moet houden. Tot hiertoe vind men geen ander doelmatig middel dan de verhooging van het disconto, om de banken van uitgifte te beschermen tegen het wegstroomen der kapitalen, veroorzaakt door den zwaren interest buitenslands.

» Voor handel en nijverheid zijn de gevolgen van het verhoogen van het disconto voorzeker te betreuren ; ook neemt het bestuur der Bank daaromtrent dan alleen eene beslissing wanneer zij verzekerd is dat de maatregel onvermijdelijk is.

» En deze beslissing is des te meer onafhankelijk, daar er hoegenaamd

geen winstbezag mede bedoeld wordt : de Nationale Bank heeft er geen eigen belang bij, dat het disconto verhoogt, vermits, naar luid van artikel 7^{bis} van hare keure, « de winst, die voor haar wordt opgeleverd door » het verschil tusschen den interest van 5 1/2 t. h. en den discontovoet, den » Staat wordt toegekend ».

» Ik ken geen enkel middel om de gevolgen, welke het hoog bedrag van het disconto medebrengt voor de klanten der Bank, te keer te gaan of te verzachten. Dit punt werd breedvoerig behandeld tijdens de beraadslaging over de wet tot verlenging van het voorrecht der Nationale Bank, en ik kan enkel verwijzen naar wat de verslaggever over het ontwerp en ik zelf zegden in den loop van die beraadslaging.

» Het is een edelmoedig en verleidend denkbeeld, België, een land van grooten internationalen handel, te vrijwaren tegen de gevolgen van de economische crises die de wereld verstoren; maar, jammer! het kan niet verwezenlijkt worden. »

Alcohol.

De belasting op sterke dranken gaat dit jaar nogmaals achteruit; dat is eene zegepraal op de drankzucht.

In de algemeene toelichting bewijst de Regeering door eene tabel dat het verbruik van sterke dranken afneemt. In 1904 bedroeg het 5 lit. 94 per hoofd; in 1903 daalt het tot 5 lit. 78, in 1906 tot 5 lit. 76 en in 1907 tot 5 lit. 61 (behoudens, bij voorkomend geval, eene lichte terechtwijzing).-

Deze schommeling staat in nauw verband met de verhooging van het accijnsrecht. Na elke verhooging van het recht werd er minder alcohol gedronken, doch over 't algemeen volgde steeds eene vermeerdering op de vermindering, tenzij in de laatste jaren.

Van 1890 tot 1893 stijgt het verbruik van drinkbare alcohol geleidelijk van 594,219 hectol. tot 677,225 hectol.

In 1896, nadat bij de wet van 17 Juni 1896 (art. 5) het recht was verhoogd tot 1 frank, daalde het tot 589,085 —

Het neemt langzamerhand toe en bereikt in 1901 670,025 —

Na eene vermindering in 1902, daalt het in 1903 tot 570,099 —
doordat het recht werd gebracht van 1 frank tot 1 fr. 50
(wet van 18 Februari 1903, art. 4).

In 1904 doet zich nog eene lichte vermeerdering voor. 413,260 —
doch dit is het stilstandpunt.

In 1905 bedraagt het verbruik nog slechts 406,833 —

In 1906 » » » » 409,181 —

In 1907 (8 maanden) » » » » 267,316 —

Deze stilstand is des te meer kenmerkend, daar hij ontstaat onder omstandigheden die gewoonlijk eene vermeerdering teweegbrengen. Immers, de bevolking groeit gaandeweg aan en het toenemen van den welstand vergemakkelijkt voortdurend de uitgaven van weelde.

Het schijnt niet te kunnen betwijfeld worden dat de gewone uitwerking

van deze oorzaken van verbruik verzwakt is door een nieuwen invloed, den zedelijken invloed van het antialcoholisme.

De gewoonte werd tegengewerkt door de prijsverhooging en door de vermindering van het getal slijterijen, wat de gelegenheid tot drinken verminderd heeft. De gewoonte wordt ten slotte gewijzigd.

Er wordt minder alcohol gedronken en dit blijft voortduren. Deze algemeene waarneming berust op stellige feiten, als daar zijn het verkleinen van de glaasjes, het ruimer aanwateren en... de algemeene klachten der slijters!

Er zijn overigens verscheidene verschijnsels die het afnemen van het alcoholisme ten deele verklaren.

Zooals wij zegden in het verslag over de begroting van 's Lands Middelen voor 1907, nam het verbruik van bier gestadig toe : van 1.78 hectoliter per inwoner in 1890, steeg het in 1904 tot 2.22, in 1905 tot 2.27 en in 1906 tot 2.34 hectoliter (1).

Dat is eene afleiding; doch voor de steeds toenemende geldmiddelen der bevolking wordt naar een verstandiger gebruik uitgezien.

Het verslag van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas over 1906 licht ons daarover in door eene betekenissenvolle tabel (2).

De gespaarde kapitalen, aan deze instelling toevertrouwd, bedragen 1,204 millioen, waarvan 842 millioen ingeschreven op spaarboekjes en 392 millioen op renteboekjes. Het getal spaarboekjes verdubbelde in tien jaren en het getal aangeslotenen bij de Spaar- en Verzekeringsskassen verdubbelde schier in vijf jaren.

Laten wij bij deze kapitalen voegen de aanzienlijke sommen welke de kleinere en grootere spaarmaatschappijen jaarlijks bijeenbrengen, hetzij voor het aankopen van obligatiën of loten van steden, hetzij voor het oprichten van kleine fondsen met een bepaald doel.

Voegen wij erbij de 11 millioen spaargeld, gestort in samenwerkende maatschappijen voor landbouwkrediet, en de 3 millioen leeningen, door deze

(1) Bier bevat doorgaans slechts 5 tot 5 1/2 t. h. alcohol, hetzij 6 tot 7 t. h. alcohol van 50 graden.

(2)

	A. SPAARKAS.					B. LIJFRENTESKAS.		C. VERZEKERINGSKAS.	
	Geldt bestaande op spaarboekjes.	Bedrag der inlagen op boekjes (in millioenen).	Gehoel bedrag der gestorte sommen (in millioenen).	Nominiaal bedrag der inlagen op boekjes der Belgische rente (in millioenen).	Voorschotten aan maatschappijen voor werkcassavoningen en landbouwkrediet (in millioenen).	Nabijkomend aantal aangeslotenen.	Fonds der renten (in millioenen).	Aantal verzekenden.	Verzekeringssommen (in millioenen).
31 December 1896.	1,238,601	481	495	128	15	39,000	17.0	5,028	1.50
31 December 1901.	1,862,829	735	753	201	45	430,000	39.0	16,180	8.00
31 December 1906.	2,449,710	812	835	392	67	858,000	100.0	20,269	12.11

aan hare leden gedaan, leeningen die op korten termijn moeten terugbetaald worden en op die wijze verplichte spaarsommen worden (1).

Voegen wij erbij de millioenen vertegenwoordigd door de 36,300 huizen, waarvan werklieden eigenaars zijn geworden door het toedoen van de maatschappijen voor werkmanswoningen, huizen die, tegen een gemiddeld bedrag van 4,000 frank, 148,200,000 frank zouden vertegenwoordigen, grootendeels bijeengebracht door hetgeen werd gespaard of thans nog wordt gespaard.

Voegen wij erbij het sparen, opgelegd door de ziekenkassen; de erkende maatschappijen alleen tellen meer dan 500,000 leden.

Voegen wij erbij de uitgaven die voor gevolg hebben de levenswijze merklijk te verbeteren, wat betreft de voeding evenals de uitspanning en het vermaak buiten het drankhuis.

Al deze beleggingen verkleinen het aandeel van den alcohol in de gewoonten des volks.

In België is er dus iets veranderd. De alcohol wordt ter zijde gesteld; het vroeger zoo dreigend alcoholisme wijkt terug en maakt plaats voor voorzorg.

Om te oordeelen over de waarde van dezen vooruitgang, zal het volstaan in aanmerking te nemen dat het alcoholisme de zedelijke en lichamelijke krachten van een volk doodt, terwijl voorzorg ze steunt en opbeurt.

Verminderen dus de geldmiddelen der Regeering door minder verbruik van alcohol, zij mag zich daarover verheugen, omdat met de zedelijke en lichamelijke kracht van den voortbrenger, 's lands economische macht vermeerderd.

Enkele leden hebben de werkelijkheid van den vooruitgang in twijfel getrokken; zij vreezen dat het verbruik van alcohol slechts in schijn vermindert; de geheime voortbrenging zou de leemte van de aangegeven voortbrenging aanvullen.

Ongetwijfeld laat het bedrog zich niet onbetuigd; het wordt aangeprikkeld door de verhooging van het accijnsrecht en naar evenredigheid van deze verhooging.

Doch, om de aangegeven hoeveelheid ernstig te beïnvloeden, moet de niet aangegeven alcohol niet alleen worden vervaardigd, — dat is betrekkelijk gemakkelijk, — maar ook verkocht, en dat is veel moeilijker.

De volgende vraag werd tot de Regeering gericht; wij nemen ze op met het antwoord en doen tevens aanmerken dat na aftrek van den in de nijverheid verbruikten alcohol, de vervaardigde hoeveelheid verminderde.

VRAAG.

« Leden van de Middenafdeeling meenen dat er gestadig meer alcohol wordt voortgebracht, zonder dat daarvoor rechten worden betaald; de

(1) Wij vermelden niet de verrichtingen der landbouwkantoren, die van minder belang zijn voor geringe lieden en waarvan de voorschotten van 19 millioen gedekt zijn door reeds gevormde waarden.

niet toeneming van de aangegeven voortbrenging zou daardoor wordt uitgelegd.

» Deelt de Regeering die meening? Waarop steunt zij de hare? »

ANTWOORD.

« Ten onrechte wordt er gezegd dat de aangegeven vervaardiging van alcohol niet toeneemt. Zij steeg van 618,726 hectoliter in 1905 tot 636,505 hectoliter in 1906 en zal 659,227 hectoliter bereiken in 1907, naar de uitkomsten die voor de eerste acht maanden werden vastgesteld.

» In deze cijfers zijn begrepen de hoeveelheden, in de nijverheid verbruikt: zij bedragen 96,538 hectoliter in 1905, 112,297 hectoliter in 1906 en 167,310 hectoliter in 1907 (het laatste cijfer is een nabijkomend cijfer).

» De vermindering van alcoholverbruik als drank, door de statistiek aangegeven, kan niet worden toegeschreven aan vervaardiging met ontduiking van rechten. Buiten de strenge voorzorgsmaatregelen, in de wet en in de koninklijke besluiten op de stokerijen opgenomen, werden onlangs, met het doel bedrog te voorkomen, nog andere maatregelen genomen voor het bewaken van de stokerijen en van de likeurfabrieken alsmede van de verichtingen om den alcohol onbruikbaar te maken. »

In verscheidene afdelingen werd gevraagd dat het vergunningsrecht zou worden afgeschaft.

Wijziging van de belastingen.

Ieder jaar komt de verbetering van het belastingstelsel ter sprake bij de behandeling der begrooting van 's Lands Middelen. Dit is gemakkelijk te begrijpen: de belasting is een last die, ten gevolge van de veelzijdige en veranderende maatschappelijke toestanden, bezwaarlijk kan worden ingedeeld op volkomen rechtvaardige wijze.

Er werd gesproken van eene grondige herziening door middel van de belasting op het inkomen; doch theoretische opvattingen volstaan niet; er dient onderzocht te worden of zij toepasselijk zijn op de zoo verschillende zeden der volkeren. Daarin ligt zooveel onvoorziens, dat het vaak beter is, van vernielende, doortastende maatregelen af te zien en het bestaande belastingstelsel zooveel mogelijk te verbeteren.

Voor België is deze gedragsregel des te beter gerechtvaardigd daar, zooals de economisten bekennen, de belasting er gering is en bijdraagt om er het leven goedkoop te houden (1).

Derhalve achten wij het niet raadzaam hier andermaal het stelsel van belasting op het inkomen te onderzoeken. Overigens, het zou beter kunnen beoordeeld worden, wanneer men staat tegenover duidelijke voorstellen.

(1) C. COLSON, *Cours d'économie politique*. Paris, Gauthier, 1905, bl. 417.

Herziening van het kadastraal inkomen.

In de afdeelingen werd er gehandeld over de herziening van het kadastraal inkomen.

Verleden jaar werd op eene vraag van de Middenafdeeling door de Regeering geantwoord dat de verrichtingen voor de herziening van het kadastraal inkomen, die uitsluitend voor de gebouwde eigendommen geldt, zijn afgegaan, behalve voor de fabrieken en werkplaatsen; 't ware redelijk noch billijk — voegde zij er bij — de grondbelasting slechts gedeeltelijk te wijzigen voor eene bepaalde klasse van grondeigendommen (1).

Zij heeft ook aangetoond dat uit de herziening van het kadastraal inkomen, in 1867, is gebleken dat de onroerende eigendommen eene aanzienlijk hoogere waarde hebben bekomen.

Vóór 1867 bedroeg het kadastraal inkomen van de niet gebouwde eigendommen	fr. 110,682,268.95
en dit van de gebouwde eigendommen	58,504,028.20
Na 1867 bedroeg het kadastraal inkomen van de niet gebouwde eigendommen	fr. 188,475,344.16
en dit van de gebouwde eigendommen	283,745,905.22
Het geheel bedrag van het belastbaar kadastraal inkomen vóór 1867, was	fr. 168,986,297 15
Na 1867 was het	283,745,905 16

De grondbelasting werd in 1868 derwijze berekend dat, niettegenstaande het verhoogen van het belastbaar kadastraal inkomen, de opbrengst van de belasting nagenoeg onveranderd bleef. Vóór 1867 bedroeg die opbrengst fr. 18,886,292.22, en na 1867, fr. 18,909,283.66.

In den huidigen toestand rijzen hevige klachten op betreffende de grondbelasting op de weilanden. Over 't algemeen is de waarde daarvan zoo verminderd dat de belasting nagenoeg de inkomsten opslorpt. Het ware dringend noodig, dat onrecht te doen ophouden.

Onderstaande antwoord van de Regeering op de vraag der Middenafdeeling doet verhoplen dat de belastingschuldigen in staat zullen gesteld worden, bedoeld onrecht te doen verdwijnen door het invoeren van eene voortdurende herziening van het kadastraal inkomen. Men zal eenparig wenschen dat de hervorming zonder uitstel worde tot stand gebracht.

VRAAG.

« Door leden wordt gevraagd welke de inzichten zijn van de Regeering betreffende de herziening van het kadastraal inkomen? Wanneer zal het werk voltrokken zijn? Wanneer zal men de uitkomsten ervan toepassen? »

ANTWOORD.

« Wat aangaat de gebouwde eigendommen, moet nog worden overgegaan tot de perceelsgewijze schatting van fabrieken en werkplaatsen.

» De Regeering doet onderzoeken :

(1) Verslag over de Begroting van 's Lands Middelen voor 1907. Stuk n^o 20, blz. 59.

» 1^o Of het mogelijk is, niet over te gaan tot die langdurige en hoogst moeilijke schattingen ;

» 2^o Of de kadastrale schattingen van de niet gebouwde eigendommen niet voortdurend kunnen herzien worden op verzoek hetzij van de belanghebbenden, hetzij van het bestuur. »

Vermindering van de registratie- en overschrijvingsrechten voor den aankoop van geringe eigendommen.

De wet van 9 April 1889 op de werkmanswoningen, ingediend door den achtbaren heer Becrnaert, en die van 21 Mei 1897 op de geringe landelijke eigendommen, uitgaande van den achtbaren heer graaf de Smet de Naeyer, hebben aanzienlijke diensten bewezen en hadden de eer nagevolgd te worden door de wetgevers in andere landen.

Uit den bijval zelf dier wetten is echter gebleken dat zij binnen al te enge grenzen besloten zijn. Klein-burgerij, landbouwers, bedienden zijn geen werklieden in den eigenlijken zin van dit woord ; niettemin verdienen hunne pogingen om eigenaar te worden van eene woning of van eene kleine hoeve, om hun bestaan vaster te maken en een graad hooger te klimmen in de wereld, ondersteund en aangemoedigd te worden.

Het wetsontwerp, ter vergadering van 12 Februari 1903 door den achtbaren graaf de Smet de Naeyer ingediend en op 24 Februari 1904 aangevuld, kent vermindering van rechten toe voor elken aankoop van een onroerend goed beneden 10,000 frank en begunstigt door verschillende middelen het tot stand brengen van den geringen eigendom.

Over het ontwerp werd verslag uitgebracht en daarop volgde de behandeling ; doch op het voorstel van de Regeering, werd het gedeelte betreffende de rechten op de akten van deeling, de veilingen, enz., door de Kamer daarvan afgescheiden ; dat gedeelte is de wet van 15 Mei 1905 geworden. Al de andere bepalingen werden voorbehouden.

Met ongeduld worden de behandeling en de aanneming van bedoelde bepalingen, inzonderheid van die welke vermindering verleent van de rechten op den aankoop van geringe eigendommen, verwacht door al wie bijdroeg tot het toepassen van de wetten van 1889 en van 1897.

Al de congressen, zoo nationale als internationale, die er zich mede bezighielden, laten hunne instemming met het ontwerp blijken.

De Middenafdeeling, die de begrooting van 's Lands Middelen voor 1906 onderzocht, vestigde daarop de aandacht van de Regeering, en de Middenafdeeling die de begrooting van 's Lands Middelen voor dit jaar onderzocht, lokte het volgend antwoord uit :

« De Regeering is vanzins te vragen dat bedoeld wetsontwerp opnieuw in de Kamer aan de orde worde gebracht, zoodra de omstandigheden haar zullen veroorloven zich daarmede bezig te houden. »

Het wetsontwerp werd opnieuw aan de orde gebracht en het achtbaar hoofd van het Kabinet, graaf de Smet de Naeyer, diende amendementen in.

Dit jaar werd in de Kamer het ontwerp nogmaals aan de orde gebracht ; doch de hoop om het te zien behandelen hangt veel af van de houding welke de Regeering zal aannemen.

De huidige Middenafdeeling stelde op hare beurt eene vraag waarop zij het genoegen had, het volgend uiterst gunstig antwoord te bekomen.

VRAAG.

« Stelt de Regeering zich niet voor, de Kamer te verzoeken het wetsontwerp tot vermindering der registratie- en overschrijvingsrechten ten bate van de geringe eigendommen, te willen behandelen gedurende dit zittingsjaar? ».

ANTWOORD.

« Het zou de Regeering genoegen doen, dat de Kamers zich met dat ontwerp bezighielden gedurende het loopende zittingsjaar. »

De Regeering zou de taak der Kamer lichter maken door het onverwijld indienen van de amendementen die zij vanzins mocht zijn daarop in te dienen; ongetwijfeld zouden de behandeling en de stemming daardoor bespoedigd worden.

Het vraagstuk van den geringen landelijken eigendom, dat, dank zij de voorgestelde grens van 10,000 frank, gedeeltelijk is opgelost in het wetsontwerp, wordt steeds meer gewichtig.

De oplossing ervan wordt spoedvereischend. Zij is nauw verbonden met het behouden van de landelijke bevolking en met den vooruitgang op landbouwgebied.

België is, zooals wij het zegden, het land met de dichtste landelijke bevolking en waarschijnlijk daaraan hebben niet alleen onze landbouw, maar ook onze nijverheid hunne buitengewone uitbreiding te danken.

Dank aan den overvloedigen en krachtigen handenarbeid werd de zandgrond van een groot gedeelte van Vlaanderen herschapen in moeshof, en het is deze voorraad van gezonde en kloeke landelijke bevolking, welke steeds meer aan de nijverheid de arbeiders levert, die er uit hoofde van haren bloei noodig zijn.

Moest de landelijke bevolking vervallen, dan zou niet alleen de voortbrengingskracht van den grond — kracht die het gevolg is van den arbeid der landbouwers — afnemen, dan zou tevens aan de nijverheid de vruchtbare bron harer arbeiders worden ontnomen.

In de gewesten met gemiddelde en groote teelt, wordt de toestand erg. De arbeiders ontbreken voor de hoeven, in zulke mate dat de melknijverheid zich niet meer uitbreidt.

Het doelmatigste middel om een arbeider op den buiten te houden, is dit : men geve hem de hoop dat hij eens eigenaar worden zal van zijne kleine landbouwonderneming. Voor hem is dit het ideaal, en dat ideaal kan worden bereikt, indien de fiskale wetten de hinderpalen uit den weg ruimen en indien de kredietvereeningen het noodige geld verschieten.

In Denemarken werden aanzienlijke uitslagen bekomen; Engeland zet zijne proefnemingen met welslagen voort; en op grond van de in België waargenomen feiten kan men bevestigen dat, onder al de nijverheidstakken, diegene waardoor een arbeider het gemakkelijkst hooger klimmen kan en zich een onafhankelijk bestaan verzekeren, de landbouw is.

Het aangroeien van het getal landelijke eigenaars is insgelijks onontbeerlijk voor den overgang van den landbouw naar den hofbouw.

Zoolang de natuurlijke voortbrenging van den grond de voornaamste bron van bestaan is voor den landbouw, levert het eigendomstelsel minder belang op; men laat de natuur begaan en men bepaalt zich bij het inzamelen van wat zij voortbrengt; doch, wanneer men wenscht dat het landbouwbedrijf zich toelegge op intensieve cultuurwijzen die alleen bestaanbaar zijn met eene dichte bevolking, dan is het noodig, het aankopen van den grond door den bebouwer aan te moedigen.

Naarmate de cultuur vordert en naar de moesteelt overgaat, wordt de grond, als zoodanig, van minder belang; de opbrengst ervan hangt af van den arbeid en van de meststoffen die men erin steekt. Dat stelt men dadelijk vast in den hofbouw waarbij een aangebrachte grond wordt gebruikt, namelijk de mestaarde die men boven op den natuurlijke grond legt. Men bemerkt het minder, wanneer het wijzen van min gevorderde bebouwing geldt; het is niettemin werkelijk gebleken dat de overvloedige meststoffen en de krachtige arbeid elken grond, die in bedrijf wordt genomen door moeskruidbouwers, zoo diep beïnvloeden en in zulke mate verbeteren dat hij bijna een andere grond wordt.

Welnu, de teelt van rechtstreeks verbruikte vruchten, groenten en ooft, neemt steeds meer de plaats in van de graanteelt, naarmate de nijverheidscentrums aangroeien en het getal alsmede het verbruiksvermogen der koopers toenemen.

Om beter te kunnen leven moeten de gezinnen er zich op toeleggen, steeds meer te doen voortbrengen door de soms zeer geringe ondernemingen.

Het schijnt dat men zonder moeite een krachtigen stoot zou kunnen geven om de hofteelt en de moesteelt te doen aangroeien. De landbouwverenigingen houden er zich mee bezig en vragen dat de Regeering doelmatiger medewerke.

In Engeland en in de Vereenigde Staten zijn centrums van moesteelt tot stand gekomen, niet zoo traag als wanneer alleen het voorbeeld van den nabuur daartoe bijdraagt, maar met de snelheid die het gevolg is van de aanmoedigingen en de medewerking der bevoegde openbare diensten.

*Wet van 15 Mei 1905 tot wijziging van de registratierechten
op de akten van deeling.*

Deze wet, die de vroegere registratie- en overschrijvingsrechten, namelijk het recht van opleg van fr. 5.50, vervangt door het eens voor al bepaald recht van 25 centiemen ten honderd op het verdeelde actief, heeft de deelingen merkkelijk gemakkelijker gemaakt, vooral ten bate van de geringe gemeenschappen.

Uit onderstaande antwoord van de Regeering blijkt dat zij de belastingsschuldigen ontlast heeft; en het kan niet worden betwist dat het de minderen, de arbeiders zijn, die er het meeste voordeel bij vonden. Door de wet wordt aldus de belasting rechtvaardiger omgeslagen.

Het tweede antwoord der Regeering schenkt niet ten volle voldoening aan den wensch om het tarief der wet van 15 Mei 1905 toe te passen op de openbare veilingen van onverdeelde roerende goederen. Het laat echter de hoop bestaan op eene gunstige oplossing na afloop van de werkzaamheden der Bijzondere Commissie.

De Regeering diende niet te wachten naar het voorstel der Commissie. Kan zij niet afzien van niet te betwisten rechten, dan toch is zij bevoegd om de twijfelachtige teksten te verklaren. Het is altijd pijnlijk, den fiskus vervolgelingen te zien instellen om rechten te innen, waarover twijfel bestaat en die schijnen bestemd te zijn om te verdwijnen.

VRAAG.

« Kan de Regeering doen kennen welke de geldelijke uitkomsten zijn van de wet van 15 Mei 1905? »

« Het ware belanghebbend, de opbrengst van het nieuwe recht te vergelijken met die van het recht onder het vroegere stelsel. »

ANTWOORD.

« De rechten, geheven overeenkomstig de wet van 15 Mei 1905, bedroegen, voor het jaar 1906, te zamen fr. 1,135,650.40.

» Uit eene statistiek opgemaakt voor het jaar 1896, blijkt dat de evenredige rechten op de akten van deeling en op de gelijkwaardige akten bedroegen :

» De registratierechten	fr.	1,100,255	»
» De overschrijvingsrechten		204,781	»
» Te zamen.		fr.	1,305,036

» Op grond van de toeneming der registratie- en overschrijvingsrechten gedurende de laatste tien jaar — iet meer dan 50 t. h. — zou het vroeger tarief, toegepast voor het jaar 1906, nagenoeg hebben opgebracht fr. 2,000,000 »

» Daar de rechten, krachtens het nieuw tarief geheven, slechts opbrachten fr. 1,135,650 »

» Zoo mag men het bedrag van de mindere ontvangsten ramen op nagenoeg. fr. 864,350 »

VRAAG.

« In eene der afdeelingen werd de wensch uitgedrukt dat het tarief, bepaald door de wet van 15 Mei 1905, worde toegepast op de veilingen van roerende goederen, tot eene gemeenschap behoorende, wanneer roerende goederen geheel of gedeeltelijk worden toegewezen aan medeverkoopters.

» Welke zijn hierover de inzichten van de Regeering? »

ANTWOORD.

« Bij koninklijk besluit van 24 Januari 1907 werd eene Commissie ingesteld met last de herziening der wetten op registratie-, zegel-, griffie-, hypotheek- en erfenisrecht voor te bereiden.

» Tot de werkzaamheden dezer Commissie behoort natuurlijk het onderzoek van de uitgedrukte wenschen betreffende zaken als die waarvan in de vraag sprake is.

» De Commissie zet hare taak ijverig voort; de Regeering acht dat, alvorens zich bezig te houden met wijzigingen in afzonderlijke teksten van de bestaande wetten, er dient te worden gewacht tot dat de Commissie hare taak heeft voleindigd. »

Invoerrechten op vee.

Een lid voerde bezwaren aan tegen de invoerrechten op het vee.

De achtbare Ministers van Landbouw, baron van der Bruggen en de heer Helleputte, alsmede andere Kamerleden, braken den staf over die bezwaren ter vergaderingen van 9 Juni 1903 en 30 Juli 1907.

Men is er gemakkelijk toe gedreven, elken opslag ten laste van de invoerrechten te leggen en te spreken van landbouwbescherming die het volk uithongert.

Werkelijk is echter de landbouw het minst beschermd onder al onze nijverheidstakken. Bij uitzondering wordt een landbouwvoortbrengsel beschermd, terwijl de bescherming van de nijverheidsvoortbrengselen een stelregel is.

Tot staving daarvan volstaat een bogslog op de statistiek van den bijzonderen handel.

In 1906 werd nagenoeg voor een half milliard graan, waaronder hoofdzakelijk tarwe, ingevoerd met vrijstelling van rechten.

Bijzondere handel. Invoer, gedurende het jaar 1906, met vrijstelling van rechten.

Tarwe.	fr. 314,279,414
Spelt en masteluin	121,698
Rogge	11,263,116
Wintergerst en zomergerst	57,944,891
Turksche tarwe.	61,317,207
Boekweit	1,131,327
Ongepelde rijst	9,108,754
Gepelde rijst.	8,616,582
Geheel bedrag.	463,782,985

Het meerendeel van de onrechtstreeksche grondvoortbrengselen worden ook met vrijstelling van rechten ingevoerd. Dat is het geval voor al wat meer rechtstreeks de volkseetwaren betreft, voor de niet opgegeven vleeschsoorten : hespen, gezouten of gerookte koeitong, verduurzaamd vleesch, spek, onbewerkt smeer en allerhande vet, paarden, varkens en enkel gekookt, gerookt of gezouten vleesch.

In 1901 werd voor 57 millioen frank vleesch en vet ingevoerd met vrijstelling van rechten.

Er werden 9,904,000 kilog. eieren ingevoerd insgelijks met vrijstelling van rechten (1).

(1 Vergadering van 9 Juni 1903.

De rechten op levend vee zijn uiterst gering.

Deze rechten zijn de volgende :

Stieren en jonge stieren,	4 frank per 100 kilo, levend gewogen.
Koeien en vaarzen,	3 " " "
Ossen en jonge ossen,	5 " " "
Schapen,	2 frank per stuk.
Varkens, vrij van rechten.	

Het is belangwekkend vooreerst deze rechten te vergelijken met die welke worden geheven in Frankrijk en in Duitschland.

In Nederland worden geen rechten geheven ; dat land heeft echter, sedert 1869, nagenoeg op bestendige wijze, elken invoer van levende dieren verboden, en Engeland laat dien invoer maar toe, mits de dieren bestemd zijn om onmiddellijk geslacht te worden.

Rechten geheven in Frankrijk.

Ossen, koeien, stieren,	20 frank per 100 kilo, levend gewogen.
Kalveren,	25 " " "
Schapen en lammeren,	25 " " "

Rechten geheven in Duitschland.

Rundvee en schapen,	10 frank per 100 kilo, levend gewogen.
Varkens,	11 " " "

Door de vergelijking van deze verschillende rechten stelt men zonder moeite vast dat de rechten, in België geheven, geen verbodsrechten zijn, zooals die in Frankrijk, en merkelyk lager zijn dan de rechten in Duitschland.

Varkens worden in België ingevoerd met vrijstelling van rechten.

De andere voedingswaren, die nagenoeg allen door den landbouw worden voortgebracht, worden over 't algemeen ingevoerd met vrijstelling van rechten ; en dat is ook grootelyks de reden waarom het leven in België goedkooper is dan overal elders.

In 1903 deelden wij eene vergelijkende tabel mede van hetgeen het leven kost in de bijzonderste hoofdsteden. Men steunde daarin op den buitengewonen prijs van 3 frank voor het vleesch, verkocht te Brussel ; en men berekende wat het dagelyksch rantsoen van den soldaat, dat een volledig rantsoen is, kost.

Voor den prijs van dit rantsoen komen de hoofdsteden in de volgende orde : Brussel, fr. 1.26 ; New-York, fr. 1.42 ; Berlijn, fr. 1.46 ; Londen, fr. 1.47 ; Rome, fr. 1.49 ; Parijs, fr. 1.52 ; Weenen, fr. 1.78 ; Madrid, fr. 1.84.

Brussel spaant dus de kroon, wat den goedkoop aangaat.

Zijn de prijzen gestegen, dan geldt het een algemeen verschijnsel dat in alle landen en algemeen in alle nijverheidstakken wordt waargenomen.

Men hoeft enkel de tabellen te raadplegen, die werden medegedeeld door den achtbaren Minister van Landbouw (1).

Wanneer men het geringe aandeel bekibbelt, door ons tolstelsel in zake van bescherming toegekend aan den landbouw, dan schijnt men te denken dat de landbouwer zelf ongevoelig is voor den opslag, die zich voordoet voor alle waren, alsof hij noch brandstof, noch kleederen, noch gereedschap noodig had.

Evenals elke voortbrenger is hij in zijne eigene voortbrengselen en in zijn eigen bestaan getroffen door den algemeenen opslag.

Als de prijs van het graan, van de lijnkoeken, van de meststoffen stijgt, dan is hij blootgesteld aan verlies; men moet niet veel betrekkingen hebben met den landbouw om te weten dat voor den landbouwer het mesten van het vee heel dikwijls op verlies uitloopt.

De geringe rechten, die de landbouwvoortbrengselen beschermen in hunne volmaakste vervormingen, namelijk de boter en het vleesch, hebben het doel bereikt, dat door ons tolstelsel werd beoogd. Zij hebben 's lands arbeid aangemoedigd met de hoop om de vreemde mededinging in de ruimste mate te vervangen door de inlandsche mededinging; groeit de inlandsche voortbrenging aan, dan vermindert of vernietigt zij de gevolgen van de beschermende rechten, die tot opslag leiden.

De jaarlijksche landbouwopnemingen, waarin de stuks vee, behoorende tot de hoeven met minder dan een hectare, niet voorkomen, leverden sedert 1900 de volgende cijfers op, wat aangaat het getal stuks vee :

1900	1,657,494
1901	1,646,320
1902	1,646,556
1903	1,720,150
1904	1,782,290
1905	1,788,328
1906	1,779,678

Alhoewel deze toeneming van 7 1/2 t. h. binnen een tijd van zeven jaar onvoldoende is, dan toch is zij niet te misprijzen.

Zij beïnvloedt den prijs van het vleesch meer dan het invoerrecht.

België zelf levert nagenoeg al het slachtvee. Op 789,000 stuks vee geslacht in 1906, kwamen er enkel 60,000 stuks uit het buitenland.

Moest de voortbrenging van vleesch en van boter in België vervallen, dan zou de landbouw een doodslag krijgen.

Al de landbouwvoortbrengselen doorworstelden een tijdperk van afslag, waardoor het moeilijk viel den landelijken arbeid te vergelden. In 1900 daalt de tarwe tot fr. 16.23, in plaats van fr. 28.56 in 1880. De aardappelen dalen tot fr. 5.81, in plaats van fr. 10.35 in 1880.

In dezen pijnlijken toestand zou de landbouw ten onder zijn gegaan, indien hij zich niet met een buitengewone vlugheid had vervormd en dien

(1) Redevoering van den heer Minister van Landbouw, den 30ⁿ Juli 1907.

afslag van de grondstoffen niet te baat had genomen om ze op de hoeve te vervormen in vleesch en in boter.

Niets zou gevaarlijker zijn dan de voortbrenging van vleesch en boter op hare beurt te laten vervallen. Dat zou den landbouwer aandrijven tot overdreven beschermingseischen. Daar hij er geen belang meer zou bij hebben, de grondstoffen te verwerken, zou hij trachtende vergelding van zijnen arbeid te vinden in de rechtstreeksche verkooping daarvan en in de bescherming; en om zijne handelwijze te rechtvaardigen zou hij kunnen wijzen op het voorbeeld van het meerendeel der naburige landen.

Men moet vermijden dat België, voor de voortbrenging van vleesch, volkomen afhangt van het buitenland. Het is beter, zijne voortbrenging in kracht te doen toenemen.

Wat het toelstelsel betreft, men moet het toepassen derwijze dat geen enkel nijverheidstak stelselmatig daaruit wordt gesloten. De landbouw die, volgens het JAARBOEK VAN DE STATISTIEK, jaarlijks 1,650,976,374 frank opbrengt en aldus het meest bijdraagt tot 's lands rijkdom, mag niet veroordeeld worden om den last van de bescherming, aan de andere nijverheidstakken verleend, onrechtstreeks te dragen, zonder een deel—het moge slechts klein zijn — te hebben van de voordeelen van het algemeen stelsel.

Men kan voorstander zijn van vrijhandel; neemt men echter een stelsel van gematigde bescherming aan, dan zou men zich aan eene schreeuwende onrechtvaardigheid schuldig maken, door het ten laste te leggen van den nijverheidstak die het geringste aandeel daarin heeft.

Kolen.

Een lid vraagt de intrekking van het gunsttarief voor den uitvoer van inlandsche kolen. Dat tarief schijnt niet meer gerechtvaardigd door den toestand van de kolennijverheid.

Eene vraag werd tot de Regeering gericht. Het antwoord daarop is nog niet toegekomen.

Suiker.

Verscheidene leden vroegen de verlaging van het accijnsrecht op 15 frank.

Dat punt werd de vorige jaren onderzocht. Er dient ook te worden opgemerkt dat de Conferentie voor de suiker thans vergadert en dat hare beslissingen van groot gewicht kunnen zijn.

De herziening van de wet op de suiker, ten gevolge van de voorgaande zitting der Internationale Conferentie, heeft menige bezwaren uit den weg geruimd, wat aangaat het tot stand brengen van de nijverheid voor verduurzaamde levensmiddelen en ingemaakt ooft.

Dank zij het afslaan van de suiker en de vrijstelling van rechten voor de suiker in de nijverheid gebruikt, heeft de verkoop van onze moesgroenten en van ons ooft zich onbepaald uitgebreid; zijn zij verduurzaamd en ingemaakt, dan kunnen zij tot in de verstaafgelegene landen worden verkocht.

Zoo wij, op dat gebied, de plaats niet bekleeden waarop wij aanspraak

kunnen maken uit hoofde van onzen economischen toestand en van onze bijzondere geschiktheid, dan is het, naar het schijnt, voor een deel uit hoofde van de wet op het bereiden van eetwaren. Er wordt beweerd dat door de wet zijn verboden de werkwijzen van de mededingende landen, waar men, onder andere, aan het ingelegd ooft vreemde stoffen mag toevoegen om het uitzicht en den smaak daarvan te verbeteren.

Het komt vóór dat men, met goed gevolg, eene commissie zou kunnen belasten met het onderzoek van dat vraagstuk hetwelk én de suikernijverheid én de moesteelt aanbelangt.

Uit onderstaande tabel blijkt dat, van 1902 tot 1906, de hoeveelheid suiker, gebruikt met geheele afschrijving van de accijnsrechten, verminderd is; daaruit blijkt het mislukken van de eerste pogingen aangewend om eene nijverheid tot stand te brengen, waarvan, dank zij de uitvoerpremiën, het monopolie in handen van het buitenland was.

SUIKER

JAREN.	Gefabriceerd.	Uitgevoerd.	Verbruikt (2).	Gebruikt, met geheele afschrijving der accijnsrechten, tot vervaardiging van konfijs, gelei, enz.	Gebruikt, met gedeeltelijke afschrijving der accijnsrechten, tot vervaardiging van Invert-suiker.	Ontaard, met geheele afschrijving der accijnsrechten, ten behoeve van de veevoeding.
1	2	3	4	5	6	7
	Kilogram.	Kilogram.	Kilogram.	Kilogram.	Kilogram.	Kilogram.
1902.	185,069,797 (1)	134,393,910	60,000,000 (3)	4,251,253	2,284,114	)
1903.	190,034,851	116,653,234	63,280,480	4,475,506	2,223,187	24,117
1904.	167,563,768	134,966,595	76,815,516	3,208,913	2,857,677	382,649
1905.	313,802,505	137,979,972	63,022,079	2,673,948	2,645,361	72,562
1906.	277,814,454	210,002,782	70,303,787	3,948,617	3,291,440	231,776

(1) Vóór 1 September 1903 werd de accijns berekend naar de vermoedelijke opbrengst. Dit cijfer is dus enkel bij benadering bepaald.

(2) Deze hoeveelheden behelzen niet de cijfers van de kolommen 5, 6 en 7.

(3) Bij benadering.

TITELS EN ONDERTITELS

Het wetsontwerp voert als titel : *Begrooting van 's Lands Middelen voor 1907.*

Dat is niet voldoende. In de begrooting zijn fiskale bepalingen opgenomen, die evenveel verschillende wetsontwerpen uitmaken. Zij hebben betrekking op het tolstelsel, en op de boeten uit hoofde van veroordeelingen.

Waarom vermeldt de titel dat niet? Dat zou het zoeken gemakkelijker maken.

Hetzelfde geldt voor de andere opschriften.

Titel I bepaalt zich bij de benaming : *Fiskale bepalingen.* Het zou meer logisch zijn, elke bepaling nader te vermelden door aanwijzing, tusschen haakjes, van het voorwerp der paragrafen die betrekking hebben op douanen en op boeten uit hoofde van veroordeelingen.

Dat geldt ook nog voor de paragrafen. De paragraaf *Douanen* bedoelt verschillende stoffen : gezaagde stukken hout, draden in staal, pijpen en buizen in ijzer of in staal.

Hoe zal hij, dien het aanbelangt, die zaken ontdekken? Hij moet elk artikel lezen, bij gebrek aan juiste aanwijzing in het opschrift. Dat is tijdverlies, hetwelk zou moeten vermeden worden.

Reeds verleden jaar wees de Middenafdeeling op de ontoereikendheid van de inlichtingen, verstrekt door de titels en ondertitels. De Regeering had gedeeltelijk hare vraag ingewilligd, door de opschriften der paragrafen aan te vullen en daarin de verschillende behandelde zaken nauwkeurig aan te wijzen.

Dit jaar ging de Regeering een stap verder, naar den wensch van de Middenafdeeling. Zij maakt het stelsel algemeen voor de opschriften van al de deelen en onderdeelen.

Op zulke wijze wordt in den titel en in de ondertitels der wet hare inhoud vermeld.

Dit zal hoogst gemakkelijk zijn niet alleen voor den zoeker, maar ook voor de aantekenaars, annalisten of bestuurders van verzamelingen van wetten. Zij zullen geen lastig ontledingswerk meer moeten doen om hunne inhoudstafel samen te stellen ; zij zullen het gevaar niet meer loopen, zich zelf tegen te spreken en degene, die hunne verzameling raadplegen, in dwaling te brengen. Zij dienen enkel de juiste aanwijzingen na te gaan, die door den wetgever zelf in de opschriften zijn opgegeven.

Hieronder deelen wij den tekst mee, dien de Middenafdeeling, in overeenstemming met de Regeering, de eer heeft aan de goedkeuring der Kamer te onderwerpen bij wijze van amendement.

AMENDEMENT

De titels en de ondertitels te doen luiden als volgt :

« *Wetsvoorstel houdende de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1908, alsook bepalingen betreffende het douanentarief en de terugbetaling van boeten uit hoofde van veroordeelingen.*

TITEL I

FISKALE BEPALINGEN. (DOUANEN. — BOETEN UIT HOOFDE VAN VEROORDEELINGEN.)

» § 1. — Douanen (gezaagde stukken hout; draden in staal; pijpen en buizen in ijzer en in staal). »

FISKALE BEPALINGEN. — DOUANEN. — BOETEN UIT HOOFDE
VAN VEROORDEELINGEN.

ARTIKEL 1.

Door de tolwet worden de gezaagde balken betrekkelijk gunstig behandeld; zij onderwerpt ze aan een invoerrecht van 2 frank; zij vermindert zelfs het recht op 1 frank voor de gezaagde balken in eik en notelaar.

Artikel 2 van de begrootingswet van 30 December 1906 bepaalt als volgt de gezaagde balken: « boomstammen langs vier zijden gezaagd en rechtgemaakt ».

Deze bepaling doet veronderstellen dat bedoelde balken moeten voortkomen van een boomstam, onaangeroerd in zijne lengte en slechts buitenwaarts gewijzigd door het vierkant maken.

Er worden echter balken ingevoerd, die voortkomen van in hunne lengte verdeelde stammen en wier dikte aan geen plank kan doen denken. Dit gebeurt met karri- en jarrahhout dat vooral als balken gebezigd wordt in het bouwen.

Artikel 1 stelt voor, deze balken gelijk te stellen met vierkante boomstammen, indien zij minstens 0^m.25 × 0^m.25 dik zijn in 't vierkant.

Geen gunst wordt verleend naar den aard van het hout. Voor de vierkante balken van ten minste 0^m.25 × 0.25 dikte in 't vierkant, moet, welke ook hun aard zij, het gewone recht van 2 frank worden betaald. Eik en notelaar alleen genieten nog het gunsttarief van 1 frank.

Deze wijziging werd gevraagd door den Belgischen handel; wellicht zal zij geen aanleiding geven tot ernstig verzet.

Een lid der Middenafdeeling vestigde de aandacht van de Regeering op de stoornis, aan den handel veroorzaakt door het invoerrecht van 1 frank op de ronde stukken hout, die noch eik noch notelaar zijn; gaarne zag men het afgeschaft. Naar zijne meening vergeldt de minimum-opbrengst van dat invoerrecht niet de kosten van heffing en de stoornis die het aan den handel veroorzaakt, vooral bij den uitvoer. Het belet België, de algemeene bewaarplaats van het hout voor Midden-Europa te worden.

Het komt ons voor dat dit vraagstuk, uit hoofde van zijne uitgestrektheid, niet dient te worden onderzocht door de Middenafdeeling die haar onderzoek moet bepalen tot een punt van minder belang, in het wetsvoorstel opgenomen.

Artikel 1 werd met eenparige stemmen aangenomen.

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 16 Juni 1903 laat vrij invoeren, « *holle stalen draden, al of niet op maat afgesneden*, voor het vervaardigen van geraamten van regen- of zonneschermen, en andere stalen draden *op maat afgesneden* voor hetzelfde gebruik ».

Het heeft ten doel, de Belgische nijverheid van regen- en zonneschermen, die deze grondstof uitsluitend uit het buitenland trekt, te bevoordeelen.

Voor *volle* draden, tot hetzelfde gebruik bestemd, doch *niet op maat afgesneden*, moet het gewone recht van 2 frank per 100 kilogram worden betaald evenals voor « *de ijzeren of stalen draden of stangen van ten minste 5 millimeter dikte* ».

Voor die draden werd geen vrijstelling van rechten verleend, omdat hunne bestemming niet even duidelijk blijkt.

De Regeering stelt voor, ze vrij van invoerrechten te laten, wanneer er aangaande hunne bestemming geen twijfel kan bestaan, wanneer zij waarlijk dienen moeten tot het vervaardigen, in België, van regen- en zonneschermen.

De voorgestelde tekst geeft aan de Regeering het recht, het gebruik ervan na te gaan, en te bepalen aan welke voorwaarden deze vrijstelling van rechten onderworpen is. Zulks is reeds het geval met het hout dat in de papierfabrieken gebruikt wordt en als zoodanig vrij wordt ingevoerd.

De Middenafdeeling was het eens met de afdeelingen om die bepaling goed te keuren.

ART. 3.

Artikel 3 stelt voor, de pijpen en buizen in ijzer of in staal, *overdekt met een hulsel van met teer of asphalt bestreken weefsel*, gelijk te stellen, wat de invoerrechten betreft, met de soortgelijke voortbrengselen die *enkel zijn geteerd of met minium bestreken*.

Thans worden de eerste producten hooger aangeslagen dan de tweede.

Dit onderscheid blijkt niet gewettigd; het omhulsel van gemeen weefsel vermeerdert geenszins den handenarbeid, aan het product besteed; het is nu toch naar den handenarbeid, in het buitenland aan een product besteed, dat het invoerrecht gewoonlijk berekend wordt; dat is de algemeene regel in ons tolstelsel.

Het voorstel brengt een vermindering van invoerrechten mée, dat geene van 's lands nijverheidstakken kan schaden; het zal het invoeren vergemakkelijken van buizen, omhuld met weefsels, die vooral dienstig zijn voor de onvaste gronden van de mijnstreken; zij weerstaan beter en breken niet zoo licht. Zij worden bijzonder gebruikt voor gas- en waterleiding.

De Middenafdeeling, evenals de afdeelingen, keurt artikel 3 goed met eenparige stemmen.

ART. 4.

Krachtens dit artikel mogen de boeten, door de strafrechtbanken toegepast, worden teruggegeven, wanneer zij betaald werden vóór een genade-

besluit. Het stelt als vereischte, dat de veroordeelde genade gevraagd heeft binnen twee maand na het vonnis of het arrest als het op tegenspraak werd uitgesproken, of na zijne beteekening als het een vonnis of een arrest bij verstek geldt.

Deze bepaling neemt den twijfel weg, die oprijzen kon na het advies van den Raad van State van 25 Januari 1807, waarvan een paragraaf luidt als volgt :

« Is van meening, betreffende het eerste gedeelte der vraag, dat de genade geen terugwerkende kracht kan hebben; zij doet de straf ophouden, doch neemt den veroordeelde in den staat waarin hij zich bevindt; zij geeft hem niet terug wat hij *verloor of betaalde*; zij mag de schatkist niet schaden door haar tot teruggaaf te verplichten. »

Het beginsel van artikel 4 werd goedgekeurd, omdat het rechtvaardigheid en billijkheid huldigt, doch de voorbehouding, tegen zijn toepassing gemaakt, scheen wel buitensporig aan verschillende afdeelingen.

Men handelt te streng, wanneer men als voorwaarde van de teruggaaf stelt, dat de genadevraag binnen de twee maanden ingediend worde.

De tekst is zelfs strenger dan de toelichting; hij berekent de twee maanden te beginnen met de uitspraak van het vonnis of het arrest in het bijzijn van partijen en te beginnen met de beteekening ingeval van verstek. De toelichting schijnt dus uit te gaan van den dag waarop de veroordeeling kracht van gewijsde verkreeg, wat de termijnen van beroep of verzet zou voegen bij de twee maanden.

Het gebeurt dikwijls dat de veroordeelden de rechtbank niet verstaan, wanneer zij uitspraak doet over de vervolging. Zij beseffen dan alleen hunne veroordeeling, wanneer zij de beteekening of de aanmaning tot betaling ontvangen; dan eerst denken zij aan een genadevraag. Dat gebeurt zeer dikwijls, wanneer de veroordeelden niet werden bijgestaan door een raadsman.

Men heeft den wensch uitgedrukt den termijn te verlengen, namelijk de twee maanden slechts te laten tellen na verloop van het jaar waarin de rechtsbeslissing op tegenspraak gevelde werd, of waarin de beslissing bij verstek werd beteekend.

Daarop werd geantwoord dat de tenuitvoerlegging van de beslissingen der rechtbanken niet kan uitgesteld worden; dat er rekening dient te worden gehouden met de behoeften van het bestuur; dat overigens de veroordeelden er alle belang bij hebben, spoedig te handelen, indien zij een genadevraag wenschen in te dienen.

Met vijf stemmen en eene onthouding sloot de Middenafdeeling zich bij den tekst van de Regeering aan.

Een lid legde vanwege de minderheid eene nota over, die bij dit verslag gevoegd zal worden.

De begroting in haar geheel, die werd goedgekeurd door vijf afdeelingen en verworpen door eene, werd aangenomen door de Middenafdeeling met zes stemmen tegen eene.

De Middenafdeeling heeft de eer, hare goedkeuring door de Kamer voor te stellen.

De Verslaggever,

EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

BIJLAGE.

VRAAG.

Welk is op dit oogenblik de toestand van de vlottende schuld ?

Hoeveel betaalde men de in 1907 uitgegeven Schatkistbons en welke interest wordt hun uitbetaald ?

ANTWOORD.

De vlottende schuld bedraagt thans 46,020,000 frank, te weten :

20,000	frank	aan	2	t.	h.
26,000,000	»	»	3	t.	h.
20,000,000	»	»	3	1/2	t. h.

Het bedrag van de Schatkistbons, uitgegeven of hernieuwd gedurende de eerste elf maanden van 1907, is 94 miljoen frank, en dit van de terugbetaalde bons gedurende denzelfden termijn, is 92,010,000 frank.

De uitgiften werden gedaan aan pari, te weten :

3,000,000	aan	2	1/2	t.	h.
71,000,000	»	3	t.	h.	
20,000,000	»	3	1/2	t.	h.

NOTA VAN DE MINDERHEID

« De handel, zoo schrijft de raad van beheer der Kredietvereeniging « l'Union du crédit », voelt op dit oogenblik den terugslag der crises van allen aard die in andere landen voorkwamen en de Nationale Bank verplichtten het officieel bedrag van het disconto te verhoogen. De raad van beheer der Kredietvereeniging trachtte den toestand te verzachten, die op dit oogenblik des jaars zoo noodlottig is voor de meerderheid harer leden ». De openbare machten moeten dezelfde bezorgdheid aan den dag leggen. De Staat ontvangt, als inkomen, de opbrengst van het disconto ter Nationale Bank boven 3 1/2 t. h.; hij moet er naar streven om, als bron van inkomen, de pijnlijke belasting te niet te doen, die vaak de winst in den handel, in tijd van crisis, vruchteloos maakt, met failliet bedreigt en heel de economie des lands beïnvloedt.

Toen zij, reeds in October 1896, maatregelen nam om haar in-kas te verdedigen, vestigde de Bank zelve de aandacht op het verschil tusschen het disconto-cijfer der « Banque de France », dat betrekkelijk zeer vast staat, en dat der andere banken van uitgifte, de onze inbegrepen. De onderlinge vergelijking van de evolutie dezer banken brengt onmiddellijk grondige strijdigheden aan den dag : terwijl, op 7 November 1907, de verhouding tusschen het in-kas in munt en de eischbare verplichtingen van de « Banque de France » 64.31 t. h. bedroeg, was die verhouding ter Nationale Bank 31.12 t. h. De Nationale Bank bracht ook in herinnering dat een onvoordeelige wissel, die aanleiding geeft tot den onophoudelijken uitvoer van onze zilverstukken naar Frankrijk, onmiskenbaar voortduurt (1). Door het diagramma, dat op deze nota volgt, kan men vaststellen welke de hoofd-

(1) Deze toestand, zegde zij, is voordeelig in vergelijking met dien welke zich voordeed in Duitschland, in Engeland en in Nederland. Duitschland kende koersen van 3, 6, 7 t. h.; Engeland, van 5 en 6 t. h.; Nederland, dien van 5 t. h. Doch hij brengt het invorderen van fondsen mede, juist wegens het geringe disconto te onzent. Frankrijk, integendeel, had op België dit voordeel, dat het bedrag van het disconto onveranderlijk op 5 t. h. werd bepaald. Doch bestendig had het tegenover ons het voordeel van den wissel. De premie op Parijs steeg tot 4 1/2 per duizend. Die toestand, door de balans van den handel, zooals zij in elk geval uit de statistieken blijkt, soms tegengesproken en gewoonlijk niet voldoende gebillijkt, veroorzaakt een uitvoer van het gemunt geld, als eene wezenlijke speculatie ingericht ten nadeele van België. Uit hooft van deze factoren die, door hunne verschillende wijze van werken, « de eene zooals de andere vermindering van ons in-kas teweegbrengen en ons tot beschermingsmaatregelen verplichten, is het moeilijk het bedrag van het disconto te bepalen; welnu, dit laatste is juist het doelmatigste middel waarover wij beschikken. De meest algemeen aangenomen en schijnbaar best gerechtvaardigde vooruitzichten worden vaak teleurgesteld ».

zakelijke trekken onzer evolutie zijn; het stelt tevens en vooral in het volle licht den buitengewonen loop der uitgifte.

Dat diagramma doet de verhouding kennen tusschen de toeneming van den omloop, den loop van het in-kas in munt en van de vreemde portefeuille die de aanvulling is van het in-kas. Met de huidige regeling werkt alles de ontwikkeling der uitgifte in de hand: de kredietbehoefte van de bijzondere personen, het belang der Nationale Bank, het eng belang zelve van de Openbare Schatkist; van 1880 tot 1907 steeg zij van 313 tot 743 millioen, dus schier met 140 t. h.; het gezamenlijk in-kas, geld en zilver, schijnt gedurende dat lange tijdperk schier bestendig, ofswel aan matige schommelingen onderworpen; feitelijk klimt zij van 99 tot 124 millioen in 1906, tot 116 in November 1907, dus van 17 tot 26 t. h. Het in-kas in zilveren munt krimpt trapsgewijs in, ten gevolge van den wissel die ongunstig is uit hoofde van de speculatie, met welke de Nationale Bank er om strijdt; de portefeuille van vreemde waarden, waarvan de omzetting bestemd is om de gevolgen dier inkrimping te bestrijden en het door de statuten voorgeschreven evenwicht te handhaven tusschen den omloop, het saldo der loopende rekeningen, eenerzijds, en het in-kas, anderzijds, steeg snel van 53 millioen tot 144 in 1906, 134 in 1907, zelfs het in-kas in munt overtreffend: zij klimt van 140 tot 160 t. h. In dezen algemeenen toestand van evolutie moet de Nationale Bank haar in-kas in munt verdedigen tegen de gevolgen der speculatie, der gelderisis in verre landen, der storingen op de internationale geldmarkt en moet zij het opgelegde evenwicht behouden. Zij zelf zegde met welke wetenschappelijke onzekerheid men zich begeeft op den weg der vooruitzichten voor de toekomst.

Die aanzienlijke factor der uitgifte getuigt schitterend van het werkelijk aandeel dat de natie zelve neemt in de gansche ontwikkeling van het krediet; trouwens, voor al wat het in-kas in munt en de vreemde portefeuille, welke in goud kan omgezet worden, betreft, is het de natie zelve die de Nationale Bank krediet geeft; zij is het die aan deze het middel ter hand stelt, welke door haar slechts tegen betaling aan de particulieren wordt afgestaan. 't Is het krediet der natie dat op die wijze in al de disconterverrichtingen tusschenkomt. Welnu, van 1880 tot 1907, steeg dat verschil, aandeel van de rechtstreeksche tusschenkomst, van 159 tot 486 millioen frank, wat eene werkelijke ontzaglijke toeneming is. Gesteld dat het tegenwoordig muntstelsel en de overeenkomst der Latijnsche Unie gehandhaafd worden — zoo de gang der uitgifte voortduurde en de loop van het in-kas dezelfde bleef, dan zou de omloop, na een kwart eeuws, 1,783 millioen bedragen, het in-kas 153, de vreemde portefeuille 374 millioen; het in-kas in munt zou geen 10 t. h. der uitgifte bereiken.

Het maatschappelijk vraagstuk dat duidelijk en, naar de bewoordingen van de Kredietvereeniging, schier tragisch wordt gesteld tegenover de natie en de Kamers, is dit: kan de omloop binnenslands niet, ten minste in ruime mate, worden onttrokken aan den terugslag der crises, der schokkingen van de internationale muntmarkt, die, in den huidige toestand, aanleiding geven tot de onvermijdelijke en noodzakelijke verhooving, als verdedigings-

middel, van het bedrag van het disconto door de Centrale Bank van uitgifte? Praktisch komt de zaak hierop neer, dat men den omloop binnenslands derwijze trachte te regelen dat men zooveel mogelijk het gemunt geld en het steeds in munt omzetbare bankbiljet spare en tevens het laagst en het meest bestendig disconto-bedrag invoere.

Zoo men elke ijdele en gevaarlijke gedachte om de ontwikkeling der uitgifte eigendunkelijk te bedwingen ter zijde laat, dan is het slechts door een krachtige onderlinge en solidaire werking dat men eene gunstige oplossing kan bekomen. De collectieve werking der Natie moet rechtstreeks ten gunste der Natie geschieden. Een nieuwe phase der evolutie van het krediet en van den omloop moeten wij ingaan; hogere organen moeten methodisch de plaats innemen van minder in de evolutie gevorderde organen.

Ik durf zeggen dat die quaestie mij gedurig bezighield sedert de beraadslaging over de hernieuwing van het voorrecht der Nationale Bank, toen de opvatting eener mutualistische Staatsbank de radicale uitdrukking mijner gedachte was, — gedachte die thans nog de mijne is. Ik drukte al mijne bezorgdheid uit door dit amendement van 1899, waarvan de formule overigens min of meer gelukkig is.

« De Staat heeft het recht te eischen dat de Bank, als proefneming, elk stelsel toepasse, dat hij geschikt acht om ten minste binnen zekere grenzen den koers van het disconto in de binnenland hte onttrekken aan de afwisselingen voortspruitende uit de voorwaarden van de internationale markt, dien vaststellende met de grootste regelmatigheid en de meest mogelijke gematigdheid en den last der premien en der verhoogingen van het disconto, noodzakelijk gemaakt door den wisselkoers en den staat van de voorhanden zijnde metalen munt, overdragende op hen die werkelijk, hetzij door omzetting der bankbiljetten, hetzij door het disconteeren der wissels, kostbare metalen vragen, inzonderheid tot het doen hunner dekkingen in den vreemde, en, desnoods, een minimum van terugneming bepalende. »

Voor de Commissie der klein-burgerij, in 1906, kwam ik daarop terug, op het oogenblik dat de eerste maatregelen werden genomen ter verdediging van ons in-kas tegen de gevolgen der Americaansche speculatie, ditmaal strevende naar de ontwikkeling, in een samenhang van mutualiteiten, van het krediet, van de check, van de overschrijving en van de schuldvergelijking, met trapsgewijze weglating van de munt als werktuig.

Inrichting van een clearing house.

Zeker is het dat een aanzienlijk getal kredietverrichtingen en omzettingen zouden kunnen geschieden of vereffend worden zonder de tussenkomst van de Bank van uitgifte, zonder de tussenkomst van het gemunt geld of van het bankbiljet. Op die wijze zouden zij ontsnappen aan de schommelingen van het disconto-bedrag, veroorzaakt door den stand der internationale geldmarkt, en, volgens de uitdrukking der Kredietvereniging, aan hare noodlottige gevolgen. Daartoe moet een *clearing house* worden tot stand gebracht door samengaan van het grootste getal banken mogelijk en tevens moet tot grondslag daarvan worden genomen de aanzienlijke uitbreiding van het gebruik van de check.

Men kan zich voorstellen dat de klanten dezer banken, in stede van het disconto der handelswissels of de betaling der checks, waarvan zij houder zijn, te doen betalen in klinkende munt, het bedrag daarvan bij hunnen bankier op rekening-courant doen brengen. Men kan zich voorstellen dat zij over die provisie, over het tegoed hunner rekening beschikken door middel van checks op dien bankier. Men kan zich voorstellen dat, wanneer de op hen getrokken wissels vervallen, de handelaars door middel van checks betalen; — ook dat die checks terugkomen in handen van de bankiers, waarop zij getrokken zijn, bij de periodische schuldvergelijkingen van de *clearing* onder de aangesloten banken.

Is, in dien omloop binnenslands, de door een bepaalden persoon te innen check algemeen geworden, dan zal geen betaling in gemunt geld of in bankbiljetten noodig geweest zijn. Zonder den omvang of de grenzen van dien omloop binnenslands vooraf te kunnen bepalen, is het zeker dat hij juist op dezelfde wijze kan opgevat en omschreven worden door de vertegenwoordigers van de meest uiteenlopende scholen.

Zoo werd door Haecck, meer dan veertig jaar geleden, voorgesteld, hem in België op breede schaal en stelselmatig toe te passen; zoo ontwikkelt Degreef de ontwerpen eener trapsgewijze herinrichting van den omloop en van het krediet in België, in een schoon boek dat zelfs niet werd opgemerkt, wanneer de hernieuwing van het voorrecht der Nationale Bank werd behandeld; zoo ontwikkelde de heer Vandersmissen, in eene merkwaardige studie van lateren datum, de opvatting van de uitbreiing der check en der schuldvergelijking in België; zoo bemoeide ik mij ook met de quaestie in een amendement op het wetsontwerp betreffende de Nationale Bank, in 1899, in latere uitgaven en nog verleden jaar in de Commissie der klein-burgerij, door een plan van toepassing uiteen te zetten, waaraan ik, in de handelingen der Commissie, de ontwerpen van Haecck en Degreef toevoegde.

Daardoor zelf zou een steeds ruimer en machtiger middel voor den omloop tot stand komen tusschen de particulieren, de bijzondere banken en de Nationale Bank door het samengaan dier banken zelf. Dat middel zou, in de mate waar eene schuldvergelijking volgens de theoretische opgaven mogelijk zou zijn, ontsnappen aan alle onderwerping aan de Nationale Bank evenals aan al de schommelingen der geldmarkt. De Nationale Bank zelve zou bij het verbond der banken tot dezelfde rol worden opgeroepen als de Bank van Engeland bij het *clearing house*. Daarenboven zou zij al hare bevoegdheid als bank van uitgifte behouden, evenals hare zending van hoogere verdeling en regeling van de middelen voor krediet en omloop van de bankbiljetten en van het gemunt geld; doch ditmaal zou haar gebied duidelijker zijn afgeteekend; eene collectieve zelfstandige macht, uitdrukking eener volmaaktere inrichting en eener evolutie van den omloop, zou vóór haar oprijzen. Niet alleen ontsnapte zulke instelling niet aan het klaarziend oog der Staatsmannen, maar zij werd zelfs wenschelijk geacht en aangekondigd door Malou, ja, voorzien voor de werking der Nationale Bank zelve, van af 1871; in 1899, bij de tweede hernieuwing van het voorrecht en naar aanleiding van een amendement van mij zelfs, die zelf den Staat het recht wilde

geven om er de inrichting van voor te schrijven, was zij het voorwerp eener zelsde, overigens even platonische hulde. Terwijl de ontwikkeling van het krediet in de richting, door deze beknopte uiteenzetting aangewezen, al de disconto-banken steeds nauwer aansloot bij de Nationale Bank die haar de kredietmiddelen uitdeelt, schijnt het ook dat de banden van solidariteit onder haar, steeds moeilijker konden toegehaald worden. Daaruit onstond geen enkel machtig initiatief om het middel der schuldvergelijking tot stand te brengen; bij zulk gebrek aan solidariteit denkt men met treurnis aan het organisch, harmonisch, geenszins hersenschimmig werk, door Haeck zoo breed beschreven, waarin eene ruime inrichting van het onderling krediet, bekroond door eene bank van uitgifte, hunne volle werking liet aan check, overschrijving en schuldvergelijking. De slechte gevolgen, die voor onze regeling van het krediet en van den omloop zijn voortgesproten uit het gebrek aan zulke regeling van de schuldvergelijking (niets werd gedaan om haar uit te breiden), kunnen niet beschreven worden. De Regceering kondigt aan dat de Nationale Bank aan de banken des lands het ontwerp van eene instelling tot schuldvergelijking onderworpen heeft. Het moet ons verheugen eindelijk, na meer dan een derde eener eeuw, de kredietinstellingen dien weg te zien opgaan, doch wij kennen nog niets van het ontwerp of van dezes uitvoering en moeten dus elke beoordeeling voorbehouden; in elk geval, bij de oplossing van het ons thans onderworpen vraagstuk, zal hare werking dan alleen doelmatig zijn wanneer zij onafscheidbaar zijn zal van eene krachtige ontwikkeling van het gebruik van checks; dan zal er een wezenlijke vooruitgang zijn in de regeling van den omloop, zij zal de binnenmarkt waarborgen van vastheid geven en het gemunt geld evenals de bankbiljetten sparen. Daarom kan dergelijke hervorming slechts vruchten dragen wanneer de kredietmutualiteit en de hoogere vereffeningswijzen krachtig aangedreven worden.

De hier volgende, van de eerste onafscheidbare hervormingen hebben daartoe betrekking.

Centrale instelling voor wederdisconto ten dienste van de krediet-mutualiteiten.

Buiten de ontwerpen eener volledige herinrichting van het krediet op den grondslag der mutualiteit en met eene Staatsbank verbonden, werd er, in de jongste jaren, in het belang der klein-burgerij, geijverd voor minder uitgebreide ondernemingen, overeen te brengen met de wet van 26 Maart 1900 die de Bank van uitgifte beheert, ondernemingen welke ook zuiver zijn van elk winstbejag. Het geldt hier de kredietvereenigingen en de coöperatieve banken welke een streng bepaald karakter hebben, te verbinden met eene centrale instelling voor wederdisconto en door deze centralisatie zelve aan de mutualiteit een krachtigen stoot te geven. Reeds in 1894 werd de gedachte van het oprichten eener Centrale Bank in den huidige bond der Volksbanken voorgesteld door den heer Micha, doch zij kon niet tot verwezenlijking komen. Na de afdoende en vruchtbare proefneming van de

Centrale Pruisische kas der Vereenigingen, opgericht in 1893, werd zij terug te herde gebracht in de Kamer, op de congressen voor de klein-burgerij door den heer Theodor en nog nader bij ons in de Commissie der klein-burgerij, waar de Duitsche inrichting een verlichten en overtuigden tolk heeft gevonden in den heer Lambrechts. Daar zelfs werd opgeworpen en langdurig behandeld het vraagstuk, waarop deze bladzijden betrekking hebben en dat door de voorstanders van de Pruisische kas bepaald werd : *Instelling eener gesloten markt*, eene markt niet door een dichtgesloten beluik afgescheiden van de Nationale Bank of van de geldmarkt, doch voldoende afgeteekend om haar eigen bestaan te hebben. Eene gesloten markt wenschte ik tot stand te zien brengen door de uitbreiding der zuivere mutualiteit met de ontwikkeling van de check, van de schuldvergelijking, door de weglating van het gemunt geld, door het streven naar de progressieve verzaking aan metallisme. De heer Lambrechts, getrouw aan de Duitsche opvatting, wilde haar tot stand brengen door de gezamenlijke werking van een samenhang van geleerde, vernuftige, strenge maatregelen. Deze opvatting werd aangenomen, zonder dat de andere door de Commissie ter zijde werd gelaten.

De Commissie der klein-burgerij erkende en bekrachtigde de noodzakelijkheid van het optreden der wet, om aan deze instelling eene voldoende stevigheid en de vereischten eener machtige en doelmatige werking te verzekeren. Tot stand gebracht door de wet, door den Staat van eene dotatie voorzien, met eigen rechtspersoonlijkheid bedeed, zal zij werkelijk zelfstandig zijn. Werkende als centraal toestel tot verdeling van het krediet voor den middenstand, zal zij de bonden der vereenigingen van onderling krediet als bemiddelaars hebben tusschen haar en deze mutualiteiten, en het wederdisconto zal beperkt en streng voorbehouden zijn aan de bonden zelve; op hunne beurt zullen dezen eene voortdurende bewaking en een streng toezicht moeten uitoefenen op de vereenigingen die er deel van uitmaken : de kredietmutualiteiten; de bestanddeelen dier mutualiteiten zelve, de aangesloten personen, zullen onderworpen zijn aan bepaalde voorwaarden, namelijk het beperken van den omvang van hun krediet, evenals de mutualiteiten of samenwerkende maatschappijen zullen onderworpen zijn aan eene onwrikbare beperking harer winstuitkeeringen. Men zal trachten de zuiverheid van het beginsel der mutualiteit en tevens de vastheid der instelling te handhaven, alsook haar maatschappelijk karakter dat alle winstbejag uitsluit, en hare betrekkelijke onafhankelijkheid.

Het is de ontwikkeling, in den schoot dier bonden en door de medewerking der Centrale Kas, van de hogere modaliteiten van den omloop : de check, de overschrijving, de schuldvergelijking, die mij vooral bezigielden in dit nieuwe organisme dat streeft naar de breedere opvattingen welke ik in herinnering bracht, en men ziet welke banden deze instelling verbinden met de ruimere toepassingen derzelfde, hooger gemelde beginselen. Voor het overige zal de Centrale Kas tot bemiddeling dienen tusschen de steeds aangroeiende mutualiteit en de algemeene geldmarkt; doch met een bepaalden werkkring, eene afgeteekende binnenmarkt, streng tot deze markt

beperkt, in toom gehouden door eene reeks bepalingen die de individuele kredieten en de winsten beperken, zal zij een matig en merkkelijk bestendig disconto-bedrag kunnen handhaven, dat zooveel mogelijk zal gevrijwaard zijn voor de schommelingen waaraan de Bank van uitgifte zal blootstaan uit hoofde van de noodzakelijkheid om haar in-kas in munt te verdedigen. In Januari 1900, te Berlijn, kon de heer Lambrechts dit gewichtig feit vaststellen, dat, terwijl de Bank van het Keizerrijk disconteerde tegen 7 t. h., de Centrale kas haar disconto-bedrag op 3 t. h. behield zonder dat, voegt hij er bij, zich eenig spleetje voor de speculatie vertoonde (1).

Dezen betrekkelijk vasten toestand tracht men en moet men trachten over te brengen in België. Dat doet reeds gedeeltelijk, in dezen toestand van crisis, de *Union du Crédit*, volgens haar hoofdzakelijk beginsel van mutualiteit, wanneer zij haar disconto-bedrag op 3 t. h. vermindert op het oogenblik dat de Nationale Bank het op 6 t. h. behoudt.

Daar is dus eene mogelijke en trapsgewijze toepassing van het verschil tusschen de voorwaarden van den omloop binnenslands en van den internationalen omloop, waarvan in deze nota sprake is.

Dienst van checks en overschrijvingen bij de posterijen.

Toen ik, op 20 November 1896, een wetsvoorstel indiende op het tot stand brengen ter Spaarkas van eenen dienst van checks tot betaling en overschrijving, toen ik het in 1903 opnieuw aanbood, toen ik, in 1906, tien jaar later, in een nieuw voorstel, de veronderstelling van eene uitsluitende tusschenkomst van het postbestuur met de oorspronkelijke veronderstelling deed samengaan, wilde ik de besparing van het gemunt geld verzekeren, de klein-burgerij en den werkersstand op de hoogte brengen van de volmaaktste vormen van den omloop, hun het minst kostbare middel tot betaling, het meest bruikbare voor de groote massa, aan de hand doen en door eene methodische praktijk de ontwikkeling voorbereiden van het krediet op de grondslagen der mutualiteit, alsmede de uitbreiding van de check en van de schuldvergelijking. De postdienst kan dienstig zijn voor het inrichten van de volmaaktste vormen der mutualiteit. Met diezelfde gedachte werd de instelling voorgesteld in Zwitserland. 't Is uitsluitend een Staatsdienst in 1900. Daarover kan men oordeelen naar de redevoeringen van Koechlin, den voornaamsten voorsteller der hervorming.

« Zwitserland, zegde hij, lijdt aan muntgebrek en aan overdreven uitgifte in bankbiljetten. Deze kwaal zal verholpen worden door een eerste hulpmiddel : het oprichten eener Centrale Bank. Deze zal de uitgifte der bankbiljetten regelen, hun een steviger grondslag geven en de behoefte aan bankbiljetten verminderen door bij de groote zaakmannen het gebruik van de vervangingsmiddelen van het bankbiljet algemeen te maken. Dank aan hare talrijke hulpbanken zal zij zonder bankbiljetten of munt de verrichtingen kunnen verevenen van al degenen die bij een harer winketten een open rekening zullen hebben. Een eenvoudige check te onderteekenen, een bevel tot overschrij-

(1) LAMBRECHTS, *Note sur l'organisation du crédit de la petite bourgeoisie en Allemagne*, bladz. 16.

ving te geven, en 't is alles! Doch dit middel zal aangewend worden alleen op de plaatsen waar de Bank hulphuizen zal bezitten; het zal maar slechts voor den groothandel kunnen dienen. Voor den kleinhandel is er een ander noodig. Deze zou een soort van bank in 't klein moeten bezitten, die het gebruik van check en overschrijving tot ieders beschikking stelt. Het postbestuur met zijne duizenden kantoren schijnt als vanzelf aangewezen om die rol te spelen. » Zoo sprak de heer Koechlin. Evenals ik, wees hij op de proefneming in Oostenrijk. Thans is deze proefneming, welke tot in 1884 opklimt, beslissend. In 1904 vertegenwoordigden 7,436 miljoen kronen het getal betalingen door zijne bemiddeling gedaan, waarvan ongeveer de helft (46.17 t. h.) door middel van overschrijvingen bij de posterijen. De dienst verwekt enkel lof. De banken zelve, met welke hij mededingt, erkennen zijn nut; een groot aantal fabrieken betalen hunne werklieden door middel van een check, getrokken op Weenen en betaalbaar aan hunnen vertegenwoordiger, ter plaatse waar de betaling geschiedt.

De Zwitsersche proefneming vangt slechts aan, doch, daar zij in zekere kantons langzamer geschiedt, wekt zij in den hoogsten graad de belangstelling harer geschiedschrijvers op : en zij die de geschiedenis maken van de Oostenrijksche en de Zwitsersche proefneming, vragen dat het stelsel worde uitgebreid tot andere landen, inzonderheid tot België (1). In België zelf heeft de Commissie der klein-burgerij, aan welke ik het ontwerp heb aangeboden, het eenparig aanvaard. Zijne toepassing zal bijdragen tot oplossing van moeilijkheden of tot standbrenging van hervormingen, door hare voorstellers zelf niet voorzien. Zooals de dienst is benuttigd in Oostenrijk voor de betaling der arbeidsloozen en bijdragen zal tot de vervorming van het salariaat, zoo zal hij ook krachtiger dan enig ander middel medewerken tot algemeenmaking van de betaling met gereed geld of op korten en regelmatigen vervalltijd, hervorming uit al zijne krachten door den kleinhandel gewenscht en beantwoordende aan de pijnlijkste, de meest voorkomende grief van al die door het onderzoek naar den toestand der kleinburgerij aan den dag gebracht werden.

De twee ontwerpen tot oplossing, welke ik aanbod, het eene gegrond op de Spaarkas, het andere door den Staat tot stand te brengen, kunnen samengaan en de gemeenschappelijke werking van Spaarkas en Staat acht ik de wenschelijkste.

Met bitterheid sluit ik dit gedeelte mijner nota. 't Is ons land dat den roem had dien bewonderenswaardigen vorm der mutualiteit : de *Union du Crédit*, tot stand te brengen en te beproeven; hier is het dat men, vóór veertig jaar, de opvatting kon hebben van een breed organisme van het onderling krediet met eene Staatsbank als middenorgaan; van die machtige inrichting, vóór acht jaar terug in 't leven geroepen, blijven bestanddeelen over, waarvan eenige, zooals de *Union du Crédit*, van Brussel, nog diep den

(1) Zie de geleerde en belangwekkende studiën : KIRCHBERG, *Die Postcheck*; CHEVAUCHEZ, *Traité sur les chèques postaux*, — en de uitmuntende studie van den heer G. GARNIER (*Revue économique internationale*, 15-20 October 1907.)

indruk van het beginsel dragen ; het ontwerp eener instelling tot schuldvergelijking werd hier, zes en dertig jaar geleden, voorgesteld ; sedert werd het nooit uitgevoerd ; sinds meer dan tien jaar werd hier het plan uiteengezet van een centraal kantoor voor wederdisconto ten dienste van de volksbanken, en niets werd gedaan ; wij staan nog altijd tegenover vraagpunten : het nog nederige, evenwel met eene onmetelijke opvoedingskracht bezielde ontwerp van eenen dienst van checks en overschrijvingen bij de posten werd hier, vóór tien jaren, door mij ingediend ; later, in 1900, in Zwitserland voorgesteld, werd het aldaar reeds twee jaar toegepast.

De organische opvattingen bleven machteloos boven de feiten zwerven ; het mutualistisch beginsel werd op het tweede plan geschoven of te vaak door kapitalisme of winstbejag vervalscht ; de dienst der postchecks werd zelfs niet eens behandeld ; overal bleef tot hiertoe gemis aan solidariteit den toestand beheerschen. Mogen de private kapitalistische belangen niet langer het tot stand brengen van de nederigste ontwerpen belemmeren en ditmaal nog boven 's lands belangen geplaatst worden !

H. DENIS.

Een der diagramma's beschrijft den loop van den prijs van het in stukken gehakte ossenvleesch en dien van den invoer van groot vee per stuk. Het tijdvak vóór en het tijdvak na 1887 zijn daarin volledig opgegeven.

De vereenigde en mijns inziens overwegende werking van het toenemen van het verbruik en van de tol- en gezondheidsmaatregelen, blijkt uit het toenemend klimmen der prijzen. Op het einde van 1907, bereikt het gemiddelde, op eenige centiemen na, den hoogsten prijs in 1873.

In stukken gehakt vleesch, per kilogram, te Brussel.

	1905	1906	1907 (2 ^e halfjaar)
Ossenvleesch	1.68	1.75	1.81
Koevleesch	1.58	1.59	1.71
Kalfsvleesch	1.96	2.10	2.11
Varkensvleesch	1.38	1.60	1.53
Hamelenvleesch	1.63	1.70	1.74



Inhoud.

ALGEMEEN OVERZICHT	1
Ontvangsten en uitgaven	1
Handelsbeweging.	2
Economische toerusting en leening	4
Inrichting van het muntwezen. Clearing house	7
Alcohol	11
Wijziging van de belastingen	14
Herziening van het kadastraal inkomen	15
Vermindering van de registratie- en overschrijvingsrechten voor den aan- koop van geringe eigendommen	16
Wet van 15 Mei 1905 tot wijziging van de registratierechten op de akten van deeling	18
Invoerrechten op vee.	20
Kolen.	23
Suiker	23
TITELS EN ONDER-TITELS.	26
FISCALE REPARINGEN :	
Donanen, boeten uit hoofde van veroordeelingen.	27
BIJLAGEN	30
NOTA VAN DE MINDERHEID	31

(1)

(BIJLAGE VAN HET STUK N° 24.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1907.

Begroeting van 's Lands Middelen, dienstjaar 1908.

BIJLAGE (1) VAN HET VERSLAG
NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

Vraag door de Middenafdeeling gesteld.

VRAAG.

Welk is het gunsttarief toegestaan bij den uitvoer van Belgische kolen?
Tot welk verschil in de ontvangsten geeft het aanleiding?

Denkt de Regceering dat het nog gerechtvaardigd is, gezien den tegenwoordigen toestand der kolennijverheid en der andere nijverheidstakken?

ANTWOORD.

Voor de Belgische kolen, bij den uitvoer zoo te zee als te land, worden talrijke bijzondere tarieven ingevoerd, waarbij worden verleend verminderingen op de gewone plaatselijke vervoerprijzen (4^e klasse van tarief n° 3) (2).

Deze tarieven zijn de volgende :

A. — VERVOER TE ZEE.

Uitvoer langs de havens van Brussel, Antwerpen, Leuven, Dendermonde, Gent, Brugge, Oostende, Nieuwpoort (Dok), Zeebrugge en Terneuzen.

1^o *Bijzonder tarief n° 1 voor den uitvoer te zee, toepasselijk op verzendingen van 10,000 kilogram of voor dit gewicht betalende.*

(1) De tabellen, aan deze bijlagen toegevoegd, berusten ter Griffie van de Kamer.

(2) Deze prijzen — de laagste die door het algemeen tarief worden toegestaan — zijn vermeld in het tarief, bladzijden 4 tot 13 van den bundel 1^{bis} van den binnenlandschen dienst en van de gemengde diensten, waarvan een exemplaar hiernaan is toegevoegd.

Dit tarief berust op de volgende grondslagen :

1 tot 30 kilometer : prijs van de 4^e klasse tarief n^o 3 ;

31 tot 187 kilometer : fr. 0.026 per ton-kilometer, met een minimum van fr. 2.20 per ton ;

Van den 188^e tot den 500^e kilometer, fr. 0.04 per kilometer meer.

Dit tarief verleent voor afstanden van 100, 150 en 200 kilometer de volgende verminderingen per ton op de prijzen van de 4^e klasse :

op 100 kilometer : fr. 1.90

op 150 » » 1.10

op 200 » » 0.50

2^o *Bijzonder tarief n^o 2 voor den uitvoer te zee*, toepasselijk op verzendingen van ten minste 50,000 kilogram of voor dit gewicht betalende.

Dit tarief berust op de volgende grondslagen : 1 tot 25 kilometer, prijs der 4^e klasse van tarief n^o 3 ; 26 tot 100 kilometer, gelijke taxe van 2 frank per ton ;

101 kilometer en meer : fr. 0.02 per kilometer meer.

De verminderingen, door dit tarief verleend op de taxes der 4^e klasse, zijn de volgende per ton :

op 100 kilometer : fr. 2.50

op 150 » » 2.00

op 200 » » 1.50.

Neemt men als grondslag het vervoer in 1906, dan mag men op 675,000 frank per jaar schatten de mindere ontvangst uit hoofde van de toepassing der bijzondere tarieven n^os 1 en 2 op het vervoer van kolen, coke en briquetten, ter zee uitgevoerd.

B. — KOLEN UITGEVOERD TE LAND.

a) *Belgische-Nederlandsche dienst* (vervoer naar *Nederland*, over Esschen, Weelde-Merxplas, Achel, Hamont, Lanaken en Visé).

1^o *Bijzonder tarief n^o XIX*, toepasselijk op verzendingen van 50,000 kilogram uit de statien, die Belgische kolenmijnen en gasfabrieken bedienen, naar alle Nederlandsche statien.

De prijzen van dit tarief zijn die der 4^e klasse van het Belgisch tarief, verminderd met 1 frank per ton, met een minimum van 2 frank per ton.

2^o *Bijzonder tarief n^o XXV*, toepasselijk op verzendingen per 100,000 kilogram uit de statien, die in België gelegen kolenmijnen, coke-ovens, gas- of brikettenfabrieken bedienen, naar sommige Nederlandsche statien gelegen in het oostelijk gedeelte van Nederland.

Dit tarief verleent eene vermindering van fr. 1.90 per ton op de prijzen der 4^e klasse van het Belgisch tarief, met een minimum van 2 frank per ton.

Neemt men als grondslag het vervoer in 1906, dan bedraagt de mindere jaarlijksche ontvangst ten gevolge van de toepassing der bijzondere Bel-

gisch-Nederlandsche tarieven n^o XIX en XXV op het vervoer van kolen, coke en briketten naar Nederland over de landgrenzen, nagenoeg 133,000 fr. voor den Belgischen Staat.

b) *Belgisch-Duitsche en Belgisch-Luxemburgsche diensten.*

De volgende verminderingen per ton worden verleend voor het vervoer van kolen, coke en briketten, uitgevoerd naar het Groothertogdom Luxemburg, Duitschland en Basel, op de prijzen der 4^e klasse van het Belgisch binnenlandsch tarief :

Verzendingen naar het Groothertogdom Luxemburg en de statien gelegen ten Noorden van de spoorlijn van Chambrey naar Saargemünd fr. 1.15

Verzendingen naar de andere bestemmingen in Duitschland en naar Basel, per	40 ton	» 0.50
	50 »	» 1.23
	100 »	» 1.50

Deze verminderingen, toegepast op het vervoer in 1906, geven aanleiding tot eene jaarlijksche mindere ontvangst van 1,030,000 frank.

c) *Belgisch-Zwitsersche en Belgisch-Italiaansche diensten.*

Voor den Belgisch-Zwitserschen en den Belgisch-Italiaanschen dienst worden dezelfde verminderingen toegestaan als voor den dienst met Basel.

Toegepast op het vervoer in 1906, geven deze verminderingen aanleiding tot eene jaarlijksche mindere ontvangst van nagenoeg 70,300 frank.

d) *Fransch-Belgische noorderdienst.*

De bijgevoegde tabel geeft de grondprijzen op, toegestaan voor de betrekkingen met de lijnen van de *Compagnie du Nord* en de verdere netten, alsmede de verminderingen welke deze tarieven vertegenwoordigen op de prijzen van het gewoon tarief.

Toegepast op het vervoer in 1906, geven deze verminderingen aanleiding tot eene jaarlijksche mindere ontvangst van nagenoeg 983,000 frank.

*
* *

Bovenvermelde verminderingen werden vooral verleend om de kolennijverheid bij te springen ten tijde toen deze nijverheid hare voortbrengselen moeilijk in België aan den man kon brengen en het noodig was haar gemakkelijker toegang tot de buitenlandsche markten te verschaffen. Sedert veranderde de toestand en gezien de toeneming der bevolking en de uitbreiding der nijverheid, schijnt het dat onze kolenmijnen te gemakkelijker een grooter aandeel van hare voortbrenging in België zelf zouden kunnen afzetten, daar wij meer dan vijf milioen ton brandstof uit het buitenland invoeren.

Nochtans dient hier te worden aangemerkt, dat de hierboven opgegeven mindere ontvangsten berekend zijn naar een vervoer van gelijk bedrag,

met andere woorden, zonder rekening te houden met de omstandigheden die den omvang van het vervoer en bijgevolg de ontvangst van den Belgischen Staatsspoorweg kunnen beïnvloeden.

Onder deze omstandigheden dienen wij te vermelden :

1^o Het mindere vervoer naar het buitenland, dat kan volgen uit eene verhooging van de vervoerprijzen ; onze brandstof komt op de buitenlandse markten in mededinging met de Duitsche, Engelsche en Fransche brandstoffen, en eene verhooging van vervoerprijs kan deze mededinging beïnvloeden ;

2^o Een deel van het vervoer per spoorweg zou kunnen overgebracht worden op de bevaarbare wegen ; deze hebben thans maar nagenoeg 28 t. h. van onzen gauschen uitvoer, en dit aandeel zou kunnen toenemen ;

3^o Het overbrengen van het vervoer, van eene voor het belang van Staatsspoorweg gunstige baan naar eene voor dit belang minder gunstige andere spoorbaan. Zooals blijkt uit het onderzoek van de tarieven voor den uitvoer, zouden de verhoogingen, indien het gewoon tarief werd toegepast, niet dezelfde zijn voor de verschillende grenspunten.

Terloops valt ook aan te merken, dat wijzigingen in het tarief der kolen ook zekeren invloed moeten hebben op den invoer ter zee en per spoorweg, die nagenoeg drie millioen ton per jaar bedraagt (1).

De zaak is dus voorwaar zeer ingewikkeld en werpt niet alleen handelsvraagstukken op, maar ook economische, welker oplossing een nauwkeurig en grondig onderzoek vergt. Het beheer bestudeert ze reeds sedert eenigen tijd in al hare bijzonderheden.

(1) Het afschaffen van de verminderde prijzen voor Belgische kolen bij den uitvoer zou dezen uitvoer waarschijnlijk verminderen en bijgevolg het verbruik van Belgische kolen in ons land vermeerderen. Daardoor alleen zouden reeds minder vreemde kolen worden ingevoerd.

Anderdeels, kan de toepassing van ons gewoon buitenlandsch tarief op de ingevoerde vreemde kolen, voor gevolg hebben dat een deel van deze kolen, thans per spoor in België ingevoerd, wordt ingevoerd te water.